

KAUTILYA

N°1

novembre 2023

Grand Dossier

Echiquier

BRICS Vers un monde multipolaire ?



UNYA - FRANCE



Le Kautilya est une revue bimestrielle publiée par la FDNU (Fédération pour la Diplomatie et les Nations Unies).

Le dessein principal de cette revue vise à vulgariser les enjeux actuels de la géopolitique et des relations internationales.

Les opinions émises dans le Kautilya n'engagent que leurs auteurs.

Contactez la rédaction : kautilya@fdnu.fr



4 novembre 2023

FDNU x SUN - [WarGame]
Sudan, Warlords at Odd

30 novembre 2023

Webinaire - Les corridors
économiques transnationaux

Édito

Chères lectrices, chers lecteurs,

Sous un ciel estival serein de 1945, l'Empire du Japon était enveloppé dans la quiétude des cerisiers en fleurs, leurs teintes roses rappelant une douce mélodie. À travers ces pétales de béatitude, surgissaient avec une douce lenteur, les murmures sporadiques de la vie quotidienne à Hiroshima, ponctués parfois par quelques Haïkus enflammés d'une ardeur patriotique. Rien ne semblait capable d'effleurer la splendeur éternelle de cet archipel nippon. Puis soudain, une éclatante détonation nucléaire, une capitulation inéluctable, un monde dévasté, où même plus une seule larme de sang ne serait encore capable de couler, seuls subsistent des vaincus et des vainqueurs. Enfin, le soulagement survient avec la paix, portant avec elle la promesse d'un monde nouveau, où les sombres récits d'autrefois ne trouveront plus leur place que dans les pages du passé.

Cette nouvelle ère de paix est l'objet d'une volonté de modelage par les puissances victorieuses en vue de sa durabilité. Dans ce contexte, deux superpuissances émergent : les États-Unis et l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques (URSS). Elles se sont engagées dans une lutte idéologique intense qui a perduré pendant près d'un demi-siècle, créant ainsi une dynamique de bipolarité. En 1991, l'effondrement de l'URSS a ouvert la voie au moment unipolaire, permettant ainsi aux États-Unis de dicter leur politique sur les cinq continents.

En 2023, la position des États-Unis est remise en question en raison de leur déclin manifeste et de l'émergence de nouvelles puissances souhaitant mettre fin à une hégémonie autrefois considérée comme incontestable. Cette situation suscite des interrogations quant à une possible transition vers un ordre mondial multipolaire, dans lequel de nouveaux acteurs pourraient jouer un rôle majeur, remettant en cause l'équilibre établi par les puissances victorieuses de 1945. C'est cette question fondamentale que la première édition du Kautilya, que nous sommes honorés de vous présenter, s'efforce d'explorer et de résoudre.

C'est à travers l'étude du cas particulier des BRICS que nous avons voulu mener cette analyse. Les membres de cette coalition cherchent à se positionner comme les défenseurs des oubliés de 1945 et aspirent à promouvoir un monde plus juste. De l'examen de leurs origines à l'exploration de leurs orientations futures, cette édition s'efforce d'analyser de manière approfondie leurs intentions afin d'envisager les perspectives de l'émergence d'une éventuelle dynamique multipolaire ainsi que ses répercussions potentielles sur l'équilibre du monde.

Marceau Frances
Responsable du Kautilya

En lumière

pp. 06 - 07

Infographie

pp. 08 - 09

Grand Dossier

pp. 10 - 87

L'Echiquier

pp. 88 - 90

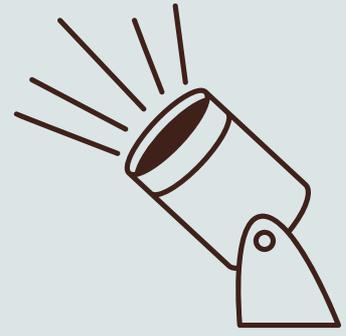
Horizons

p. 91

Nos auteurs

p. 92

En lumière



Ryane Belogbi

La revue *Kautilya* tire son nom de l'hommage rendu aux penseurs et politologues méconnus ayant apporté des contributions significatives à l'humanité. En célébrant ces esprits qui ont marqué leur temps, nous visons à inspirer les futures générations de chercheurs à élargir leur perspective de la géopolitique, et à encourager une exploration approfondie au-delà des noms célèbres en occident.

*Vishnugupta Chânakya dit « Kautilya » :
L'architecte d'un empire*

Personnage mythique de l'Inde ancienne, un voile de mystère entoure la vie de Kautilya. En effet, il existe quatre versions principales relatant son histoire, la version bouddhiste, Jain, Kashmiri et Vishakhadatta. Chacune d'elles lui donnent une provenance et un parcours particulier, bien qu'il existe des invariances telles que l'humiliation qu'il a subie à la cour des Nanda, son vœu de vengeance et son rôle de faiseur de roi.

Né en 375 av. J-C, Kautilya fait montre d'une intelligence exceptionnelle et d'une soif insatiable de connaissances, ce, dès son plus jeune âge. Il aurait étudié aux abords de l'Indus, à l'ancienne Université de Taxila renommée pour son enseignement pluridisciplinaire et sa diversité intellectuelle.

C'est à Pataliputra, capitale de l'empire Nanda, dans la région du Magadha qu'il obtient un poste de conseiller à la cour, mais suite à une expérience humiliante il

prête serment de renverser l'empereur d'alors, Dhana Nanda. Selon les écrits traditionnels, c'est à ce moment qu'il prend sous son aile un jeune homme prometteur qu'il estime être doté de qualités de dirigeant. Kautilya s'engage alors à offrir une éducation complète au jeune Chandragupta Maurya pour qu'il devienne un guerrier et homme d'état. Son objectif étant de fonder une nouvelle dynastie sur les cendres de la précédente ne subvenant pas aux besoins des populations.

En 325 av. J-C Alexandre le Grand se retire de l'Inde après que ses troupes, épuisées et confrontées à une forte résistance des rois indiens, se sont mutinées au fleuve Hyphasis (aujourd'hui connu sous le nom de fleuve Beas) dans la région du Pendjab. La légende raconte que Kautilya aurait profité du chaos résultant de cette dernière invasion en menant une campagne militaire audacieuse aux côtés de Chandragupta, ce qui aurait abouti à la prise de Pataliputra et la chute de la dynastie Nanda en 322 av. J-C.

Cette victoire historique a ouvert la voie à la fondation de l'Empire Maurya, l'un des plus puissants de l'Inde ancienne.

Principal conseiller de Chandragupta, Kautilya a élaboré des politiques éclairées au travers de l'écriture de l'Arthashastra, son œuvre majeure, un traité politique classique. Il écrit d'autres ouvrages au cours de sa vie, tels que "Chanakya Niti" (Aphorismes de Chanakya), des sutras liés à l'Arthashastra, et "Chanakya Sutra Shastra". Cependant, l'attribution de ces textes à Kautilya a été débattue parmi les chercheurs. La date exacte de sa mort n'est pas clairement établie, mais il est généralement admis qu'il serait décédé vers 283 av. J.-C. Kautilya demeure une figure éminente de l'histoire indienne en raison de son rôle dans la fondation de l'Empire Maurya et de son legs intellectuel, l'Arthashastra, qui continue d'être une référence importante en matière de politique et de gouvernance. À son apogée l'empire des Mauryas s'étendait des territoires de l'Asie centrale jusqu'à l'Inde du Sud, couvrant une étendue impressionnante de territoires et comptant près de 60 millions d'habitants soit 30 à 40% de la population mondiale de l'époque.

L'Arthashastra : Un traité grandiose

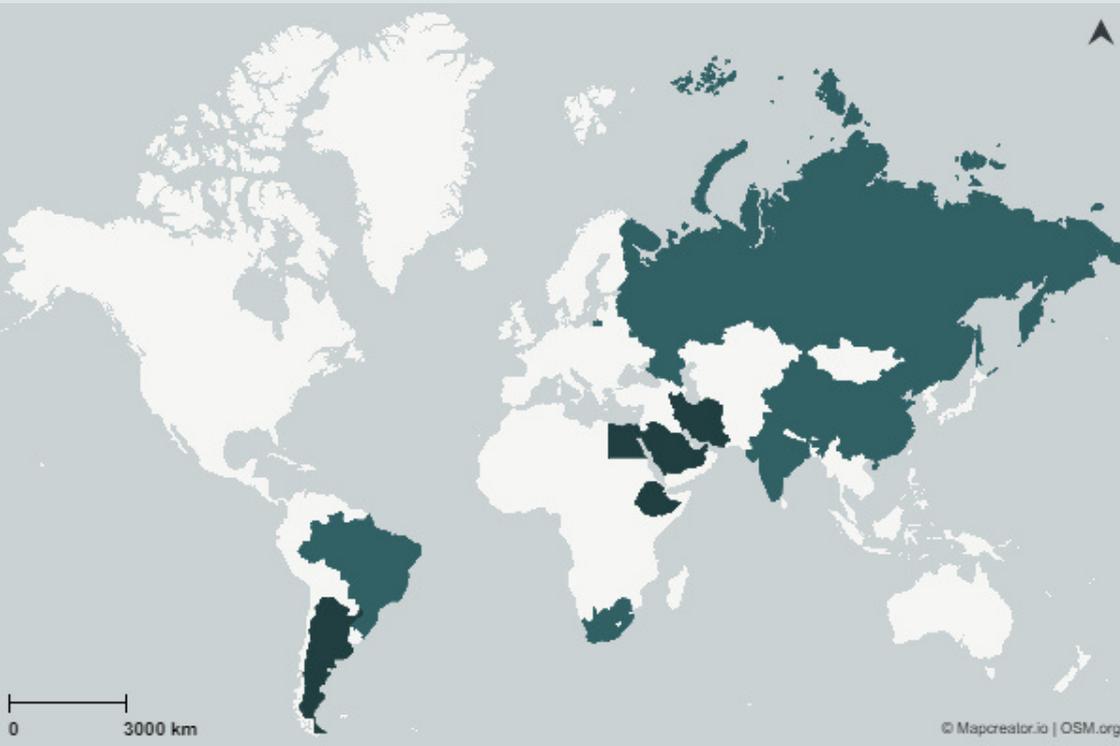
Composé dans l'Inde ancienne, probablement aux alentours du IV^e siècle avant notre ère, l'Arthashastra se distingue par sa profondeur et son ampleur. Cet ouvrage monumental comprend quinze livres qui couvrent une gamme diversifiée de sujets, allant de la politique et la gouvernance à l'économie, la stratégie militaire, la diplomatie, les lois, les tribunaux, l'administration publique, et bien plus encore. Il offre un aperçu détaillé des aspects essentiels de la gestion de l'État, de la stabilité politique, de la prospérité économique, de la sécurité na-

tionale, et même des affaires internationales. L'Arthashastra met l'accent sur l'importance de la gestion efficace de l'État, en soulignant les responsabilités du souverain envers ses sujets, mais aussi la nécessité d'utiliser le pouvoir avec prudence pour le bien-être de la société. Les idées de Kautilya, telles que le rôle central de l'État dans la garantie de l'ordre public et la sécurité, ont laissé une empreinte durable sur la pensée politique indienne.

Perdu au XII^e siècle de notre ère, l'Arthashastra fut retrouvé en 1904 par Rudrapatna Shamashastri, un érudit en sanskrit et bibliothécaire de l'Institut de Recherche Orientale de Mysore. Cette découverte a secoué les idées largement répandues selon lesquelles l'Inde ancienne n'avait pas développé de pensée politique propre, mettant en lumière la richesse de la doctrine politologique indienne. Kautilya est aujourd'hui considéré comme le premier grand réaliste politique, récupérant ainsi ses lettres de noblesse et continue d'influencer les gouvernants, les érudits et les penseurs contemporains. L'Arthashastra demeure un témoignage fascinant de la sagesse ancienne offrant des perspectives uniques sur les enjeux de l'art de gouverner.

En occident, certaines comparaisons ont été établies entre Kautilya et Machiavel en raison de leurs écrits sur la politique et la gouvernance. Cependant, leurs philosophies diffèrent considérablement, tandis que Machiavel se concentre principalement sur le maintien du pouvoir politique, Kautilya met l'accent sur l'utilisation du pouvoir pour le bien-être économique, social et spirituel du peuple. Pour ce qui est des fins, Kautilya accorde une importance prééminente au Dharma (la moralité), tandis que Machiavel estime que l'homme est de nature intrinsèquement mauvaise.

Infographie



Légende

-  Membres des BRICS
-  Nouveaux adhérents

CHINE



Population : 1 410 929 362 habitants
PIB : 14 862 564 millions de \$
PIB/hab. en PPA : 17 114,71\$/hab.
Budget militaire : 250 000 millions de \$

INDE



Population : 1 380 004 385 habitants
PIB : 2 667 686 millions de \$
PIB/hab. en PPA : 6 531,97\$/hab.
Budget militaire : 65 100 millions de \$

RUSSIE



Population : 144 104 080 habitants
PIB : 1 483 379 millions de \$
PIB/hab. en PPA : 28 170,74\$/hab.
Budget militaire : 62 200 millions de \$

AFRIQUE DU SUD



Population : 59 308 960 habitants

PIB : 335 344 millions de \$

PIB/hab. en PPA : 13 289,27\$/hab.

Budget militaire : 3 130 millions de \$

BRÉSIL



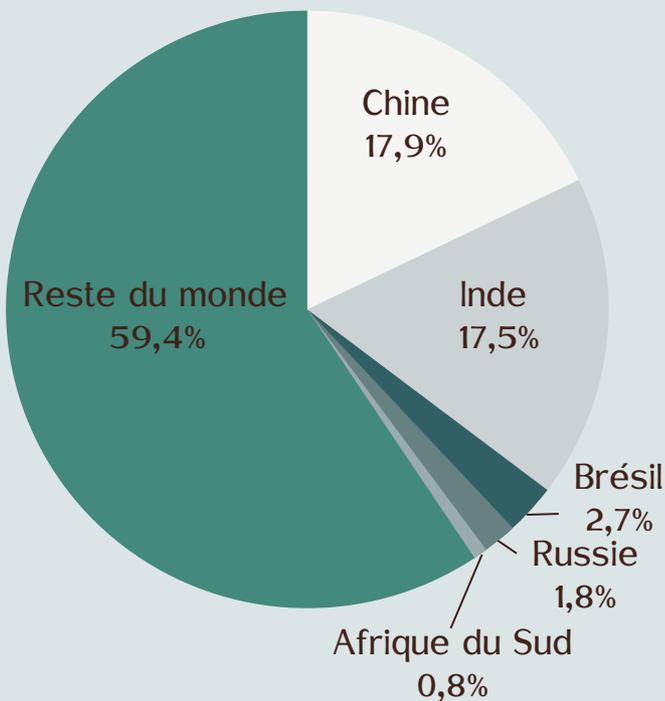
Population : 215 559 409 habitants

PIB : 1 448 550 millions de \$

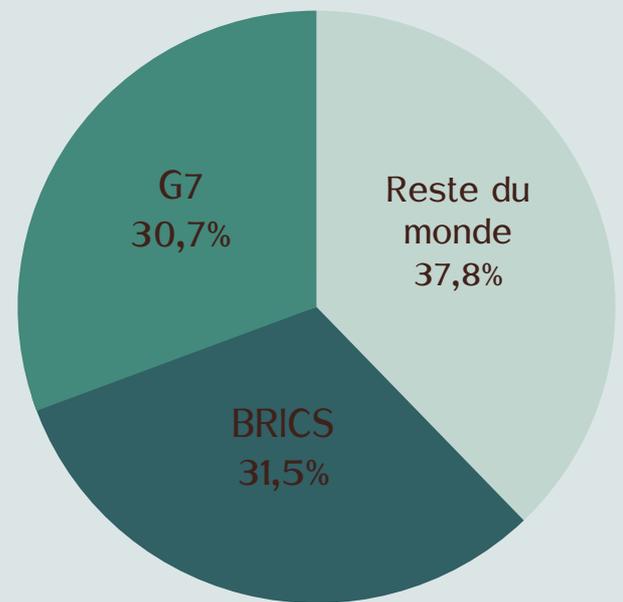
PIB/hab. en PPA : 14 890,45\$/hab.

Budget militaire : 21 800 millions de \$

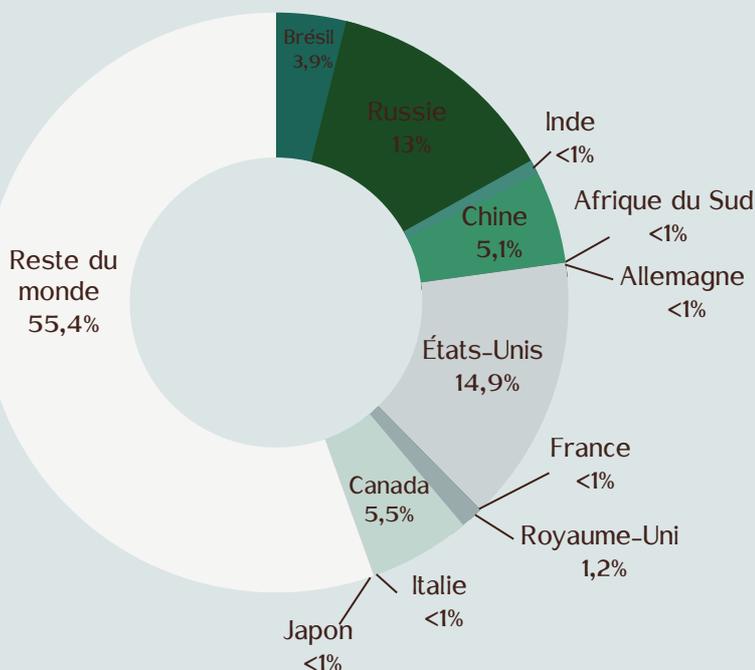
Part de la population des pays des BRICS dans la population mondiale



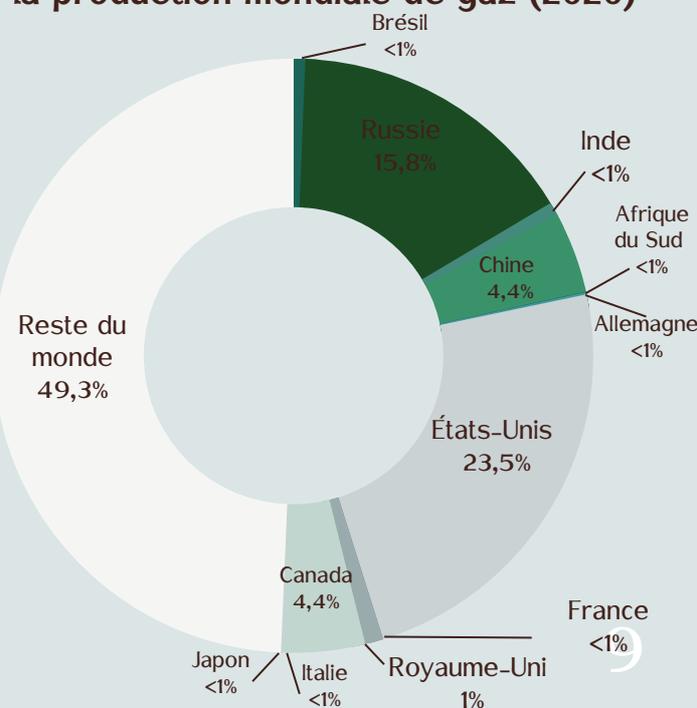
Répartition du PIB/hab. en PPA mondial



Part de la production nationale de pétrole dans la production mondiale de pétrole (2020)



Part de la production nationale de gaz dans la production mondiale de gaz (2020)





BRICS

Une histoire des BRICS.

Réalisations, défis et perspectives.

par Loukiane Doucet

11 - 29

Un partenariat stratégique : Vers une prospérité partagée ?

par Marceau Frances

30 - 49

Vers un élargissement de la communauté des BRICS.

par Juan Lopez Muelas

50 - 66

La coopération énergétique au sein des BRICS.

par Eva Jost

67 - 77

BRICS, OCS, UA, CELAC, UE, ASEAN :

La pertinence de l'institutionnalisation ?

par Eric Guiochon

78 - 87

Une histoire des BRICS

Réalisations, défis et perspectives.

Loukiane Doucet

Suite au dernier sommet des BRICS, qui s'est tenu du 22 au 24 août 2023 à Johannesburg, les BRICS accueilleront six nouveaux Etats à partir du 1er janvier 2024. Cet élargissement donne une nouvelle dimension aux BRICS sur la scène internationale. Bien que comptant désormais pour un tiers du PIB mondial, le groupe reste très hétérogène et marqué par de fortes inégalités. La Chine domine largement et représente à elle seule 60% du PIB nominal total du groupe. De plus, on constate que si l'on ramène le PIB total des BRICS à la population, ces derniers accusent un grave déséquilibre en termes de développement, notamment en comparaison au G7. Aussi, on comprend l'intérêt de ces

Etats à se rassembler afin de faire valoir leurs revendications communes et espérer ainsi acquérir davantage de poids dans le processus décisionnel mondial. Depuis 2009, ce forum de chefs d'Etat se réunit chaque année afin de favoriser le *“dialogue et la coopération [entre les pays membres des BRIC¹] pour servir les intérêts communs des économies de marché émergentes et des pays en développement, [dans la perspective de] construire un monde harmonieux à la paix durable et à la prospérité commune”*.² Si les Etats-Unis affichent leur désinvolture, refusant de considérer le club des BRICS comme un “rival” ou une “menace”,³ de nombreux observateurs s'alarment d'une désoccidentalisation croissante.⁴ L'érosion

1 - L'acronyme BRIC devient BRICS avec l'entrée de l'Afrique du Sud en 2011.

2 - Déclaration commune des BRICS. (2009).

3 - The White House, *Press Gaggle by National Security Advisor Jake Sullivan*, 22 août 2023.

4 - Billion, D. ; Ventura, C. (2023). / Duclos, M. (2023).

des valeurs, de la puissance et de l'influence de l'Occident dans le monde inquiète les dirigeants occidentaux depuis quelques années. En témoigne la tenue de la conférence de Munich sur le thème même de la désoccidentalisation en 2020⁵. L'émergence de nouvelles puissances et le renversement des alliances font craindre aux Occidentaux la redéfinition d'un système international dans lequel ils ne seraient plus amenés à diriger le monde.

Cet article entend retracer l'histoire du groupe des BRICS afin de rendre compte de la dynamique qui unit ce quintette. Les relations qui lient ses membres se sont forgées bien avant son institutionnalisation, et ont su s'adapter au contexte international pour toujours satisfaire les intérêts des Etats. Aussi, pour comprendre les liens qui unissent les BRICS et jauger de leur pertinence comme acteur international, est-il nécessaire de remonter aux origines du développement économique de chaque Etat, d'analyser les raisons qui ont favorisé leur rapprochement et de traverser les étapes de leur maturation économique et politique jusqu'à leur volonté d'élargissement.

Cette étude s'appuie sur un vaste corpus documentaire, composé de livres et d'articles spécialisés sur les questions d'histoire, d'économie et de géopolitique. De plus, l'analyse de l'ensemble des déclarations communes des BRICS ainsi que des documents officiels émanant des institutions nationales comme internationales, viennent renforcer davantage la compréhension des événements qui ont façonné l'histoire des BRICS.

Si les BRICS sont composés de pays émergents, dits du sud, l'acronyme est né à l'ouest. C'est en novembre 2001 que Jim O'Neill, alors chef économiste chez Goldman Sachs, publia son article resté célèbre "Build Better Global Economic BRICs". Il prédisait que le Brésil, la Russie, l'Inde et la Chine seraient amenés à jouer un rôle croissant sur la scène internationale en raison de leur poids économique. Pour appuyer son propos, il démontre que le PIB n'est pas représentatif de la puissance économique réelle d'un pays. En prenant un autre indicateur, celui du PIB exprimé en parité de pouvoir d'achat (PPA), on remarque que de nombreux pays émergents sont amenés à prendre une place significativement plus importante dans l'économie globale. Le calcul du PIB PPA permet de comparer les économies en éliminant les différences de niveau de prix entre les pays pour privilégier le volume de richesse.⁶ Ainsi, sur la seule base du PIB, l'économie japonaise est quatre fois supérieure à celle de la Chine en 2000. Si l'on considère cette fois le PIB PPA, l'économie chinoise est 50% plus importante que l'économie japonaise.⁷ De plus, en 2001, l'Inde est déjà la quatrième économie mondiale en PIB PPA, la Chine deuxième derrière les Etats Unis alors même que son accession à l'OMC laissait présager un boom économique majeur dans la décennie suivante. Jim O'Neill juge alors que le G7 devrait accueillir la Chine au sein de ses membres, et que le Brésil, la Russie et l'Inde seraient tout aussi légitimes, sinon plus en comparaison du Canada et de l'Italie, à intégrer le groupe.⁸

5 - Munich security report, "Westlessness". (2020).

6 - Pour plus d'informations sur le PIB PPA, lire l'article de Paul Schreyer et Francette Koechli, Parités de pouvoir d'achat : mesure et utilisations, Cahiers statistiques OCDE n° 3, mars 2002.

7 - O'Neill, J. (2001).

8 - *Ibid*

Goldman Sachs publie un autre document prévisionnel de l'essor des BRICS en 2003. Étudiant la croissance économique ainsi que la démographie, les auteurs prévoient que d'ici 2040, les BRICs seraient amenés à jouer un rôle majeur dans le système international. C'est aussi la première allusion à l'Afrique du Sud, en plus des quatre autres puissances, qui fait l'objet d'un intérêt particulier étant l'économie la plus prometteuse du continent africain.⁹ Les auteurs prédisent, dix ans avant le pivot stratégique américain vers la Chine de l'administration Obama, que le monde devrait s'attendre à d'importants tournants géostratégiques en direction de l'Asie.¹⁰

Le développement des BRIC et leur rapprochement (1990-2009)

Le rapprochement des BRIC est avant tout motivé par la perspective d'adhérer davantage au système international et de constituer un groupe capable d'influencer la gouvernance mondiale. Au sortir de la guerre froide, le monde est entré dans une nouvelle ère dominée par l'hyperpuissance américaine. Dans ce contexte, de nombreux pays adoptèrent un modèle de développement économique calqué sur celui des Etats-Unis en s'ouvrant à la libéralisation et au marché international.

L'ouverture de la Chine

La Chine a entamé à partir de la mort de Mao Zedong en 1976 une longue période de développement marquée par la réforme de son système commercial,

juridique et monétaire afin de répondre au cadre réglementaire international. Deng Xiaoping, s'inspirant du modèle économique libéral occidental, a lancé à la fin des années 1970 sa politique des quatre modernisations.¹¹ Il déclare en 1978 qu'une fois ces modernisations achevées, la Chine jusqu'alors relativement pauvre, contribuera davantage au destin de l'humanité. Il affirme également "qu'en tant que pays socialiste, la Chine appartiendra toujours au tiers monde et ne recherchera jamais l'hégémonie".¹² Dès 1980, Pékin accède à la Banque mondiale ainsi qu'au FMI et demande officiellement son accession au GATT (future OMC) en 1986. La Chine est dans un premier temps soutenue par les Etats-Unis, notamment sous l'administration Bush qui entend réduire le déficit américain des années 1980 en créant un marché commun avec la Chine. Cette inclusion est pourtant ralentie par l'autoritarisme du régime chinois, avec le massacre de Tiananmen en 1989 et le retrait du statut de nation la plus favorisée par le président Bill Clinton en 1994 en raison des manquements aux droits humains. Redoublant d'efforts dans les années 1990, la Chine donne des gages de bonne volonté en abaissant progressivement ses droits de douane et en s'ouvrant davantage aux investissements étrangers notamment par la création de zones économiques spéciales (ZES). Les investissements explosent au lendemain de la crise asiatique ce qui permet à la Chine de se rapprocher davantage de son objectif, jusqu'à entrer à l'OMC en 2001.

9 - Wilson, D. ; Purushothaman, R. (2003).

10 - *Ibid*

11 - Vercueil, J. (2015). p.83-95.

12 - Extrait d'un entretien avec une délégation économique et commerciale du gouvernement de la République démocratique de Madagascar. "Realize the Four Modernizations and Never Seek Hegemony", 7 mai 1978

La naissance difficile de la Fédération de Russie

Dans le même temps, la Russie va suivre le même modèle de développement bien que ses motivations et le contexte économique diffèrent radicalement. Mikhaïl Gorbatchev, au pouvoir à partir de 1985 en URSS, lance son programme de restructuration économique, connu sous le nom de *Perestroïka*. La volonté de faire de l'URSS une économie de marché n'aboutit pas, et dès l'éclatement de l'URSS en 1991, Egor Gaïdar, futur premier ministre, s'attelle à définir une nouvelle politique de "transition systémique". Le passage d'une économie planifiée à une économie de marché repose sur les trois piliers définis par le FMI que sont la libéralisation, la stabilisation financière et la restructuration. La mise en pratique de cette libéralisation dans la toute jeune Fédération de Russie entraîne mécaniquement une inflation record. La Russie est contrainte de faire appel au FMI qui en échange d'un prêt de 40 milliard de dollars entend donner ses directives à Moscou. Les années 1990 voient la dévaluation du rouble, le discrédit des élites politiques, la perte de 40% du PIB nominal russe, l'augmentation de la pauvreté et des inégalités. Et alors même que la situation économique intérieure est au plus bas, la Russie s'attache à conserver sa place de puissance en se rapprochant des Occidentaux mais également de son voisin chinois. Moscou contribue à la création de nouvelles institutions, telles l'Organisation pour la

Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE), le Conseil Russie-OTAN et le Groupe de Shanghaï. Pour autant, c'est son accession au G7 à partir de 1997 qui répond le plus aux attentes du Kremlin. Déjà en 1989, Gorbatchev avait signalé sa volonté d'adhérer au G7 afin de se rapprocher des Occidentaux. La tentative de putsch en 1991, puis les problèmes économiques, repoussèrent ses espoirs de plusieurs années. Le G7 constitue de fait le meilleur compromis pour la Russie, qui bien que ne voulant pas adhérer à l'UE ou à l'OTAN, considère le G7 comme l'élément le plus prometteur de l'instauration du nouvel ordre mondial. Dès 1999, le rebond de l'économie russe, bénéficiant notamment de l'augmentation du prix du baril de pétrole, permet à la Russie d'espérer jouer un rôle plus important sur la scène internationale.

L'essor de l'Inde

L'Inde, tout comme la Chine, introduit progressivement à partir des années 1980 la libéralisation de son économie. A travers les réformes du premier ministre Rajiv Gandhi (1984-1989) les relations économiques extérieures s'accroissent bénéficiant au PIB indien ainsi qu'à la réduction du taux de pauvreté. Pour autant, en 1991 la balance commerciale est largement déficitaire et l'Inde, frappée durement par les conséquences de la guerre d'Irak et du Koweït sur ses importations de pétrole, accuse un déficit budgétaire élevé. Menacé de défaut de paiement sur sa dette extérieure, New Delhi est contrainte de faire appel au FMI

et de libéraliser davantage son économie, mettant fin au “License Raj” et à l’implication de l’Etat dans le contrôle des activités économiques des secteurs privés et publics.¹³ La situation économique demeure instable pendant la décennie 90, avec une vive critique de la politique menée, qualifiée d’anti-pauvre, et le peu de développement des infrastructures de communication, d’éducation et de santé ainsi que le recul de l’agriculture. Pour autant, de nombreuses mesures vont favoriser la croissance rapide de l’Inde, qui explose dans la décennie 2000-2010 atteignant 9,6 % du PIB en 2007. Suivant l’exemple chinois, l’Inde annonce la création de 237 zones économiques spéciales en 2008 pour attirer les investissements étrangers. L’économie indienne affiche une forte croissance mais reste néanmoins fragile et soumise à de nombreuses inégalités.

L’avènement du leadership brésilien

Au Brésil, le renversement de la dictature militaire en 1985 ouvre la voie d’une nouvelle ère démocratique. La première décennie est marquée par un marasme économique se traduisant par un fort endettement extérieur et une inflation galopante. En 1993, l’inflation annuelle atteint 2600%.¹⁴ Les réformes économiques et sociales initiées par F. H Cardoso (1995-2002) et continuées par son successeur L.I Lula (2003-2010) permettent de sortir le Brésil de la crise. Dès 1994, le “plan real” permet de stabiliser le système monétaire et de juguler durablement l’inflation. Le Brésil

adopte une politique libérale tournée vers les marchés internationaux, privatisant les entreprises et privilégiant désormais les exportations, notamment dans le domaine de l’agroalimentaire. Dans le même temps, le Brésil souhaite se rapprocher de ses partenaires sud-américains en insufflant une politique d’intégration économique régionale, caractérisée par la création du Mercosur en 1991. Cette direction politique vise également à se détacher des Américains, qui depuis la doctrine Monroe du début du XIXème siècle considèrent l’Amérique comme leur “chasse gardée”. En 2004, Lula s’oppose au projet américain de création d’une zone de libre échange à l’échelle du continent (AZEAL) et se tourne vers la Chine. Les politiques d’ajustement structurel ont permis de sortir le Brésil de la crise, atteignant le rang de dixième puissance économique mondiale en 2010.

Le rapprochement des BRIC

Le contexte des années 1990-2010 est favorable au rapprochement des BRIC puisqu’ils adoptent tous une économie de marché et s’intègrent davantage à la mondialisation. Sur le plan diplomatique, économique, technologique et militaire, les quatre États nouent des alliances et des partenariats bilatéraux.

Les relations sino-indiennes s’améliorent dès l’entrée dans le nouveau millénaire. Le passé conflictuel des deux voisins, ravivé par les déclarations du ministre de la Défense indien George

13 - Vercueil, J. (2015). p.95-105.

14 - *Ibid.* p.78-83.

Fernandes, qualifiant la Chine de “menace numéro un” et procédant à des essais nucléaires en 1998, est vite éclipsé. De nombreuses visites diplomatiques vont aboutir en 2003 à la signature de la première déclaration conjointe entre les deux puissances.¹⁵ En 2005, l’Inde et la Chine réaffirment à travers un Partenariat stratégique et de coopération pour la paix et la prospérité, les valeurs fondatrices du *Panchsheel*¹⁶ ainsi que l’importance de leurs relations amicales dans une scène asiatique en recomposition.¹⁷ En Russie, c’est le ministre des Affaires étrangères Evguéni Primakov qui prône en 1996 la constitution d’un pôle de puissance entre Moscou, Pékin et New Delhi afin de contrebalancer l’hégémonie américaine.¹⁸ Un traité de bon voisinage, d’amitié et de coopération est signé en 2001 entre la Russie et la Chine afin de mettre derrière elles leur passé conflictuel de la fin de la guerre froide. Ne prévoyant aucune alliance formelle, les deux puissances s’accordent sur l’inviolabilité des frontières existantes et la Russie reconnaît le Parti Communiste Chinois comme le seul gouvernement légitime. Cette complicité idéologique va en partie se construire contre l’hégémonisme américain. Le Brésil n’est pas en reste, puisqu’il est le premier à signer en 1993 un partenariat stratégique stable et à long terme fondé sur des avantages mutuels avec la Chine. La Chine sécurise ainsi son accès aux produits agricoles et aux matières premières brésiliennes nécessaires à son développement tandis que le Brésil s’ouvre un nouveau marché de produits manufacturés et bénéficie des investisse-

ments chinois. La signature en 2009 d’un accord de coopération dans tous les domaines scientifique, technique, économique et politique marque l’apogée des relations entre la Chine et le Brésil.¹⁹ Sur le plan économique, l’augmentation des volumes d’échanges commerciaux entre le Brésil, la Chine, la Russie et l’Inde traduit les bonnes relations diplomatiques qui existent entre eux. Les échanges entre la Russie et la Chine passent de 5,7 Mds \$ en 1999 à 48 Mds \$ en 2007, pour atteindre près de 200 Mds \$ en 2023.²⁰ L’augmentation du commerce avec le Brésil, a fait de la Chine en 2023 le premier importateur et le plus gros investisseur du pays avec les Etats-Unis.²¹ La création de l’Organisation de Shanghai en 2001 ou encore la décision prise la même année par la Chine et la Russie de construire un oléoduc, témoignent des perspectives économiques grandissantes. Dans le domaine militaire, le rapprochement est aussi visible avec le partenariat de longue date conclu entre l’Inde et la Russie pour l’achat d’armement, avec par exemple la vente du porte-avions Gorshkov à New Delhi en 2004 et la tenue d’exercices militaires conjoints.

Les premières rencontres des BRIC

La Russie organise à l’été 2006 la tenue du sommet du G8 à Saint-Pétersbourg. Alors qu’elle misait beaucoup sur ces discussions, elle en sort déçue face à l’inaction du groupe sur les questions énergétiques, de développement et de sécurité dans l’espace post-soviétique. Deux mois après, en marge de

15 - *Declaration on Principles for Relations and Comprehensive Cooperation between the Republic of India and the People's Republic of China*, 23 juin 2003.

16 - Accord signé le 29 avril 1954 entre la Chine et l’Inde définissant cinq principes de coexistence pacifique destinés à sceller une entente durable entre les deux puissances.

17 - Saint-Mézard, I. (2006).

18 - Andrieu, P. (2023). p.35-36.

19 - *Joint Communiqué Between the People's Republic of China and The Federative Republic of Brazil on Further Strengthening China-Brazil Strategic Partnership*, 19 mai 2009, Beijing.

20 - Andrieu, P. (2015). p.78.

21 - Garcia, A ; Thompson, L ; Brito, C ; Rodriguez, M-E. (2023)

l'Assemblée générale des Nations Unies de septembre 2006, s'est déroulée la première prise de contact des BRIC.²² Depuis, de nombreuses rencontres informelles lors de sommets internationaux ont fait se rapprocher les quatre pays. De fait, les sommets comme le G8 ne se résument pas exclusivement à la présence des Etats qui le composent, les participants sont bien plus nombreux. Aussi, *“la Chine, l'Inde, l'Afrique du Sud, le Brésil ou encore le Mexique prennent régulièrement part aux événements organisés dans le cadre des sommets du G8”*.²³ En 2008, lors du sommet du G8 au Japon et à l'initiative de la Russie, les quatre se sont mis d'accord sur la tenue d'un premier sommet des BRIC l'année suivante. Outre les bonnes relations existantes entre la Chine, la Russie, l'Inde et le Brésil, l'institutionnalisation des BRICS ne peut s'expliquer que par un contexte propice au rapprochement de puissances animées par un désir commun de changement. En 1997, le conseiller américain à la sécurité nationale Zbigniew Brzezinski avait conclu que le scénario le plus dangereux pour l'hégémonie américaine dans les affaires mondiales serait la formation d'une coalition de puissances mécontentes (à savoir : la Chine, la Russie, le Brésil, l'Inde, l'Iran, la Turquie, l'Indonésie et d'autres), représentant un groupe "anti-hégémonique" d'États, unis non pas par l'idéologie, mais par des griefs communs.²⁴ De fait, l'histoire des BRICS est avant tout celle d'une rencontre d'Etats réformistes dans un contexte de crise internationale.

Les BRICS ou l'instauration d'une alliance politique (2009-2022)

La crise des subprimes de 2007-2008 est certainement l'élément déclencheur qui a fini de convaincre les BRIC de la nécessité d'élever leurs voix afin dans un premier temps de réformer le système financier international. Face à l'ampleur du désastre, l'administration Bush consent à réunir le sommet du G20 en urgence à Washington, cette fois élevé au niveau des chefs d'Etat. Créé en 1999, au lendemain de la crise asiatique de 1997 qui a touché durement l'Asie de l'est et l'Amérique du sud, le G20 est un forum de discussion auquel participent les ministres des finances des vingt pays les plus développés ainsi que les gouverneurs des banques centrales. Pour la première fois, le 15 novembre 2008, les différents chefs d'Etat membres du G20 se sont mis d'accord sur la nécessité de coopérer et de travailler ensemble à restaurer la stabilité et la croissance économique mondiale ainsi qu'à réformer les institutions financières afin d'y inclure davantage les pays émergents.²⁵ Le G20 apparaît désormais comme une plateforme privilégiée pour coordonner des politiques économiques entre pays développés et pays en développement. Le groupe est vu comme l'organe de décision le plus influent puisqu'il prend en compte les nouveaux émergents, il est donc en comparaison du G8 “plus large, plus inclusif, plus diversifié, plus représentatif et plus efficace”.²⁶ L'entrée de la Russie n'a rien changé au système de gouvernance mondiale, puisque le G7

22 - Stuenkel, O. (2014).

23 - Kortunov, A. (2019).

24 - Bezerra, V ; Lin, Z. (2023).

25 - Déclaration commune du G20. (2008).

26 - Déclaration commune des BRICS, (2010).

n'hésite pas à exclure la Russie lors d'une réunion téléphonique d'urgence afin d'adopter une déclaration condamnant la reconnaissance par Moscou de l'indépendance de l'Ossétie du Sud et de l'Abkhazie lors de la crise géorgienne de 2008. La Russie marginalisée trouve alors un regain d'intérêt pendant la crise financière à travers la tenue du G20 et l'instauration des BRIC. Pour certains, c'est l'expansion de l'OTAN vers l'Est qui aurait fini de convaincre la Russie d'appeler ses homologues chinois, indien et brésilien à se réunir.²⁷ En juin 2009, les chefs d'Etats des BRIC se sont retrouvés à Yekaterinburg en Russie pour leur premier sommet officiel. Les BRICs se définissent alors comme chef de file des revendications des pays en développement, affirmant leur attachement aux principes des Nations Unis et appelant à une réforme des institutions afin d'accroître le rôle des pays du sud dans la gouvernance mondiale, notamment en soulignant l'importance du G20.²⁸ La création des BRIC peut alors être interprétée comme la volonté des puissances émergentes de "créer un nouvel ordre mondial moins dépendant des Etats-Unis".²⁹

L'adhésion de l'Afrique du Sud

L'élargissement des BRICs à l'Afrique du Sud en 2011 répond à plusieurs enjeux à la fois politiques et économiques. L'Afrique du Sud n'a pas été conviée à l'origine du groupe car contrairement aux autres pays, elle ne présentait pas une économie ni une croissance assez fortes. D'autres aspects sont donc à considérer

pour expliquer son adhésion. En premier lieu, au sortir de l'apartheid (1948-1991), l'Afrique du Sud est en prise avec une économie latente et un fort taux de pauvreté. Dès 1994, le renforcement des relations Sud-Sud rompt avec la politique pro-occidentale qui a dominé pendant la guerre froide. L'Afrique du Sud, seul pays africain représenté au G20, se veut le porte voix du continent. Sous la présidence de Thabo Mbeki, les relations avec le Brésil, la Chine et l'Inde se renforcent. En 2003, est créé l'IBSA, un groupement international tripartite visant à promouvoir les relations sud-sud. L'entrée de l'Afrique du Sud dans les BRIC est le fruit d'un intense activisme du président Jacob Zuma qui multiplie les déplacements diplomatiques. Le double sommet IBAS-BRIC, tenu le 15 avril 2010 à Brasilia est le terrain propice à la promotion de la candidature sud-africaine, notamment auprès de la Chine et de la Russie.³⁰ Les BRIC acceptent la rentrée de la nation arc-en-ciel dans la perspective d'obtenir un ancrage politique sur le continent africain et ouvrir la voie aux investissements. C'est à partir de 2011 avec l'entrée de l'Afrique du Sud que les BRICS se constituent comme une véritable entité politique, représentant les intérêts des pays émergents du monde entier.

L'institutionnalisation ou le projet économique et politique des BRICS

L'analyse de l'histoire des BRICS permet de distinguer deux tendances. Dans un premier temps, les BRICS ne se définissent que comme un forum de discussion

27 - De Souza Almeida, R-C. (2021).

28 - Déclaration commune des BRIC. (2009).

29 - Stuenkel, O. (2014).

30 - Soulé-Kohndou, F. (2013).

regroupant les puissances émergentes les plus à même de guider les pays en développement hors de la crise financière mondiale. Cependant, très vite, on observe un tournant à partir du milieu des années 2010, lorsque les BRICS vont se constituer davantage comme un groupe politique, capable de contrebalancer la puissance américaine en augmentant considérablement leur champ d'action.

Réformer le système financier et monétaire international

Dans un premier temps, les BRICS s'unissent dans leur volonté commune d'aboutir à une réforme des institutions financières internationales. La crise de 2008 a démontré la fragilité du système international ainsi que la nécessité d'accorder une place plus importante aux pays émergents. Le président Barack Obama lorsqu'il se rend au sommet de Londres en 2009, décrit les BRICS de la manière suivante : *“Il s'agissait de grandes nations fières qui, d'une manière ou d'une autre, sortaient d'un long sommeil. Elles ne se satisfaisaient plus d'être reléguées aux marges de l'histoire ou de voir leur statut réduit à celui de puissances régionales. Elles s'insurgèrent contre le rôle surdimensionné de l'Occident dans la gestion de l'économie mondiale. La crise actuelle leur a donné l'occasion d'inverser le cours des choses.”*³¹ De fait, les pays émergents, et notamment les BRICS, ont réussi à faire entendre leurs voix lors des sommets du G20 de 2008 et 2009. Ils appelèrent à une réforme des institutions financières, et obtinrent lors du sommet

de Londres la mise en œuvre de la réforme des quotes-parts du FMI d'ici janvier 2011, ainsi que la révision du processus d'élection des hautes fonctions au sein des institutions financières pour le rendre plus transparent et méritant.³² En novembre 2010 comme convenu, le Conseil d'administration du FMI approuve une vaste réforme des quotes-parts et de la gouvernance. La Chine, la Russie, l'Inde et le Brésil sont censés intégrer la liste des dix premiers pays membres du FMI. Une redistribution de 6% des quotes-parts au bénéfice des pays émergents est attendue ainsi que la mise en place de l'élection des administrateurs jusqu'alors nommés par les cinq pays les plus contributeurs.³³ Pour autant, cinq ans après, les BRICS restent “profondément déçus par l'incapacité prolongée des États-Unis à ratifier le paquet de réformes du FMI de 2010.”³⁴ Finalement, la réforme des quotes-parts prend effet en 2016 mais est loin de satisfaire les BRICS dont le pourcentage décisionnel ne reflète pas leur puissance économique, contrairement aux États-Unis qui sortent doublement vainqueurs puisqu'ils gardent la mainmise sur la structure en conservant leur droit de veto et contrôlent davantage de fonds.³⁵ Les BRICS critiquent de la même manière la Banque Mondiale, qui depuis sa création, n'a jamais cessé d'être présidée par un américain.³⁶ Il apparaît donc que les institutions internationales ont été créées afin de garantir les intérêts américains, ce que reconnaît Barack Obama,³⁷ et que la Banque Mondiale et le FMI servent encore aujourd'hui dans une large mesure à asseoir

31 - Obama, B. (2020). p.336.

32 - Déclaration commune du G20. (2009).

33 - Communiqué de presse no.16/25, le 27 janvier 2016, FMI.

34 - Déclaration commune des BRICS 2015.

35 - Toussaint, E. (2022). p.396.

36 - *Ibid.* p.383-389.

37 - Obama, B. (2020). p.328-329.

la domination américaine en ne permettant pas un développement juste et équitable des pays du sud. Face à l'inaction des puissances occidentales, les BRICS semblent abandonner leur stratégie de réformer le *statu quo* pour faire *cavalier seul*.³⁸

Les espoirs déçus des BRICS ont certainement joué un rôle important dans la volonté des BRICS de s'émanciper du dollar. Dès 2014 sont créées la Nouvelle Banque de Développement (NDB) et un Fonds monétaire de réserve d'urgence (CRA), sur le même modèle que la Banque Mondiale et le FMI. Les BRICS se répartissent équitablement les parts au sein de la Banque puisqu'ils ont tous contribué à la même hauteur au financement, soit 10 milliards de dollars par pays. La NDB lève des fonds en monnaies locales pour, selon le président de la Banque M. Kamath, "s'affranchir de la tyrannie des monnaies fortes". La Banque a aussi approuvé des prêts en dans d'autres monnaies telles que l'euro et le franc suisse pour diversifier ses sources de financement. Aujourd'hui encore, deux tiers des fonds de la NDB sont constitués de dollars mais les BRICS entendent bien "briser le vieil ordre financier mondial" et "réduire leur dépendance vis-à-vis du dollar, de l'euro et du yen".³⁹ Le développement d'un réseau parallèle ne risque pas de s'arrêter puisque les BRICS ont fait savoir qu'ils étaient très déçus par la quinzième révision générale des quotes-parts et qu'ils attendaient la réalisation d'une seizième dans les plus brefs délais.⁴⁰

Outre la représentation des pays émergents au sein des institutions inter-

nationales, les BRICS souhaitent avant tout acquérir davantage d'autonomie. De fait, la dépendance au dollar permet aux Etats-Unis de lever efficacement des sanctions et exercer l'extraterritorialité du droit américain.⁴¹ Depuis 2014, la Russie en fait les frais et avec la guerre économique que se livrent les Etats-Unis et la Chine, il devient urgent pour les BRICS de diversifier leurs monnaies d'échange. Cette dé-dollarisation est en grande partie menée par la Chine et la Russie. En 2018, Pékin a lancé un contrat sur le pétrole qui permet à la Chine d'acheter du pétrole en renminbi, convertible en or sur le Shanghai Gold Exchange et le Hong Kong Exchange. Cette annonce ouvre de nouvelles perspectives aux pays exportateurs de pétrole soumis aux sanctions américaines, tels l'Iran et la Russie, qui profitent des "pétroyuans" pour accéder aux marchés mondiaux par le biais d'une monnaie alternative au dollar. La dé-dollarisation est une arme de la guerre économique qui se joue depuis une décennie entre les Etats-Unis d'un côté et la Russie et la Chine de l'autre. On remarque que les deux puissances eurasiennes ont considérablement augmenté la part du rouble et du renminbi dans leurs échanges bilatéraux. La part du commerce bilatéral en dollars entre la Russie et la Chine est passé de 90% en 2015 à 46% en 2020.⁴² Les BRICS créent de nombreuses alternatives aux instances et outils financiers internationaux afin de s'affranchir des sanctions de l'Oncle Sam. En 2022, les banques russes ont été exclues du réseau SWIFT mais la Russie a pu compter sur la mise en place d'un sys-

38 - Liu, Z.Z ; Papa, M. (2022).

39 - Hongfeng, L. (2017). p.165-172.

40 - Déclaration commune des BRICS. (2022).

41 - Liu, Z.Z ; Papa, M. (2022).

42 - *Ibid*

tème de transaction financière alternatif propre au BRICS. La Chine et la Russie sont soutenus par le reste du club, qui affirme dans la déclaration commune de 2023 “être préoccupé(s) par les mesures de restriction du commerce qui sont incompatibles avec les règles de l’OMC, y compris les mesures unilatérales illégales telles que les sanctions, qui affectent le commerce agricole.”⁴³

La désoccidentalisation du monde

Les BRICS aspirent à se constituer comme une force d’équilibre capable de contrebalancer la puissance américaine, désormais jugée incapable de garantir la paix et l’ordre international. Pour le chercheur brésilien Rafael Cordovil de Souza Almeida, “les États-Unis sont l’une des principales menaces pour l’ordre mondial déjà établi”, notamment en raison des interventions unilatérales.⁴⁴ Afin de jouer ce rôle de contrepoids, les BRICS ont dû former une véritable alliance politique, ce qui s’est traduit par une prise de position unanime sur un certain nombre de sujets internationaux. Dès 2012, les BRICS ont par exemple ajouté à leur agenda la question syrienne afin de discuter de la manière d’arriver à une résolution pacifique du conflit. S’appuyant sur les résolutions de l’ONU, les BRICS ont affirmé qu’il ne pouvait y avoir de solution militaire au conflit.⁴⁵ Pour autant, il faut nuancer le poids politique des BRICS sur le conflit syrien. Le groupe est de fait resté en retrait, préférant laisser l’IBSA mener les opérations de médiation, jusqu’à l’intervention russe de 2015 en

au régime Assad, en contradiction avec la position des BRICS exprimée auparavant.⁴⁶ Sans toutefois proposer un plan de résolution concret, notamment en raison des probables dissensions existantes entre ses membres, les BRICS se sont toutefois retrouvés sur la critique du principe de “responsabilité de protéger” dans la justification de l’intervention militaire. Le Brésil, la Chine et la Russie craignent que le principe d’auto-détermination ne supplante celui de la souveraineté des nations, et regrettent la manière dont les États-Unis ont altéré la politique internationale en leur faveur.⁴⁷ En 2014, les BRICS ont démontré leur unité en s’abstenant lors du vote de la résolution 68/262 à l’Assemblée générale de l’ONU portant sur l’intégrité territoriale de l’Ukraine et visant à dénoncer l’invalidité du référendum de Crimée.⁴⁸ Depuis lors, le sommet annuel des BRICS sert de forum politique aux membres qui s’accordent sur la manière dont ils souhaitent régler les affaires internationales.

Afin de pouvoir concrétiser leurs prises de position, les BRICS œuvrent pour une réforme de l’ONU, notamment du conseil de sécurité afin de rendre l’organisation plus efficace, efficiente et représentative. Au sein des BRICS, seules la Chine et la Russie possèdent un droit de veto, tandis que l’Inde, le Brésil et dans une moindre mesure l’Afrique du Sud, cherchent à jouer un rôle plus important en adéquation avec leur poids respectif dans le système international.⁴⁹ L’Inde, ayant atteint le rang de cinquième puissance mondiale, détentrice de l’arme nucléaire et constituant la première démographie

43 - Déclaration commune des BRICS. (2023).

44 - Mortar of the BRICS, Brazilian Journal of development, mai 2021

45 - Déclaration communes des BRICS, 2019, 2020.

46 - Abdenur, A. (2016).

47 - *Ibid*

48 - Résolution GA/11493, 27 mars 2014.

49 - Déclaration commune des BRICS, 2020.

souhaiterait ardemment intégrer le Conseil de Sécurité. Pour appuyer leur demande, les BRICS se rapportent au Document final du Sommet mondial de 2005 qui donne les directions à prendre pour les années à venir, en soulignant notamment le besoin de réformer l'ONU pour répondre aux attentes de l'ensemble de ses membres et notamment du Conseil de Sécurité.⁵⁰ Les BRICS s'appuient également sur la résolution de l'Assemblée générale 75/1 adoptée le 21 septembre 2020 qui souligne le besoin de réformer l'ONU et affirme la volonté de “*donner un nouveau souffle aux discussions sur la réforme du Conseil de sécurité*”.⁵¹ On remarque également qu'à partir du sommet de Johannesburg en 2018, les BRICS appellent à une transformation de l'OMC pour améliorer son fonctionnement et la rendre plus performante, notamment en incluant davantage les intérêts des Etats en voie de développement. Les BRICS, outre l'impasse dans laquelle se trouve le processus de sélection des nouveaux membres de l'Organe d'appel, revendique leur attachement au respect du commerce multilatéral en dénoncent les mesures unilatérales et protectionnistes.⁵²

L'institutionnalisation des BRICS, visible en parti par le succès du lancement de la NDB et du CRA, fonde en plus d'un forum, une alliance politique unie autour de revendications communes, celles d'acquiescer davantage de poids dans le système international et de guider les pays du Sud vers le développement selon le principe chinois d'une “Communauté de destin pour l'humanité”.

Les BRICS : un nouveau non-alignement ?

L'intensification du conflit à la frontière russo-ukrainienne suite au déclenchement de l'opération spéciale russe le 24 février 2022 semble avoir constitué un tournant dans la politique internationale des BRICS. Le paradigme d'une nouvelle guerre froide, suite à la montée des tensions entre les Etats-Unis et la Russie pose la question du positionnement des BRICS. La pression exercée sur les Etats, les enjoignant à choisir leur camp, a poussé le président sud africain Cyril Ramaphosa à souligner son attachement au mouvement des non-alignés.⁵³ Une position qu'il a dû soutenir une nouvelle fois lors de la tenue du XVe sommet des BRICS à Johannesburg en août 2023, en refusant de se ranger derrière une grande puissance.

Le mouvement des non-alignés est né, au début de la guerre froide, de la volonté des Etats de ne pas choisir un camp. Le terme fut forgé par le premier ministre indien Jawaharlal Nehru en 1954 lors de la réunion du groupe de Colombo, à la veille de la conférence de Bandung. Les non-alignés revendiquent la fin d'un ordre qu'ils jugent “ancien et reposant sur la domination” pour en définir un nouveau fondé sur la “coopération entre nations”.⁵⁴ Très tôt, les leaders des pays non alignés se sont opposés à la neutralité, synonyme de passivité dans les relations internationales.⁵⁵ Le non-alignement renvoie effectivement à une doctrine, une politique internationale active “*qui nie le principe même de l'équilibre des forces*”.

50 - A/RES/60/1, 16 Septembre 2005.

51 - A/RES/75/1, 28 septembre 2020.

52 - Déclaration commune des BRICS. (2021).

53 - Address from the desk of the president, 15 may 2023

54 - Conférence de Belgrade, 1961.

55 - Petković, R. (1986).

reposant sur la suprématie et la toute-puissance des « grands » ainsi que sur la position privilégiée des États développés".⁵⁶ À l'inverse des pays neutres, jugés attentistes, les non-alignés revendiquent la refonte du système international. Cette troisième voie, celle du "Tiers monde", selon l'expression du journaliste Alfred Sauvy et de l'anthropologue Georges Balandier,⁵⁷ doit permettre l'essor des pays "sous-développés". Ce mouvement des non-alignés reste encore actif aujourd'hui avec 120 pays membres, mais semble s'être essouffé. Aussi, le groupe des BRICS apparaît désormais comme le porte-étendard des intérêts du Sud Global, bien que leur stratégie, souvent associée au "non-alignement", diverge fondamentalement des principes fondateurs du mouvement.

Les BRICS, tête de file du mouvement des non-alignés

Dès leur création, les BRICS affichent leur volonté de défendre les intérêts des pays émergents. On peut lire à travers la revendication des BRICS de créer un monde "*plus démocratique, [...] juste et égalitaire*",⁵⁸ l'attachement aux dix principes adoptés lors de la conférence de Bandung de 1955 par les pays non-alignés.⁵⁹ De plus, tout comme les non-alignés, les BRICS sont très critiques du système économique et financier international. Pour les non-alignés, le déséquilibre économique mondial est un héritage du colonialisme et de l'impérialisme.⁶⁰ Ils appellent à une révision radicale de l'ordre économique de l'épo-

que et la liquidation définitive de l'impérialisme.⁶¹ Les BRICS, certes plus modérés, défendent également la fin de ce système hégémonique et sont en voie d'en créer un nouveau. Encore une fois, les BRICS rejoignent les non-alignés dans leurs aspirations à développer un monde basé sur la coopération internationale, libéré des alliances militaires.⁶² Contrairement aux puissances occidentales qui assurent leur défense par l'intermédiaire de l'OTAN, les BRICS ne constituent pas et ne participent à aucune alliance militaire. Selon la pensée "tiers-mondiste", les difficultés rencontrées par les pays en voie de développement incombent à leur exploitation par l'Occident. Les BRICS apparaissent alors comme une association de puissances s'opposant au "consensus de Washington", davantage à l'écoute et respectueuses des intérêts des États plus pauvres. En 2005, la Russie est parvenue à négocier au G8 un accord sur l'effacement des dettes de dix-huit pays pauvres et très endettés de l'Afrique. De plus, les BRICS ont œuvré pour que le G20 adopte lors du sommet de Toronto en 2010 le consensus de Séoul, convaincus que le déséquilibre de l'économie mondiale émanait du déséquilibre de développement entre le Nord et le Sud.⁶³ On comprend mieux pourquoi le développement rapide de la NDB ou des routes de la soie ont été accueillis favorablement. En revendiquant une place plus importante sur l'échiquier politique international, les BRICS offrent à de nombreux pays la possibilité de s'exprimer et d'être représentés à travers eux. C'est la raison

56 - Bernard, E. (2013).

57 - Sauvy, A. (1952). p.14

58 - Déclaration commune des BRICS, 2009.

59 - Conférence de Bandung, 1955.

60 - Conférence de Belgrade, 1961.

61 - Conférence du Caire, 1965

62 - *Ibid*

63 - Yifan, D. (2017). p.84-89.

pour laquelle, les BRICS appellent le continent Africain jusqu'à lors relégué aux marges du commerce mondial à collaborer avec eux.⁶⁴ Pour autant, malgré ces nombreuses similitudes, les BRICS constituent bel et bien une entité à part du mouvement des non-alignés, ne serait-ce que par le déséquilibre flagrant qui existe entre ses membres et ne saurait être considéré comme un bloc monolithique non-aligné.

Le non-alignement des BRICS au service de leurs intérêts nationaux

Le non-alignement des BRIC est davantage une solution pour les Etats à la préservation de leurs intérêts nationaux, dans la volonté de jouer un rôle croissant en tant que puissances régionales. Comme l'explique le chercheur Tim Sahay, dans le contexte de la guerre en Ukraine, *“des pays comme la Chine, l'Inde, l'Indonésie, le Brésil, l'Afrique du Sud, l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis refusent de sacrifier leurs intérêts sécuritaires et de développement pour sanctionner la Russie.”* Le refus de prendre parti permet aux Etats de continuer à alimenter leur croissance future en évitant les sanctions et les restrictions commerciales.⁶⁵ Cyril Ramaphosa rappelle avec pertinence que durant la guerre froide, de nombreux pays africains ont subi les conséquences de leur alignement sur les deux grands, à la fois au détriment de leur souveraineté et de leurs intérêts.⁶⁶ Le non-alignement des BRICS est donc davantage une stratégie garantissant les intérêts nationaux des

Etats, plutôt qu'une véritable doctrine politique anti-hégémonique.

Le cas de l'Inde illustre parfaitement cette position, puisqu'en souhaitant contrebalancer la puissance de la Chine en Indopacifique, New Delhi n'hésite pas à nouer des alliances politico-militaires avec des puissances occidentales. Profitant du sentiment de “dérive de la nation”, Narendra Modi, à la tête du parti nationaliste hindouiste Bharatiya Janata (BJP), s'est hissé au pouvoir en mai 2014.⁶⁷ Souhaitant se dissocier de l'héritage de Nehru, fer de lance du “non-alignement”, Modi a mis fin aux principes du Panchsheel pour une “coexistence pacifique”, leur préférant une politique de “multi-alignement” afin de faire de l'Inde une puissance dominante. Le multi-alignement a été défini par le ministre des affaires étrangères Subrahmanyam Jaishankar en 2020, comme la propension de New Delhi à promouvoir ses intérêts nationaux en exploitant le contexte géopolitique.⁶⁸ Attachée à son autonomie stratégique, l'Inde diversifie ses alliances en se tournant vers l'Occident. Depuis les années 1990, l'Inde a entrepris un rapprochement avec Washington notamment sur le plan de la coopération militaire,⁶⁹ qui s'est parachevé par la création du dialogue quadrilatéral pour la sécurité (QUAD) en 2004. En 2017, ce groupe de coopération militaire et diplomatique informelle a été ravivé afin de permettre à Washington, New Delhi, Tokyo et Canberra de constituer un axe de sécurité démocratique en Indopacifique. Narendra Modi continue dans cette voie lorsqu'il profite de la prési-

64 - Déclaration commune des BRICS, 2023.

65 - Sahay, T. (2022). p.43-46.

66 - Address by President Cyril Ramaphosa on South Africa's foreign policy, 20 août 2023 (The Presidency of the Republic of South Africa).

67 - Hall, I. (2020).

68 - Jaishankar, S. (2020).

69 - Saint-Mézard, I. (2006).

dence du G20 en 2023, et de l'absence de Xi Jinping, pour se rapprocher du G7.⁷⁰ Il est donc vain de parler de non-alignement pour l'Inde puisqu'alors que Nehru faisait campagne pour la décolonisation des empires européens d'outre-mer, la fin des préjugés raciaux, en particulier en Afrique australe, le désarmement conventionnel et nucléaire, et la diminution des tensions de la guerre froide,⁷¹ Modi s'en tient à une politique nationaliste centrée sur les intérêts commerciaux et sécuritaires de l'Inde.⁷²

Le cas de l'Ukraine est emblématique de la politique de non-alignement satisfaisant les intérêts des BRICS. Alors qu'ils revendiquent le respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale des nations, les BRICS ne se positionnent pas sur la guerre en Ukraine. Ils se sont contentés lors du sommet de 2022 de discuter de la situation en Ukraine et de rappeler leurs positions prises lors des réunions du Conseil de Sécurité de l'ONU et de l'Assemblée générale.⁷³ Pour la Chine comme pour l'Inde, l'intervention russe en Ukraine ne peut être explicitement dénoncée puisque les deux puissances aspirent respectivement à reprendre le contrôle de Taïwan et de la région du Cachemire. La guerre en Ukraine est alors l'occasion pour les BRICS de louvoyer entre le droit international, leur soutien à Moscou ainsi que la continuité de leur développement, pour satisfaire leurs intérêts nationaux. La Chine a ainsi rappelé dans son "plan de paix" pour l'Ukraine le 24 février 2023, son hostilité vis-à-vis des sanctions unilatérales contre la Russie ainsi que dénoncé

Un groupe en proie aux dissensions

De nombreux observateurs occidentaux ont cherché à minimiser l'importance des BRICS en soulignant leur hétérogénéité, facteur de dissension et de rivalité. Si le conflit frontalier qui oppose la Chine à l'Inde depuis des décennies est souvent pris pour exemple d'une rivalité gangrenant le groupe des BRICS, il demeure que les deux puissances voisines savent faire preuve d'un grand pragmatisme. Lors de l'impasse du Doklam en 2017, elles ont su s'accorder sur un cessez-le-feu avant la tenue du sommet des BRICS quelques jours plus tard à Pékin. Néanmoins, le club n'est pas exempt de conflits internes qui pourraient paralyser son fonctionnement. Les rivalités semblent davantage être le fait des puissances, entre l'Inde, la Chine et la Russie. Aussi, existe-t-il une rivalité en Asie centrale depuis le lancement du projet "nouvelles routes de la soie" par Xi Jinping en 2013, avec la perte relative d'influence russe dans une région qu'elle considère pourtant comme son "étranger proche".⁷⁴ L'élargissement des BRICS a aussi constitué un point de dissension entre ses membres, puisque Vladimir Poutine reconnaît que les négociations pour l'élargissement ont été "difficiles".⁷⁵ Le choix de l'élargissement à l'Arabie Saoudite, l'Iran et les Emirats Arabes Unis a largement été le fait de la Russie et de la Chine qui souhaitent gagner en influence au Moyen-Orient et sécuriser leur approvisionnement en énergie. L'intensification du conflit israélo-palestinien depuis l'attaque terroriste du sept octobre 2023

70 - Malik, M. (2023).

71 - Hall, I. (2020).

72 - Sahay, T. (2022). p.43-46.

73 - Déclaration commune des BRICS, 2022.

74 - Andrieu, P. (2023). p.89-115.

75 - Afrique media, (2023). Interview : le président Vladimir Poutine répond aux questions sur la coopération russo-chinoise, Youtube, 28:15'.

menace l'équilibre des BRICS. Alors que la Russie, la Chine, l'Afrique du Sud et le Brésil n'ont pas condamné l'attentat terroriste appelant à la désescalade, l'Inde de Modi a lourdement condamné le Hamas. Le récent élargissement des BRICS à des pays musulmans supportant la Palestine, pose des questions sur la place de l'Inde dans ce groupe et sur les perspectives d'un nouvel élargissement. Pour autant, la création des BRICS profite à chacun des membres, en améliorant leur statut et permettant de faire valoir leurs intérêts. L'unité des BRICS repose alors sur un ensemble de valeurs partagées, parmi lesquelles le respect mutuel, la prise de décisions collectives, la cogestion des affaires internationales, l'engagement pour le droit international et le multilatéralisme.

Conclusion

L'histoire des BRICS est avant tout celle de la construction politique et économique d'une force multilatérale d'opposition à l'ordre mondial tel qu'il a été établi par les Etats-Unis. Depuis maintenant quinze ans, l'hétérogénéité et l'asymétrie de ses membres n'a pas eu raison de cette alliance stratégique pragmatique. Agissant sur "l'intérêt inclusif" et sur l'interdépendance qui les unit, les BRICS ont su surmonter leur concurrence et leurs différends afin d'augmenter leur efficacité.⁷⁶ En jouant le rôle d'intermédiaire entre les pays émergents et développés, le club des BRICS a su s'imposer comme la plateforme politique privilégiée du Sud Global, capable de faire

valoir leurs revendications auprès des instances internationales et des sommets mondiaux et notamment du G20. Enfin, c'est en s'érigeant comme héraut du combat anti-impérialiste, en développant ses propres structures et capacités, que le groupe a acquis une véritable identité. L'histoire des BRICS nous permet aujourd'hui d'affirmer que Joseph Nye s'était vraisemblablement trompé en affirmant en 2013 que les BRICS ne pourraient constituer une alliance politique sérieuse en raison de leur hétérogénéité.⁷⁷ Certaines questions restent néanmoins en suspens sur le futur du groupe et sur la manière dont ils vont adresser les problèmes auxquels sont confrontés l'humanité. Conscients de la nécessité d'agir pour limiter le réchauffement climatique, les BRICS appellent à une "*transition juste, équitable et durable, basée sur les priorités de développement définies au niveau national*" et s'en remettent aux pays développés pour montrer l'exemple et soutenir les pays en développement dans cette voie.⁷⁸ De plus, la place de la Chine dans le groupe est sujette à débat, puisqu'elle est devenue en 2014 selon le FMI la première puissance économique du monde, en termes de taille de l'économie calculée selon la parité du pouvoir d'achat. Bien qu'elle ne revendique pas une place plus importante, son ambition pourrait se dissimuler derrière le principe de *Taoguangyanghui*, une expression chinoise qui signifie "cacher son talent et attendre son heure". La Chine exerce déjà son influence à travers le monde et pourrait dans un futur proche être tentée de remettre en cause

76 - Hongfeng, L. (2017). p.165-172.

77 - Nye, J. (2013).

78 - Déclaration communes des BRICS, 2023.

ce partenariat censé être égalitaire. Toujours est-il que l'instauration des BRICS, et le récent élargissement, a permis une redistribution de la puissance au niveau international, ce que Vladimir Poutine analyse comme la "marche inévitable vers la création d'un monde multipolaire".⁷⁹ Le Groupe des BRICS+ semble parfaitement répondre aux attentes de chaque pays membre, faisant respecter les intérêts de chaque Etat à travers une alliance non contraignante mieux adaptée à la fluidité de la situation internationale.

par Loukiane Doucet

79 - Afrique media, (2023). Interview : le président Vladimir Poutine répond aux questions sur la coopération russo-chinoise, Youtube, 29:10'.

Références

Ouvrages généraux :

- **TOUSSAINT Eric**, 2022. Banque mondiale, une histoire critique. Editions Syllepse.
- **VERCUEIL Julien**, 2015. Les pays émergents : Brésil-Russie-Inde-Chine. 4ème édition. Bréal.
- **BILLION Didier, VENTURA Christophe**, 2023. Désoccidentalisation : repenser l'ordre du monde. AGONE : Contre-feux.
- **DUCLOS Michel**, 2023. Guerre en Ukraine et nouvel ordre du monde. Editions de l'Observatoire.
- **ANDRIEU Pierre**, 2023. Géopolitique des relations russo-chinoises. Editions Géopolitiques : Puf.
- **OBAMA Barack**, 2020. A promised land. Éditions Crown.
- **LIU Zongyuan Zoe, PAPA Mihaela**, 2022. Can BRICS De-dollarize the Global Financial System ? Cambridge : Cambridge University Press.
- **JAISHANKAR Subrahmanyam**, 2020. The India Way : strategies for an uncertain world. HarperCollins India.

Articles :

- **SAINT-MÉZARD Isabelle**, (2006). "Les relations sino-indiennes : tendances récentes et évolutions en cours", *Annuaire Français des Relations Internationales*, volume VII, Centre Thucydide.
- **STUENKEL Oliver**, (2014). "Emerging Powers and Status : The Case of the First BRICs Summit", *Asian Perspective*, vol.38, no.1, p.89-109.
- **KORTUNOV Andrey**, (2019). "Moscou et le G7 : un drame en trois actes, prologue, et épilogue", *Politique étrangère*, 2019/2 (Été), p.75-89.
- **De SOUZA ALMEIDA Rafael Cordovil**, (2021). "The mortar of the BRICS: the untold narrative of a Political alliance", *Brazilian Journal of Development*, Curitiba, vol.7, no.5, mai 2021, p.55-72.
- **BEZERRA Valdir, LIN Zizhen**, (2023). "The Welcomed Rise of China: An overview of Beijing's relations with Brazil and other BRICS countries", *BRICS Journal of Economics*. vol.4, no.3, p.335-346.
- **SOULE-KOHNDOU Folashadé**, (2013). "L'Afrique du Sud dans la relation BRICS-Afrique. Ambitions, défis et paradoxes", *Afrique contemporaine*, 2013/vol.4, no.248, p.31-43.
- **WILSON Dominic, PURUSHOTHAMAN Roopa**, (2003). "Dreaming With BRICs : The Path to 2050", Goldman Sachs : Global Investment Research.
- **O'NEILL Jim**, (2001). "Build Better Global Economics BRICs", Goldman Sachs : Global Economics paper, no.66.

- **ABDENUR Adriana Erthal**, (2016). “Rising Powers and International Security : the BRICS and the Syrian Conflict”, *Rising Powers Quarterly*, vol.1, Issue 1, sept 2016, 109-133.
- **PETKOVIC Ranko**, (1986). “Neutralité et non-alignement : Variations sur les ressemblances et les différences (Note). *Études internationales*, vol.17, no.1, p.107–123.
- **BERNARD Élise**, (2013). “Neutralité et non-alignement en Europe. Une contribution juridique au regard des exemples espagnol et yougoslave”, *Les cahiers Irice*, vol.1 no.10, p. 83-95.
- **SAUVY Alfred**, (1952). “Trois mondes, une planète”, *L’Observateur*, no.118.
- **GANAPATHY-DORE Geetha**, (2015). “Du tiers-monde au monde multipolaire : l’évolution du paradigme du non-alignement dans la reconfiguration de l’ordre mondial”, *Revue Française d’Histoire des Idées Politiques*, 2015/vol.2, no. 42, p.117-139.
- **HONGFENG Li**, (2017). “Les BRICS dans la gouvernance mondiale : état des lieux des recherches chinoises”, *Hermès, La Revue*, 2017/vol.3, no.79, p.165-172.
- **SAHAY Tim**, “Le non-alignement : le nouveau moyen de négociation des BRICS”, *GREEN*, 2022/vol.1, no.2, p.43-46.
- **NYE Joseph**, (2013). “BRICS without mortar”, *Project Syndicate*, 3 avril 2013, en ligne.
- **YIFAN Ding**, (2017). “Les ambitions des BRICS”, *Hermès, La Revue*, 2017/vol.3, no.79, p. 84-89.
- **MALIK Mathéo**, (2023). “L’Inde s’intéresse plus au G7 qu’au G20, une conversation avec Raja Mohan”, *Le Grand Continent*.
- **HALL Ian**, (2020). “L’Inde et le monde : qu’est ce que la doctrine Modi ?”, *Le Grand Continent*.
- **GARCIA Ana, THOMPSON Lisa, BRITO Cleiton, RODRIGUEZ Maria Elena**, (2023). “The political economy of south-south relations : a comparative analysis of China’s investments in Brazil and South Africa”, *BRICS Policy Center*.

Un partenariat stratégique : Vers une prospérité partagée ?

Marceau Frances

Par une semaine d'avril 1955, le soleil se jouait des ombres à Bandung, dardant le sol indonésien de ses rayons. Au sein de cette chaleur printanière, typique de cette région, se réunissaient vingt-neuf États d'Asie et d'Afrique, liés par une ardente aspiration commune : celle d'ériger un troisième monde, distinct et libre, délivré des enjeux écrasants d'une Guerre Froide en perpétuelle ébullition. Soixante-huit ans plus tard, en 2023, le même soleil réchauffait de ses faisceaux étincelants la terre rouge d'Afrique du Sud qui couvrait en ce mois d'août, à Johannesburg, le XVe Sommet des BRICS. La flamme animant les ambitions de ce sommet semblait émaner de celle de Bandung, symbolisant un renouveau pour les BRICS dans leur quête d'un monde plus équitable et harmonieux, où

les pays occidentaux se trouveraient enfin en équilibre avec les pays en développement, dits du Sud global.

Les BRICS forment un groupement de cinq pays composés du Brésil, de la Russie, de l'Inde, de la Chine, et de l'Afrique du Sud initialement et informellement popularisé par Goldman Sachs en 2001. Ils se définissent eux-mêmes comme un partenariat de cinq principaux marchés émergents et pays en développement fondé sur des liens historiques d'amitié, de solidarité et d'intérêts communs. Le fondement de ce partenariat, toujours selon leur propre définition, réside dans un engagement commun visant à « restructurer l'architecture politique, économique et financière mondiale » en vue de la rendre

plus équitable, équilibrée et représentative, en s'appuyant sur les principes fondamentaux du multilatéralisme et du droit international.¹ Ce dessein commun ne s'appuie pas uniquement sur le concours de ces cinq États, mais s'étend à l'ensemble du tiers-monde, défini initialement à Bandung et aujourd'hui reconceptualisé sous l'appellation de Sud-global. Cette redéfinition vise à offrir une désignation plus pertinente pour ces pays dans le nouveau contexte qui a émergé après la Guerre Froide, où la notion de tiers-monde a perdu de sa pertinence. L'idée de classer le Sud-global comme une simple continuation du "tiers-monde" dans l'après Guerre Froide peut être sujette à débat, car il semble répondre à la volonté de regrouper en un bloc des pays beaucoup trop hétérogènes pour ne former qu'un. Néanmoins, il est possible de les rassembler sous une caractéristique commune généralement utilisée par les BRICS lorsqu'ils emploient ce concept, tel que défini par Marc Semo, qui consiste en une « notion [regroupant] les États du sud, principales victimes des effets néfastes de la mondialisation et refusant de s'aligner sur l'un ou l'autre des puissants du Nord global, cet autre nom de l'Occident ».²

Le XVe Sommet revêt une importance singulière du fait de l'intégration de six nouveaux États (Arabie Saoudite, Argentine, Égypte, Émirats Arabes Unis, Éthiopie, et Iran) au sein de ce partenariat, suggérant ainsi une résurgence du groupe qui avait précédemment semblé en retrait sur la scène internationale. Ce groupe, connu pour son

hétérogénéité et ses divergences internes qui semblaient entraver sa prospérité, se présente aujourd'hui sous un nouvel éclairage, suscitant ainsi le besoin d'une analyse approfondie visant à réexaminer ses aspirations internationales et les éventuelles répercussions liées à la réalisation de celles-ci.

Par conséquent, le présent article vise à étudier les véritables perspectives de prospérité de ce partenariat et à en analyser ses conséquences inhérentes à l'égard de l'équilibre du monde. Cette recherche s'attache à éclairer les possibilités d'influencer l'équilibre des forces au niveau mondial de ce partenariat à la lumière des dynamiques qui le sous-tendent.

Si les facteurs responsables de la création de ce partenariat, notamment les avantages économiques qu'il offre et son influence croissante, semblent témoigner de son succès, il convient de noter que des défis internes, tels que des divergences nationales parfois conflictuelles entre ses membres, ont le potentiel de compromettre sa capacité à maintenir une prospérité à long terme, ce qui constitue par conséquent une des raisons pour laquelle l'idée d'un ordre international renversé conformément à leurs principes de désoccidentalisation ne serait pas envisageable.

Les BRICS, un partenariat stratégique ?

Les BRICS, bien que constituant une alliance plus ou moins informelle peuvent

1 - D'après le gouvernement Sud-Africain, 2023

2 - Semo, M. (2022).

tout de même être définis comme un partenariat stratégique. Un partenariat, d'une part, car ce groupe s'apparente effectivement à une forme d'association d'États mutualisant leurs efforts en vue d'atteindre un objectif commun.³ Qualifiable de stratégique, d'une autre, puisque non seulement, ce partenariat revêt une importance certaine, mais surtout, car il cherche à atteindre ses objectifs sur le long terme. Il est ici à comprendre que les BRICS forment donc une association d'États visant un objectif commun dont la réussite est envisagée dans un futur plus ou moins lointain et que par conséquent, cette union est amenée à durer dans le temps, voire à approcher une certaine pérennité si ses objectifs viennent à évoluer. En ce sens, les BRICS aspirent à une prospérité partagée qui répondrait à leurs objectifs, cependant, il convient de nuancer cette assertion au vu des dissensions manifestes et parfois larvées qui pourraient mettre à mal ce partenariat.

L'aspiration à une prospérité partagée

Pour appréhender l'avenir de cette alliance et en cerner sa véritable dimension stratégique, il est essentiel, en amont, d'aborder succinctement les motivations initiales qui ont présidé à sa création (pour approfondissement, voir article en p.11) afin de mettre en évidence les réalisations du groupe qui témoignent de son succès relatif.

Si à l'origine, l'acronyme BRIC avait une connotation essentiellement finan-

cière, les pays qu'il regroupe ont rapidement discerné les avantages économiques communs qu'une telle alliance pourrait offrir, les incitant ainsi à intensifier leurs échanges et à réduire leur dépendance à l'égard de l'Occident. En ce sens, s'inscrivant dans le contexte de la crise financière sévissant à cette époque, le premier Sommet réunissant les quatre membres qui s'est tenu en 2009 à Ekaterinbourg, en Russie, a marqué le début d'une volonté commune de peser davantage face aux pays industrialisés. Ce sommet a ainsi affirmé le point de départ de l'orientation annoncée par ce groupe, comme consigné dans la déclaration conjointe émanant de cette rencontre. Cette orientation vise à s'engager de manière déterminée en faveur d'une réforme de l'architecture économique et financière mondiale, dans le dessein de parvenir à un ordre international davantage représentatif et en meilleure adéquation avec la réalité de l'économie mondiale.⁴ En prenant en considération leur position de véritables pays en développement, il est possible d'appréhender la cohérence de cette volonté lorsqu'on l'examine du point de vue de ces pays qui se perçoivent comme marginalisés par les économies développées. Même si la situation du groupe a évolué au fil du temps, marquée par l'adhésion de l'Afrique du Sud en 2011 et l'accueil de six nouveaux membres pour 2024, cette détermination n'a pas perdu de sa vigueur, comme en témoigne sa réaffirmation récente lors du dernier Sommet à Johannesburg. En effet, en plus d'avoir affirmé leur engagement mutuel fondé

3 - Vercauteren, R. (2011). p. 178-208

4 - Joint Statement of the BRIC Countries' Leaders. (2009). a

sur une coopération politique, économique et culturelle, ils soulignent également leur « engagement au renforcement de [leur] partenariat stratégique pour l'intérêt de [leurs] peuples par la promotion de la paix, d'un ordre international plus représentative et plus juste, d'un système multilatéral redynamisé et réformé, d'un développement durable et d'une croissance inclusive ». Si de nouvelles variables propres à la conjoncture actuelle ont été introduites comme la préoccupation vis-à-vis du réchauffement climatique, l'objectif central reste le même : celui de donner une voix et de l'importance aux pays en développement sur la scène internationale.⁵

Afin d'atteindre cet objectif, ces États estiment impératif de réformer les institutions internationales, notamment les organes clés des Nations Unies. Il est toutefois paradoxal de constater qu'ils se réfèrent à la Charte des Nations Unies pour étayer leur vision d'un monde plus équitable. À titre d'exemple, le 1er juin 2023, en marge du XV^e Sommet, les ministres des Affaires étrangères des cinq pays membres ont exprimé leurs préoccupations quant à l'utilisation de mesures coercitives unilatérales en violation de la Charte des Nations Unies et dont les retombées touchent les pays en développement. Leur intention est ainsi de préserver le rôle central des Nations Unies au sein d'un système international dans lequel les États souverains interagissent ensemble pour maintenir la paix.⁶

Comment alors expliquer cette triple contradiction au sein de leur discours, où ils reconnaissent à la fois subir l'ordre

établi depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale tout en exprimant le souhait de le respecter tel qu'il se doit, mais aussi de le réformer ? Comment justifient-ils leur désir de respecter un ordre qu'ils perçoivent comme imparfait et inéquitable ? De surcroît, si leur position consiste à considérer que cet ordre n'est pas respecté conformément à leurs attentes, cela implique qu'ils reconnaissent sa convergence avec leurs intérêts, mais qu'il est simplement mis en œuvre selon des modalités qui ne leur conviennent pas, ce qui rend complexe la compréhension de leur appel en faveur d'une réforme. Cela peut en réalité s'expliquer par la subtilité et la complexité du droit international. Comme l'affirme Emmanuelle Tourme-Jouannet, le droit international est « la projection à l'international des valeurs et des intérêts des acteurs dominants de la société internationale tout en étant utilisé par les mouvements de résistance à cet ordre dominant. Il est à cet égard intrinsèquement ambivalent, c'est-à-dire qu'il est à la fois un instrument d'émancipation pour les sujets et acteurs qui l'utilisent. Il est tout autant une arme des puissants que le rempart des plus faibles. »⁷ Cette ambivalence éclaire donc parfaitement les motivations des BRICS : utiliser l'ordre établi pour leurs intérêts et l'atteinte de leurs objectifs. La position que les membres de ce partenariat adoptent apparaît alors comme une manière efficace et légitime de contester la gouvernance mondiale.

Ainsi, les BRICS puisent leur motivation pour rechercher une prospérité partagée dans des valeurs qui ont émergé

5 - XV BRICS Summit Johannesburg II Declaration. (2023).

6 - Joint Statement of the BRICS Ministers of Foreign Affairs and International Relations. (2023).

7 - Tourme-Jouannet, E. (2022).

d'un sentiment de marginalisation, nourrissant ainsi leur désir d'un monde plus équitable. Il convient cependant de souligner que cette aspiration est sujette à évoluer en tandem avec le changement de ces valeurs, renforçant ainsi la notion de pérennité que les BRICS souhaitent conférer à leur partenariat. Par conséquent, il est à comprendre que leurs ambitions exprimées en 2009 ne constituent plus une fin en soi. La Russie considère en ce sens qu' « Au fil du temps, les BRICS sont devenus un partenariat stratégique multidisciplinaire basé sur trois "piliers" clés : la politique et la sécurité, l'économie et les finances, la culture et les liens humanitaires. »⁸ Il convient de souligner un aspect essentiel ici : les BRICS ont évolué d'une coalition informelle d'États cherchant à représenter les nations désireuses de promouvoir un monde harmonieux à un partenariat stratégique cherchant une prospérité commune à travers plusieurs mécanismes de gouvernance.

Par conséquent, d'après ces affirmations, il apparaît que ce groupe aspire à consolider sa position en tant qu'acteur majeur sur la scène internationale. Leur agenda s'étend au-delà de la simple croissance économique et de la quête d'un monde plus équilibré, se concentrant plutôt sur une vision plus complète du développement, susceptible de conférer aux pays du Sud Global une position et une influence plus substantielles.

Il convient à présent d'aborder un prisme plus tangible en ce qui concerne les ambitions, en se penchant sur les

concrétisations effectives de cette coopération interétatique afin de mettre en lumière les réels avantages que tirent les BRICS de ce partenariat *a priori* prospère.

En premier lieu, les données chiffrées offrent une illustration du poids que ce groupe détient. En constante évolution, la part du produit intérieur brut (PIB) en parité de pouvoir d'achat des BRICS par rapport au PIB mondial a dépassé celle des pays du G7 en avril 2023, atteignant 31,5 %, tandis que le G7 se situait à 30,7 %. Il est important de noter que ces chiffres ne prennent pas en considération l'adhésion des six nouveaux membres, qui formeront les BRICS+ et contribueront au cumul de leurs PIB respectifs qui pourrait alors atteindre jusqu'à 37% du PIB mondial.⁹ De plus, l'aspect démographique renforce cette ampleur, étant donné que 41 % de la population mondiale réside actuellement dans l'un des pays membres des BRICS, comparativement à un peu moins de 10 % pour le G7,¹⁰ en excluant toujours les nouveaux membres. Bien que ces indicateurs soient imparfaits et relativement peu précis pour évaluer la prospérité réelle de ce partenariat, ils n'en demeurent pas moins des mesures significatives pour appréhender le véritable potentiel de cette alliance. Il faut ajouter à cela que les BRICS représentent aujourd'hui 18% du commerce mondial et que cette part devrait augmenter au fur et à mesure que les pays du Sud-Global se verront intégrés à ces échanges.¹¹ Ainsi, ce partenariat permet au Brésil d'avoir la Chine comme premier partenaire écono-

8 - Déclaration du ministère des Affaires étrangères Russe (MID). (2023).

9 - Katanich, D. (2023).

10 - Mathieu, C.; Sankari, L. (2023).

11 - Airault, P. (2023). a.

mique loin devant les Etats-Unis puisque près d'un tiers de ses exportations ont pour destination Pékin.¹² Ces deux partenaires voient en ces échanges des intérêts relativement conséquents car d'une part, la Chine y voit une opportunité de développer une dépendance non-réciproque pour le Brésil, fidèle à sa philosophie des relations diplomatiques éphémères, et d'autre part Lula perçoit en ce rapprochement avec Xi Jinping une occasion de laisser le Brésil de Bolsonaro pour les livres d'histoire et de faire retrouver à son pays sa position internationale.

Ainsi, avec ce poids économique, rien ne semble pouvoir freiner les BRICS dans leurs ambitions. La réalisation la plus tangible à ce jour se trouve en la création en 2014 de la Nouvelle Banque de Développement (NBD) qui a pour dessein principal de financer de nombreux projets dans les pays en développement et qui compte des membres au-delà des BRICS puisque le Bangladesh, ainsi que l'Égypte et les Émirats Arabes Unis en faisait partie avant leur adhésion. En ce sens, cette banque est un outil parfait pour favoriser les investissements directs à l'étranger (IDE) entre les membres du groupe et plus largement entre les pays du Sud-Global. En 20 ans, de 2001 à 2021, ces IDE sont, en effet, passés de 84 à 355 milliards de dollars.¹³ Depuis sa création, soit en seulement 9 ans, et pendant une période à la conjoncture relativement exigeante prenant en compte la crise du Covid-19 et le conflit russo-ukrainien, la NBD a financé pour 33 milliards de dollars de projets d'infrastructure.¹⁴ Parmi ces

projets, le soutien apporté au gouvernement russe afin de remédier à la pénurie d'offre de logements à hauteur de 300 millions de dollars ¹⁵ peut être mentionné à titre d'exemple. Cette banque témoigne non seulement d'une certaine influence grandissante sur la scène internationale, mais illustre surtout parfaitement la capacité de ce partenariat effectivement stratégique à poursuivre ses ambitions. Ainsi, en dépit de leur reconnaissance des inconvénients qu'ils présentent sur la scène internationale, ces pays aspirent néanmoins à transformer ces faiblesses en une source d'avantage, en exploitant judicieusement leurs caractéristiques distinctives, et en composant, pour emprunter les mots de Victor Hugo, leur "rien" d'un "petit morceau de tout".

Cette connivence interétatique bénéfique que semble apporter ce partenariat permet aussi un autre avantage conséquent à ses membres qui a l'avantage de lier à la fois la recherche d'une prospérité économique commune et l'indépendance vis-à-vis des pays industrialisés : la dédollarisation.

En effet, depuis le tout premier Sommet de 2009, l'idée de développer une monnaie commune en vue de réduire la prédominance du dollar dans les échanges internationaux a été envisagée. Cependant, on peut observer une évolution de cette vision au fil du temps. Alors qu'en 2009, les BRIC plaident en faveur de l'établissement d'un « système monétaire international stable, prévisible et plus diversifié »,¹⁶ une proposition

12 - Lemaître, F. (mars 2023). a.

13 - Airault, P. (2023).b.

14 - Données de la NBD. (2023).

15 - Données de la NBD. (2021).

16 - Joint Statement of the BRIC Countries' Leaders. (2009). b

émergente aujourd'hui concerne la création d'un système monétaire propre aux BRICS. Cette orientation a été en partie motivée par l'intensification des sanctions américaines, en particulier à l'encontre de la Russie.¹⁷

Bien que le Yuan puisse sembler une alternative au dollar, étant la seule devise de réserve non-occidentale, les BRICS sont conscients de ses inconvénients, notamment les difficultés d'accès et de réserve, ainsi que les préoccupations liées à l'instabilité financière en Chine, qui réduisent la confiance accordée à cette monnaie.¹⁸ Par conséquent, l'instauration d'une monnaie commune apparaît comme la méthode la plus efficace pour contester la prédominance du dollar, sans pour autant chercher à le remplacer.

Si l'aspect économique a jusqu'à présent illustré une certaine réussite dans la poursuite de l'objectif de prospérité partagée des BRICS, un autre facteur découlant de cette réussite peut également être considéré comme une démonstration du succès de ce partenariat : leur influence croissante, qui semble échapper à toute entrave.

Bien que le nombre des nouveaux adhérents soit conséquent, il est un autre nombre encore plus évocateur pour exprimer l'intérêt grandissant des pays du Sud-Global à rejoindre ce partenariat. 19, c'est le nombre de pays ayant exprimé leur intention de se joindre aux BRICS parmi lesquels 13 ont officiellement déposé leur candidature, selon Anil Sooklal, Ambassadeur Sud-Africain auprès des BRICS.¹⁹ La demande excède

donc l'offre, ce qui souligne la pertinence et l'influence tangible de ce partenariat, comme l'a affirmé le président Brésilien, Luiz Inácio Lula da Silva : « La pertinence des BRICS est confirmée par l'intérêt croissant d'autres pays à rejoindre le groupe ». ²⁰

Cette augmentation de l'influence de ce partenariat semble découler de son succès, en particulier sur le plan économique, qui contribue à hisser le groupe au statut de contreponds aux pays développés. En effet, la préoccupation liée aux sanctions incite la plupart des États qui en subissent ou qui risquent d'en subir à rejoindre ce groupe, dans le but de réduire leur dépendance vis-à-vis des économies occidentales et, par conséquent, d'accroître leur résilience face à de telles sanctions, peut en être une première explication. Cela peut, entre autres, s'illustrer par le cas de l'Iran, qui avant de se faire détrôner en février 2022 par la Russie, était le pays le plus sanctionné.²¹

Le discours plutôt démagogique des BRICS peut également constituer une seconde explication de ce phénomène. La rhétorique anti-occidentale diffusée par les membres du groupe se montre résonnante dans les oreilles des pays du Sud-Global, baignés dans un sentiment profond d'évincement sur la scène internationale et qui perçoivent en cela une opportunité de se réaffirmer dans un monde qui tendrait à devenir multipolaire et dans lequel l'hégémonie américaine ne serait plus qu'un élément du passé.

Bon nombre de ces pays ont pour priorité nationale leur propre développement.

17 - Grand D'Esnon, P. (2023).

18 - Robert, P. (2023).

19 - Vecchiatto, P. (2023)

20 - Discours de L. I. Lula da Silva, à la conférence de presse des dirigeants des BRICS. (2023).

21 - Fourreau, V. (2023).

Toutefois, il semble que cette démarche suscite peu de préoccupations au sein de l'Occident, notamment des États-Unis, qui semblent même chercher à restreindre ces efforts de développement afin de maintenir leur position dominante en tant qu'hégémon. Le discours Bricsien appelant à un développement juste et égal pour tous apparaît alors une aubaine derrière laquelle de nombreux pays veulent se réfugier. Évidemment, cela n'est pas dénué de tout intérêt, en particulier pour la Chine qui voit en ce développement l'occasion d'élargir ses nouvelles routes de la soie (abrégé ci-après en « BRI » pour *Belt and Road Initiative*). Dans cette perspective, Xi Jinping a réaffirmé lors de son discours au XVe Sommet que : « La communauté internationale doit œuvrer au grand bien du monde et répondre à l'aspiration des peuples pour que la question du développement retourne en haut de l'agenda international. Il est impératif d'augmenter la représentation et le droit à la parole des pays en développement dans la gouvernance mondiale et les soutenir dans leurs efforts pour réaliser un meilleur développement. Il est important de poursuivre le véritable multilatéralisme, de bâtir un partenariat mondial pour le développement et de créer un environnement international sûr et stable pour le développement partagé. »²² Il est ainsi à comprendre ici que les BRICS, sous la houlette plus ou moins claire de la Chine, se verraient donc devenir ce partenariat mondial favorisant un monde plus juste et plus développé, évoqué par Xi Jinping.

La Chine voit donc en cette influence

grandissante une opportunité nécessaire à ses propres ambitions internationales que constituent les BRI, expliquant sa position en faveur de l'élargissement du groupe. Ainsi, l'on pensait les BRICS en plein déclin, mais il semblerait que 2023 marque leur retour sur la scène internationale.

Néanmoins, il convient d'apporter une nuance à cette apparente prospérité, car les BRICS demeurent le théâtre de divergences sous-jacentes, certaines encore latentes, d'autres déjà manifestes auxquelles s'ajouteront celles des nouveaux membres.

Une prospérité fragilisée par des divisions

Outre leur hétérogénéité géographique, ces États ne parviennent pratiquement pas à se rassembler sur d'autres points que ceux mentionnés auparavant ; ils ne sont pas intégrés (malgré leurs tentatives) et ne réussissent pas à s'accorder sur une véritable harmonie. Chaque membre a des intérêts nationaux divergents et parfois contraires à ceux du groupe ébranlant alors l'aspect prospère que l'on pourrait lui donner. Il est évident que les membres du groupe l'ont rejoint, car ils y percevaient un intérêt particulier pour leurs ambitions nationales et non pas pour la beauté de la défense des valeurs du multilatéralisme. Il est alors pertinent d'étudier ces dissensions pour mieux comprendre la véritable potentialité de prospérité que pourrait obtenir ce groupe.

22 - Allocution de Xi Jinping lors du XVe Sommet des BRICS. (2023).

Est-il utile de rappeler la célèbre maxime du Général de Gaulle : « Les États n'ont pas d'amis, ils n'ont que des intérêts » pour appréhender la véritable nature des motivations nationales qui sous-tendent les actions de chaque pays au sein de ce groupe ? Dans le contexte actuel, cette citation demeure d'une pertinence incontestable, illustrant ainsi son intemporalité. Aucun pays n'échappe à cette règle, y compris les BRICS dont leurs intérêts peuvent se révéler comme une source de divergence.

La Russie, embourbée dans un conflit qui ne semble pas avoir encore de fin désignée voit en ce partenariat un nouveau moyen de contourner les sanctions occidentales. Elle s'appuie et soutient énormément son allié asiatique : la Chine, qu'elle considérerait presque comme un ami, à en oublier les mots de De Gaulle. Mais l'Empire du Milieu n'adopte pas la même vision quant à cette relation avec son voisin du nord. Comme évoquée pour le cas des relations sino-brésiliennes, la Chine préfère cultiver des relations plus ou moins éphémères dans lesquelles ses partenaires dépendent unilatéralement d'elle afin d'utiliser ce levier pour obtenir des concessions. Le cas Norvégien en constitue un parfait exemple lorsqu'en 2010, Oslo a remis le Prix Nobel de la Paix à Liu Xiaobo, un dissident chinois. Consciente de son rapport de force et de la dépendance de la Norvège vis-à-vis de ses exportations, la Chine n'a pas hésité à geler ses relations avec cette dernière.²³ A travers cette philosophie chinoise des relations interétatiques, on peut alors aisément comprendre pourquoi Pékin ne

perçoit donc pas la même proximité avec Moscou et cherche plutôt à prendre ses distances, surtout puisqu'elle se considère comme la seule nouvelle grande puissance en devenir capable de rivaliser avec l'hégémon Américain. D'autant plus que, même si elle l'omet dans ses discours officiels, la Chine n'oublie pas que l'Empire Russe faisait partie des États ayant profité de ce qu'elle appelle les traités inégaux et du « siècle de l'humiliation ». Ce siècle est d'ailleurs un moteur des ambitions internationales de Xi Jinping, qui estime que la Chine devrait à présent retrouver sa puissance d'avant l'intervention Occidentale l'ayant humilié, à travers sa politique du « Rêve Chinois », lancée en 2012.²⁴ Ainsi, il est possible d'en déduire que la Chine souhaite mener sa barque seule et devenir idéalement l'unique puissance capable de rivaliser avec l'Occident. La priorité du rôle de la Chine sur la scène internationale est clairement mise en avant, notamment par Xi Jinping lors de sa réélection. À cet égard, il n'hésite pas à annoncer son intention de s'appuyer sur le Sud Global afin de contourner le Nord, considéré comme hostile.²⁵ Les BRICS semblent ainsi être un partenariat parfait pour cela et que la Chine considère comme un moyen plutôt que comme une fin pour atteindre ses objectifs. Et cette perception s'applique donc également à sa relation complexe avec Moscou, avec laquelle, il convient également de noter, elle mène une lutte d'influence en Asie centrale.

La Russie n'est pas le seul pays avec lequel la Chine entretient des relations complexes, puisque celles avec son voisin

23 - Ouest-France. (décembre 2016).

24 - The Economist. (mai 2013).

25 - Lemaître, F. (mars 2023). a.

du Sud, l'Inde, s'avèrent bien plus tendues. En effet, l'opposition entre ces deux États est bien plus tangible étant donné qu'elle a pour source un litige frontalier qui dure depuis une soixantaine d'années déjà. Les deux pays revendiquent leur souveraineté sur les deux territoires que sont l'Aksaï Chin et l'Arunachal Pradesh situés au Nord de l'Inde et ne parviennent donc pas à s'accorder sur leurs frontières. Bien que ces pays ne soient pas en conflit armé, la situation a frôlé l'escalade à plusieurs reprises, comme en 2020, lorsque des forces militaires des deux pays, déployées à la frontière, se sont engagées dans des affrontements officiels au corps-à-corps ou encore en 2022 lorsque les hommes des deux camps se sont battus à coups de bâton, faisant plusieurs blessés. Le risque d'escalade militaire est si important qu'à ce jour, 60 000 soldats sont postés des deux côtés de la frontière.²⁶ Ainsi, cette situation semble davantage refléter un état de rivalité, en opposition aux aspirations d'unité proclamées par le groupe BRICS. Cette rivalité n'est pas uniquement confinée à leurs frontières puisque l'Inde aspire aussi à devenir une grande puissance internationale et constitue donc en ce sens, un rival pour Pékin. En effet, New Delhi, du fait de son positionnement favorable vis-à-vis des pays occidentaux et des organisations internationales, affirme être une voix influente en faveur des pays du Sud. Cela peut notamment se justifier par des initiatives telles que l'invitation de l'Union Africaine au G20 en septembre 2023, offrant ainsi, selon William Ruto, président

du Kenya, une "voix et une visibilité" à l'Afrique.²⁷ Il est ainsi compréhensible que l'Inde aspire à jouer le rôle de porte-parole pour les nations africaines, une démarche qui pourrait entrer en conflit avec les ambitions de la Chinafrique. C'est dans cette optique que Narendra Modi a ainsi confié au magazine d'affaires Indien *Business Today* l'importance que l'Inde accordait à donner une voix aux pays du Sud, notamment au travers de ce G20 qu'elle présidait.²⁸

Le Brésil considère également ce partenariat comme une opportunité de concrétiser ses aspirations nationales. Depuis le retour de L. I. Lula Da Silva au pouvoir le 1er janvier 2023, marquant ainsi la fin de la politique isolationniste menée sous l'administration de Bolsonaro, Brasilia s'engage dans une reprise de sa position à l'échelle mondiale. Conformément aux propos du ministre brésilien des Affaires étrangères, Mauro Veira, dans une interview accordée au journal *Le Monde*, la nouvelle orientation politique du Brésil vise à restaurer ses relations internationales à leur niveau antérieur. Ainsi l'objectif est de « restaurer [les relations du Brésil] avec le reste du monde, au niveau où elles se situaient précédemment. Avec l'Amérique latine, les Caraïbes, l'Union européenne, la Chine, les Etats-Unis, bien sûr, mais aussi l'Afrique, qui a été totalement oubliée ces quatre dernières années ». ²⁹ Avec Lula, le Brésil entend bien jouer un rôle essentiel dans le nouveau scénario mondial qui tend à se profiler. Dans cette quête de la place retrouvée, le président a affirmé lors du

26 - Landrin, S. (2022).

27 - La Croix; AFP. (septembre 2023).

28 - Kanwal, R.; Majumdar, S.; Zarabi, S. (2023).

29 - Meyerfeld, B. (2023).

XVe Sommet des BRICS que le groupe a laissé «un scénario de multipolarité naissante à un scénario de Guerre Froide.»³⁰ Par son retour, Lula entend donc bien réaffirmer la position des BRICS et *a fortiori* celle du Brésil. Un des avantages non-négligeable qu'apporterait ce partenariat à Brasilia réside aussi dans la volonté de celle-ci de se développer en tant que puissance régionale en Amérique Latine mais aussi dans la possibilité d'approfondir la coopération avec Pékin dont son commerce dépend substantiellement.

En ce qui concerne l'Afrique du Sud, le président Ramaphosa a manifestement formulé des aspirations régionales qu'il envisage de réaliser par le biais de la coopération au sein des BRICS. Il souhaite avant tout favoriser le développement du continent africain en faisant en sorte que les ressources du continent « soient exploitées pour le bénéfice de la population africaine ». ³¹ La critique du néo-colonialisme est manifeste, mais est-elle principalement dirigée vers les anciennes puissances coloniales ? Cela semble être le cas. Cependant, il est essentiel de ne pas perdre de vue que la Chine, et dans une moindre mesure la Russie, cherchent également à établir leur présence sur le continent africain afin de tirer parti de ses avantages, notamment dans le cadre des BRI ainsi que pour ses ressources. Par conséquent, bien que la population africaine perçoive généralement, positivement ces interventions extérieures, cette nouvelle politique mise en œuvre par ces nouveaux acteurs peut toutefois être assimilée à une forme de néo-colonialisme larvant alors de poten-

tielles tensions dans un continent déjà instable. L'arrivée de nouveaux membres apporte aussi son lot de désaccords et de divisions. Si la Chine est parvenue à apaiser les relations entre l'Iran et l'Arabie Saoudite au point de les faire rejoindre un seul et même groupe, d'autres conflits parmi les nouveaux membres restent encore à résoudre. C'est notamment le cas entre l'Égypte et l'Éthiopie dont la construction d'un barrage sur le Nil a mécontenté Le Caire.³²

Concernant les ambitions du groupe des BRICS en lui-même, des dissensions persistent également. Pour ce qui est de l'idée d'élargissement, tous les membres n'étaient pas initialement unanimes. La Chine et la Russie, qui cherchent toutes deux à accroître leur influence, souhaitent l'élargissement du groupe, tandis que le Brésil et l'Inde, qui entretiennent des relations plus étroites avec l'Occident, privilégiaient une approche plus neutre en faveur du renforcement de la coopération économique au sein du groupe. Il est également important de noter que tous les membres ne partagent pas la même vision quant à la manière de se positionner par rapport aux pays du G7. Par exemple, l'Inde, membre du G7, plaide en faveur d'une coopération plus équilibrée et se positionne en tant qu'État rassembleur, souhaitant prendre en compte les perspectives de tous les membres, alors que la Chine semble viser une position dominante. Ces orientations que les membres cherchent à attacher au groupe sont manifestement en lien avec leurs intérêts nationaux respectifs. Bien que l'Inde et le Brésil semblent

30 - Discours de L.I Lula Da Silva lors du XVe Sommet des BRICS. (2023).

31 - Discours d'ouverture de Cyril Ramaphosa lors du BRICS–Africa Outreach et du BRICS Plus Dialogue. (2023)

32 - Les Échos. (septembre 2023).

actuellement se plier aux exigences de la Chine et de la Russie, il n'est cependant pas garanti que ce déséquilibre de pouvoir au sein des BRICS soit propice à une prospérité à long terme.

Ainsi, les BRICS, animés par une convergence de valeurs favorables à un ordre mondial multilatéral, nourrissent des aspirations à la prospérité, objectif qui, dans la pratique, s'avère manifestement atteignable, voire déjà partiellement réalisé, comme en témoigne leur croissante empreinte sur la scène internationale. Toutefois, cette prospérité se révèle particulièrement vulnérable, en grande partie en raison des dissensions intrinsèques au sein du groupe, principalement attribuables à la divergence, voire à la confrontation, des intérêts nationaux des États membres, lesquels entravent la réalisation harmonieuse de l'objectif prospère inscrit au cœur de leur partenariat. Il s'impose désormais d'appréhender cette analyse dans le contexte des défis futurs auxquels les BRICS seront confrontés dans leur quête incessante.

L'avenir des BRICS : des défis à la hauteur de leurs ambitions internationales

Il est ainsi manifeste que les BRICS se trouvent confrontés à de multiples défis dans la poursuite de leurs aspirations. Il est donc judicieux d'examiner ces défis à l'aune de leurs divisions mentionnées précédemment, tout en tenant compte du contexte international actuel. La fin de la *Pax-Americana* pourrait-elle signaler l'avènement d'un ordre mondial multipolaire, dont les BRICS pourraient tirer profit ? Dans l'hypothèse où ce groupe

viendrait effectivement à renforcer leur influence au sein de cette nouvelle configuration multipolaire, convient-il d'envisager un renversement de l'ordre occidental, ou simplement sa réforme ?

La transition post-Pax Americana : l'émergence d'un monde multipolaire

Tout au long de l'histoire, le monde a été témoin de diverses périodes d'hégémonie, conduisant ainsi à des moments unipolaires, caractérisés par la prédominance incontestée d'un seul État sur d'autres, lui conférant la capacité d'exercer une influence déterminante. À la suite d'une longue période de conflits et d'invasions barbares, l'Empire Romain a atteint son apogée en dominant l'ensemble du pourtour méditerranéen. Cette position de puissance a permis à Rome d'éliminer les risques de guerres civiles et d'attaques extérieures, instaurant ainsi une période de paix sur l'ensemble du continent pendant deux siècles, connue sous le nom de Pax Romana. Au XIXe siècle, lorsque l'Empire Britannique détenait la suprématie sur les mers et les océans du globe, imposant ainsi un climat de relative stabilité, on parlait alors de Pax Britannica. En 1992, un an après la fin de la Guerre Froide et l'effondrement de l'Union soviétique, le politologue américain Francis Fukuyama a qualifié ce moment dans l'un de ses essais les plus célèbres comme « La Fin de l'Histoire ». Selon lui, la fin de la Guerre Froide signifiait la victoire et la domination du libéralisme et de la démocratie dans le monde. Bien que cet essai puisse être contesté à juste titre, il illustre le caractère unipolaire vers lequel le monde semblait se diriger à l'aube du deuxième millénaire. Les États-Unis avaient émergé

en tant que vainqueurs incontestés, avec leur domination et leur rôle de gendarme mondial, bien que continuellement remis en question. Le monde se voyait alors entrer dans une nouvelle ère de paix durable, dans laquelle la *Pax Americana* était à son apogée et semblait éternelle.

Cependant, aujourd'hui, avec le retrait des troupes américaines d'Afghanistan en 2021, le conflit Russo-Ukrainien et la montée en puissance de la Chine ainsi que d'autres pays émergents, il est devenu manifeste que cette ère de stabilité n'est plus d'actualité. Tout comme ses prédécesseurs, la *Pax Americana* a atteint son terme. L'unipolarité est en train de céder la place à une multipolarité, une mutation que de nombreux États souhaitent exploiter, et particulièrement les BRICS. Il est donc pertinent d'explorer comment cette transition post-*Pax Americana* peut être envisagée à ce sujet.

Prenez une plante, isolez-la et vous observerez rapidement que sans interaction ni soutien, sa croissance est impossible. Cette analogie peut être appliquée pour illustrer l'approche de l'Occident et surtout des États-Unis face à l'ascension des pays du Sud-Global. Bien que les États-Unis continuent de jouer un rôle prédominant au sein du monde occidental, ils sont conscients de leur déclin et de la fin de l'ère de la *Pax Americana*. En conséquence, ils appréhendent d'être remplacés, ou à tout le moins, de devoir rivaliser avec d'autres acteurs. Cette inquiétude en elle-même semblerait établir une corrélation entre la montée en puissance du Sud-Global et le

déclin de l'hégémonie américaine. En effet, l'Occident adopte une attitude de plus en plus distante envers les pays en développement visant à les isoler, comme en témoigne sa volonté de réduire sa dépendance vis-à-vis des hydrocarbures produits dans ces régions, parfois explicitement, et d'autres fois, sous couvert d'agir pour la protection de l'environnement comme cela l'a été illustré lors du Sommet du G7 à Hiroshima en mai 2023.³³

L'Occident cherche à contenir l'essor de ces pays, mais cette approche s'avère contre productive, car elle renforce la détermination de ces pays à se développer de manière indépendante. Par conséquent, ces événements contribuent à légitimer les discours hostiles envers celui-ci. Dans ce contexte, la Russie avance que les États-Unis « veulent éliminer les dissidents de la scène internationale » à travers notamment, une loi américaine intitulée « Sur la lutte contre les activités malveillantes de la Russie en Afrique » qui viserait à sanctionner les États Africains trop proches de la Russie.³⁴ Bien que cette déclaration puisse faire l'objet de débats, elle demeure tout de même une interprétation éclairante du *divide et impera* que la Russie semble percevoir, et par extension, de la perception de ce phénomène par les pays du Sud-Global.

Seulement, cette stratégie s'avère indéniablement inefficace, car elle constitue un catalyseur de l'unité au sein d'une coalition anti-occidentale pour des États dont la sensation commune d'exclusion nourrit un désir ferme de se lever contre

33 - Communiqué des dirigeants du G7 d'Hiroshima. (2023).

34 - Conférence de presse à la suite du XV^e Sommet des BRICS de Sergueï Lavrov, ministre des Affaires étrangères. (2023).

une forme d'injustice à l'échelle internationale.

Lula a démontré une compréhension profonde de cette question, cherchant à se positionner comme un acteur promouvant la paix dans le contexte du conflit en Ukraine, à travers l'unité des pays en développement. A cette fin, le président Brésilien a proposé la création d'un G20 pour la Paix en Ukraine, ce qu'a évidemment critiqué Washington. Le quotidien Chinois Global Times soutient, à ce titre, qu' « une telle unité des pays en développement n'est pas ce que les Etats-Unis veulent voir », ³⁵ renforçant alors l'idée d'un climat de divergence perçu, que les États-Unis semblent chercher à promouvoir.

Néanmoins, les autres pays Occidentaux ne partagent a priori pas totalement cette vision et semblent vouloir se distancer de cette politique américaine en invitant, l'Inde, l'Afrique du Sud, l'Argentine, l'Indonésie et le Sénégal et au Sommet du G7 de 2022 en Allemagne afin de tenter un rapprochement,³⁶ mais apparaissant comme déjà vain car ne pouvant juguler la lancée dans laquelle sont déjà engagés les pays en développement.

Cette union, renforcée par ces politiques occidentales, doit toutefois être reconsidérée. Comme précédemment exposé, les BRICS constituent un ensemble hétérogène caractérisé par des ambitions divergentes, largement enracinées dans leurs intérêts nationaux respectifs. Cette divergence semble constituer l'un des facteurs qui pourraient

compromettre l'ascension des BRICS sur la scène internationale. En effet, l'une des conséquences de cette dissension au niveau des ambitions réside dans l'émergence d'un rapport de force au sein même du groupe, visant à promouvoir les intérêts nationaux propres à chaque membre. Par conséquent, la répartition des pouvoirs au sein des BRICS s'avère inégale, notamment pour la Chine qui domine clairement le partenariat. Cette prééminence de Pékin découle non seulement de l'établissement d'alliances plus ou moins temporaires et de dépendances unilatérales, comme observé dans sa relation avec le Brésil, mais également de l'utilisation du groupe pour la réalisation de ses propres projets, notamment dans le cadre des BRI. Cette disparité de puissance, contraire au dogme des BRICS qui proclament vouloir que chacun soit l'égal de l'autre,³⁷ est une source certaine de désaccord et donc d'instabilité au sein du groupe. A ce titre, la position du Brésil qui est conscient de cette situation, illustre bien cette situation puisque selon les mots de Yi Shin Tang, professeur à l'Institut des relations internationales de l'université de Sao Paulo, « Le Brésil veut gagner de la place dans le groupe des BRICS, aujourd'hui monopolisé par la Chine, avoir une voix plus écoutée à l'Organisation mondiale du commerce et s'aligner avec les Chinois ». Cependant, rien ne garantit cette réussite pour le Brésil, car la Chine entend respecter sa philosophie. Ainsi, le professeur complète en affirmant que : « le Brésil représente peu pour la Chine. Les Chinois ont le pouvoir d'orienter la relation ».³⁸

35 - Lemaître, F. (avril 2023).

36 - Guillemoles, A. (2022).

37 - XV BRICS Summit Johannesburg II Declaration, 2023. b.

38 - Gerez, J-C. (2023).

À travers cet exemple, ainsi que ceux précédemment mentionnés, il est manifeste que la Chine exerce une prépondérance au sein de ce groupe, et elle semble être encline à maintenir cette position afin de poursuivre ses propres objectifs, parmi lesquels on retrouve notamment la volonté de s'élever seule face aux États-Unis. Par conséquent, il est plausible de supposer que l'entité BRICS ne perdurera probablement pas dans le temps, et que son déclin s'amorcera lorsque la Chine aura consolidé davantage sa position et qu'elle ne dépendra plus autant, ou du moins, de la même manière, des pays du Sud global, sauf si le partenariat parvient à évoluer vers une nouvelle direction.

L'idée d'un bloc plutôt uni et articulé autour de la Chine à l'image des pays industrialisés autour des États-Unis reste également envisageable. En effet, la Chine se montre véritablement préoccupée par le développement des autres pays du Sud. Il est évident que cette démarche est orientée vers la consolidation de son influence en ralliant d'autres pays à son idéologie. Cette approche rappelle les efforts déployés par les États-Unis au sortir de la Seconde Guerre mondiale, lors de la mise en place du Plan Marshall visant à la reconstruction des États détruits et à endiguer la propagation du communisme, dans le but de former un bloc face à "la menace rouge". La Chine affirme donc vouloir approfondir la coopération économique, commerciale et financière.³⁹ Cette intention se traduit concrètement dans divers domaines,

englobant la culture, l'éducation, et notamment le secteur des nouvelles technologies, un secteur stratégique pour Pékin, se reflétant, à titre d'illustration par l'initiative de création de l'incubateur "Chine-BRICS" dédié aux sciences et à l'innovation.⁴⁰

De ce fait, par cette réelle volonté de coopération pérenne, l'idée de l'émergence d'un bloc sino-centré instaurant alors un climat de multipolarité se révèle davantage plausible et reste une hypothèse plus envisageable que celle d'une Chine seule face à ses opposants.

L'observation de l'ascension d'un bloc émergent qui gagne en influence aux dépens d'un bloc en déclin évoque incontestablement un parallèle avec la théorie du piège de Thucydide, sans pour autant directement qualifier ainsi cette situation. Par conséquent, il est impératif d'examiner en profondeur cette rivalité croissante et d'envisager les éventuelles répercussions qu'elle pourrait avoir à l'échelle internationale.

Repenser l'Ordre Occidental : Perspectives de réforme et de transformation

Lorsque la Société des Nations (SDN) a été créée en 1919, elle avait été pensée pour durer. Elle sera dissoute seulement 26 ans plus tard. On pense souvent que les institutions qui nous sont contemporaines peuvent durer, cependant, il est essentiel de se rappeler qu'elles sont enracinées dans des contextes spécifiques et ne sont pas nécessairement destinées à perdurer, à moins d'être

39 - Allocution de Xi Jinping au XVe Sommet des BRICS. (2023).

40 - *Ibid*

révisées pour s'adapter aux nouvelles circonstances. Le contexte qui a engendré la création de la SDN avait considérablement évolué en 1946, conduisant à la perte de sa pertinence et à sa dissolution. Quant à l'avenir de l'ONU, dont la Charte s'avère être difficile à modifier, il est encore incertain, mais il est plus probable que les membres des BRICS, bien qu'aspirant à réformer les institutions du système international actuel, ne cherchent pas à provoquer sa fin, car ils en retirent des avantages considérables et sont donc peu enclins à sa destruction.

À la lumière de l'évolution actuelle du paysage mondial, deux théoriciens américains des relations internationales se sont interrogés sur ce sujet. Tout d'abord, en 2008, Gilbert John Ikenberry, observant l'émergence de la Chine qu'il qualifie de "plus grand drame du XXI^e siècle", a examiné la possibilité que Pékin ait un intérêt accru à demeurer intégré dans le système international existant, même s'il nécessite des réformes, plutôt que de chercher à le renverser.⁴¹ En effet, la croissance continue de l'influence chinoise, conjuguée au déclin américain, suscite la réflexion sur la possibilité que la Chine cherche à remodeler les règles et institutions internationales pour mieux servir ses propres intérêts. Ce processus pourrait entraîner un climat de méfiance envers ses rivaux déclinants, générant ainsi des tensions et des conflits caractéristiques des périodes de transition de pouvoir. Cependant, l'auteur soutient - à juste titre - que cette situa-

tion n'est pas inévitable. Ceci s'explique par plusieurs facteurs. Premièrement, l'avènement de la dissuasion nucléaire a réduit considérablement le risque d'un conflit ouvert avec la Chine. Deuxièmement, le système occidental demeure ouvert, intégré et régulé, bénéficiant de bases politiques solides. En d'autres termes, ce système est caractérisé par sa "résistance au renversement et sa facilité d'adhésion". Dans ce contexte, les États-Unis ont un intérêt à remodeler l'ordre international existant afin de le renforcer et de le rendre encore plus attrayant pour les nouveaux acteurs plutôt que de chercher à le renverser. De cette manière, la Chine pourrait alors utiliser ce système pour prospérer davantage et les États-Unis pourraient faire en sorte que cette ascension ne soit pas synonyme de leur destruction. Ainsi, selon Ikenberry, si les États-Unis, et plus largement l'Occident, parviennent à renforcer l'ordre international existant, la transition de pouvoir pourrait se dérouler de manière pacifique, sans conflit majeur.

Ikenberry avançait cette hypothèse il y a quinze ans de cela, mais il est nécessaire de se demander si, depuis lors, les États-Unis ont œuvré en ce sens. Il ne semble pas en être ainsi, principalement en raison de l'orientation mentionnée précédemment, où les États-Unis semblent favoriser un climat de division. De plus, depuis le mandat de Trump, le coût de maintien de ce système a été perçu comme dépassant ses avantages, comme l'a soutenu le théoricien américain Joseph Nye dans un article de 2017, avançant que la Chine ne devrait pas être

41 - Ikenberry, John G. (2008). p. 23-27

considérée comme une menace.⁴² Selon l'auteur, Pékin ne devrait pas surpasser Washington car son taux de croissance économique est en train de ralentir, et à l'époque où il écrit son article, l'économie chinoise était bien inférieure à l'économie américaine car elle ne représentait que 61% de celle-ci. Il partage aussi le point de vue d'Ikenberry et affirme que la Chine semble bien comprendre les avantages qu'elle peut tirer du maintien de ce système et n'a donc aucun intérêt à le renverser. Cependant, en 2023, soit six ans plus tard, l'économie chinoise représente désormais 70 % de l'économie américaine,⁴³ ce qui illustre une rapide convergence entre les deux pays. À ce rythme, il est envisageable que la Chine rattrape les États-Unis d'ici les vingt prochaines années. Cette approche reste donc questionnable, mais toujours est-il que même si la Chine venait à dépasser les États-Unis, il est peu probable de la voir œuvrer à un renversement. À ces considérations, il peut également être ajouté que la Chine rencontre des difficultés économiques récemment, qu'elle a grandement été impactée par sa politique Zero-Covid et que l'on estime que sa population sera réduite de moitié d'ici 2100, ce qui diminue les perspectives d'un « siècle chinois ».⁴⁴

La question de l'avenir de l'ordre international actuel, qu'il s'agisse d'un renversement ou d'une réforme, reste un sujet complexe et en évolution. Les théories avancées par Ikenberry et Nye, ont fourni des perspectives diverses sur la capacité des États-Unis et de la Chine à

façonner cet ordre. Alors que certaines tendances, telles que la montée en puissance chinoise, suggèrent un changement dans l'équilibre de pouvoir mondial, il est également important de considérer les facteurs économiques, démographiques et stratégiques qui influencent ces dynamiques. L'avenir de cet ordre repose sur la capacité des acteurs internationaux à s'adapter aux nouvelles réalités et à promouvoir la coopération, tout en évitant les pièges de la rivalité. Il reste donc à voir comment les acteurs mondiaux géreront ces défis à l'avenir. Cependant, il peut déjà être affirmé que l'ordre actuel ne sera pas renversé. Il demeure toutefois prématuré que d'évoquer une éventuelle réforme et ses potentielles conséquences qui ne sembleraient pas être à l'origine d'une situation conflictuelle.

L'examen des BRICS en tant que partenariat stratégique confronté à ses défis internes et futurs révèle une histoire complexe et en constante évolution. L'aspiration à une prospérité partagée, fondée sur des motivations géopolitiques et économiques, a été le moteur de la création de ce groupe, mettant en évidence les avantages potentiels de la collaboration économique, des investissements et du développement conjoint. Les succès des BRICS ont renforcé leur influence sur la scène mondiale, témoignant de leur capacité à transformer leurs aspirations en réalités tangibles.

Cependant, cette prospérité est

42 - Nye, J. (2017).

43 - Données de la Banque Mondiale. (2022).

44 - Eurasia Group. (2023).

nuancée par des divisions internes, en raison d'intérêts nationaux divergents qui se reflètent dans leurs actions. Ces divergences sont un défi permanent pour le groupe, car elles peuvent compromettre leur cohésion et leur capacité à faire face aux enjeux mondiaux.

À l'avenir, les BRICS seront confrontés à la transition post-*Pax Americana*, alors que le monde évolue vers un ordre multipolaire. Leur montée en puissance et le déclin de l'hégémonie américaine les isolent de plus en plus du bloc occidental. Toutefois, en dépit de leurs inégalités de pouvoir, les BRICS cherchent à résoudre leurs problèmes internes et à agir pour le développement du Sud-Global, montrant ainsi leur détermination à maintenir leur position sur la scène mondiale.

L'avenir des BRICS peut potentiellement contribuer à une réforme de l'ordre occidental en renforçant l'équilibre des forces mondiales. Toutefois, il serait peu réaliste d'anticiper un renversement complet de cet ordre. Leur partenariat stratégique continuera de jouer un rôle clé dans l'évolution des dynamiques mondiales, et leur capacité à surmonter les défis internes tout en exploitant leur influence croissante déterminera en fin de compte leur capacité à façonner l'équilibre des forces à l'échelle mondiale. Cette recherche met en lumière l'importance de comprendre les BRICS dans le contexte de l'équilibre mondial en constante évolution et des opportunités potentielles qu'ils offrent pour influencer cette dynamique.

par Marceau Frances

Références

- **Gouvernement Sud-Africain.** Evolution of BRICS. BRICS and Africa: Partnership for Mutually Accelerated Growth, Sustainable Development and Inclusive Multilateralism. [En ligne] 2023.
- **SEMO Marc.** (2022). Le « Sud global », cet ensemble hétérogène de pays non alignés, Le Monde.
- **VERCAUTEREN Richard.** (2011). Toulouse : Erès, Dictionnaire de la gérontologie sociale. Vieillesse et vieillesse, pp. 178-208.
- Joint Statement of the BRIC Countries' Leaders. Ekaterinbourg. 16 juin 2009.
- XV BRICS Summit Johannesburg II Declaration. (Aout 2023).
- Joint Statement of the BRICS Ministers of Foreign Affairs and International Relations. (2023). Le Cap.
- **TOURME-JOUANNET, Emmanuelle.** (2022). Le droit international. Paris : Presses Universitaires de France. pp. 3-5.
- Déclaration du ministère des Affaires étrangères russe (MID). Sur la participation de la Russie à l'association interétatique BRICS. 11 juillet 2023.
- **MATHIEU, Clotilde et SANKARI, Lina.** (2023). Brics contre G7 : décryptage d'un bras de fer géopolitique. Clotilde Mathieu, Lina Sankari. L'Humanité.
- **KATANICH, Doloresz.** (2023). Comment l'expansion des BRICS pourrait bouleverser l'économie mondiale. Euronews.
- **AIRAULT, Pascal.** (2023). Les Brics, moteurs de l'économie mondiale. L'Opinion.
- **NDB.** (2023). Projects. New Development Bank. [En ligne].
- **NDB.** (2021). Affordable Housing and Urban Development Program. New Development Bank. [En ligne].
- **LEMAÎTRE, Frédéric.** (mars 2023). En visite en Chine, Lula veut rapprocher Pékin de Brasilia. Le Monde.
- **GRAND D'ESNON, Pauline.** (2023). Une monnaie commune des Brics peut-elle faire trembler le dollar ? France 24.
- **ROBERT, Philippine.** (2023). Monnaie commune des Brics : la fin du roi dollar ? Le Point.
- **VECCHIATTO, Paul.** (2023). BRICS Draws Membership Bids From 19 Nations Before Summit. Bloomberg.
- Discours du Président de la République, Luiz Inácio Lula da Silva, à la conférence de presse des dirigeants des BRICS. Brésilien, Ministère des Affaires étrangères. aout 2023.
- **FOURREAU, Valentine.** (2023). Les pays les plus sanctionnés au monde. Statista. [En ligne]
- Allocution de Monsieur Xi Jinping Président de la République populaire de Chine au Dialogue « BRICS plus ». Johannesburg. aout 2023.
- 6 ans après le prix Nobel de Liu Xiaobo, Norvège et Chine se reparlent. Ouest-France. décembre 2016.

- Chasing the Chinese dream. The Economist. mai 2013.
- **LEMAÎTRE, Frédéric.** (mars 2023). « Xi Jinping veut s'appuyer sur le "Sud global" pour contourner un Nord hostile et s'imposer comme une puissance incontournable ». Le Monde.
- **LANDRIN, Sophie.** (2022). Nouvel affrontement entre la Chine et l'Inde dans l'Himalaya. Le Monde.
- G20 en Inde : intégration de l'Union africaine, pas de consensus sur l'Ukraine et le climat. AFP, La Croix et. septembre 2023.
- **KANWAL; Rahul. MAJUMDAR, Sourav. ZARABI, Siddharth.** (2023). Exclusivité BT : 'Ce G20 reflète la voix des pays du Sud,' déclare le Premier ministre Narendra Modi. Business Today.
- **MEYERFELD, Bruno.** (2023). Mauro Vieira, ministre des affaires étrangères brésilien : « la position du président Lula est celle du dialogue » avec Poutine. Le Monde.
- Discours du Président de la République, Luiz Inácio Lula da Silva, lors de la séance plénière ouverte du XVe Sommet des BRICS. Johannesburg, 23 août 2023.
- Welcome Remarks by BRICS Chair, President Cyril Ramaphosa, at the BRICS–Africa Outreach and BRICS Plus Dialogue, 24 August 2023. 24 août 2023.
- Nil : le barrage de la discorde entre l'Egypte et l'Ethiopie. Les Echos, septembre 2023.
- G7 Hiroshima Leaders' Communiqué. 20 mai 2023.
- Conférence de presse suite au XVe Sommet des BRICS de Sergueï Lavrov, ministre des Affaires étrangères russe. 24 août 2023.
- **LEMAÎTRE, Frederic.** (avril 2023). En visite en Chine, Lula veut rapprocher Pékin de Brasilia. Le Monde.
- **GUILLEMOLES, Alain.** (2022). En Allemagne, les chefs d'État du G7 vont tenter de rallier les pays émergents. La Croix.
- **GEREZ, Jean-Claude.** (2023). La visite du président brésilien Lula en Chine illustre les ambitions et les limites des BRICS. Le Monde.
- Allocution de Xi Jinping, au XVe Sommet des BRICS. Allocution de Xi Jinping, au XVe Sommet des BRICS. 24 août 2023.
- **IKENBERRY, John G.** (2008). The Rise of China and the Future of the West: Can the Liberal System Survive? Foreign Affairs, Vol. vol. 87, no. 1, pp. 23-27.
- **NYE, Joseph.** (2017). Will The Liberal Order Survive: The History of an Idea. Foreign Affairs, Vol. Vol. 96, Issue 1.
- Base de données de la Banque Mondiale . 2022.
- **Eurasia Group.** *Maximum Xi.* Top Risks 2023. 2023. pp. 7-8.

Vers un élargissement de la communauté des BRICS.

Une lecture de l'élargissement des BRICS à travers le paradigme du choix rationnel

Juan Lopez Muelas

Le 15ème Sommet des BRICS a ouvert un nouvel acte de la gouvernance économique mondiale. Nous méconnaissions l'histoire qu'il s'apprête à nous raconter et sommes incertains des coups de théâtre qu'il nous réserve, cependant, nous sommes désormais familiers avec la troupe d'acteurs qui se produira sur les planches de cette nouvelle pièce.

Le 24 août 2023, à Johannesburg, les leaders des BRICS ont accordé l'adhésion à six nouveaux pays, choisis parmi plus

d'une quarantaine d'États. À compter du 1er janvier 2024, l'Iran, l'Argentine, l'Égypte, l'Éthiopie, l'Arabie Saoudite et les Émirats Arabes Unis rejoindront ce prestigieux club de pays prospères du Sud. Un club qui, depuis son premier sommet en 2009, a seulement permis une nouvelle adhésion : celle de l'Afrique du Sud en 2011.

Cet élargissement s'inscrit dans une tendance de renforcement de la coopération avec les pays non-BRICS, qui s'est

développée au fur et à mesure des sommets.¹ Dès 2017, la Chine a été le membre le plus insistant sur l'élargissement du club. Lors du 9ème Sommet des BRICS, le Ministre des Affaires étrangères chinois, Wang Yi, proposa une redéfinition des contours du club avec le projet « BRICS-Plus », visant à inclure d'autres grandes économies en développement. Cependant, dans un premier temps, l'enthousiasme entre le reste des membres n'était pas au rendez-vous. Les principaux sceptiques étaient l'Inde et le Brésil, qui craignaient une dilution de leurs influences en faveur d'une sinisation du club. Ils redoutaient également une perte de prestige et d'exclusivité au sein des BRICS.²

Paradoxalement, en 2023, c'est l'Inde qui a joué un rôle central et essentiel dans l'aboutissement d'un consensus sur l'élargissement.³ Agissant en tant que médiatrice, l'Inde a promu des discussions internes au sein des BRICS pour établir des principes directeurs et des critères standardisés⁴ pour le processus d'expansion et le choix des pays, et ce afin de résoudre le problème de méfiance envers la Chine.

L'élargissement apparaît alors comme un choix unanime entre les cinq pays membres. Si bien qu'il est encore trop tôt pour analyser ou prédire les possibles effets de cet élargissement. Aujourd'hui, il est pertinent d'étudier comment les BRICS sont arrivés à ce consensus historique pour mieux comprendre non seulement le fonction-

nement de ce groupement informel, mais aussi les enjeux et conséquences concernant la gouvernance économique mondiale. Pourquoi cette décision est-elle si importante ?

Pour répondre à cette question préliminaire, il est nécessaire de faire un retour en arrière vers la création des BRICS. **La naissance de ce club de pays leaders du Sud, ainsi que son évolution, sont caractérisées par leur « nature arbitraire et accidentelle ».**⁵ En effet, ces pays ont peu en commun, si ce n'est qu'ils sont liés par un acronyme inventé en 2001 par l'ancien économiste de Goldman Sachs, Jim O'Neill.⁶ Cette nature fait des BRICS une coalition unique et difficile à analyser sous le même prisme que d'autres organisations et coalitions intergouvernementales. Par conséquent, il est important de bien comprendre les spécificités de ce club.

Nous pouvons définir les BRICS comme un groupement informel et hétérogène, qui réunit des pays inégaux en compétition entre eux.

Les BRICS sont avant tout un groupement *informel* – c'est-à-dire caractérisé par une absence d'organisation permanente composée d'un corps bureaucratique exclusif et spécialisé – de pays émergents du Sud avec des hautes estimations de croissance économique à moyen et long terme, et avec une grande influence régionale.

L'*hétérogénéité* entre les BRICS vient rajouter une couche de complexité au groupement. L'arrangement des BRICS

1 - Menezes De Carvalho, E. (2017). p.192-203. a.

2 - The Economist. (2023).

3 - Siddiqui, H. (2023).

4 - *Ibid*

5 - Beeson, M. ; Jinghan Z. (2018). p. 1962-1978. a.

6 - O'Neill, J. (2001).

n'implique pas forcément un engagement idéologique commun entre ses membres.⁷ Cela induit qu'ils n'ont pas de position commune cohérente sur la nature ou les lacunes du système international actuel,⁸ ni de consensus sur le modèle alternatif à la gouvernance économique mondiale hégémonique contre laquelle ils luttent. Comme le note Stuenkel,⁹ ce problème d'hétérogénéité existe depuis sa création en 2009 : les différences entre les BRICS l'emportaient alors déjà sur les points communs, et cet écart semble s'aggraver au cours du temps.

André C. Jordaan¹⁰ met en avant trois facteurs d'hétérogénéité : économique, politique et culturel. L'hétérogénéité économique est probablement la plus explicite. En effet, la Chine a de loin la plus grande puissance économique du groupement, rendant vitale sa présence pour la soutenabilité du club. La Russie, le Brésil et l'Afrique du Sud sont des grands exportateurs de marchandises, alors que la Chine est une importatrice majeure. Pendant que le Brésil et la Russie bénéficient des prix élevés de l'énergie, l'Inde en souffre. En même temps, l'Inde est leader du secteur des services, notamment dans la production de logiciels. En ce qui concerne les facteurs culturels et politiques, l'hétérogénéité est aussi facilement observable. Alors que la Chine et la Russie sont des régimes autoritaires, l'Inde, le Brésil et l'Afrique du Sud sont formellement des États démocratiques. De surcroît, la Russie, l'Inde et la Chine possèdent l'arme nucléaire, mais seulement la Russie et la Chine sont membres permanents du Con-

seil de Sécurité de l'ONU. Nous observons donc que les membres de ce groupement possèdent des capitaux économiques et symboliques à distribution variable et inégale.

Ces inégalités sont la cause principale de la faible coordination des actions des BRICS.¹¹ En effet, elles viennent créer des rapports de pouvoir qui se traduisent par une compétition entre les pays membres. Cela les mène à une relation fondée plutôt dans la rivalité que dans l'unité...

À ce point, il est judicieux de se demander comment les BRICS ont réussi non seulement à naître, mais surtout à survivre et aujourd'hui à grandir. Pour cela, il faut poser le problème à la manière d'André C. Jordaan : « La question principale n'est pas tant qu'est-ce que sépare les BRICS, mais plutôt qu'est-ce que les tient unis ? ».¹²

Jordaan définit les BRICS comme « une relation pragmatique entre pays ».¹³ En effet, si les pays membres décident de se rencontrer de manière récurrente depuis 2011, c'est parce qu'ils ont un intérêt commun à le faire. **Ainsi, au cœur des BRICS, nous trouvons une volonté de pluralisation de la gouvernance économique mondiale en faveur d'un ordre mondial « multipolaire, équitable et démocratique, fondé sur le droit international, le respect mutuel, la coopération, l'action coordonnée et une prise de décision collective entre tous les États ».**¹⁴ À cela s'ajoute une volonté de mutualisation des voix des pays de l'espace Sud afin de renforcer

7 - Larionova, M. ; Kirton, J. J. ; et al. (2018). p.4

8 - Beeson, M. ; Jinghan Z. (2018). p. 1962-1978.b.

9 - Stuenkel, O. (2014). p. 89-109.

10 - Jordaan, A. C. (2021). p.454-468. a.

11 - Nayyar, D. (2013).

12 - Jordaan, A. C. (2021). p.454-468. b.

13 - *Ibid*

14 - Larionova, M. ; Kirton, J. J. ; et al. (2018). p.8

leur influence dans les forums internationaux. C'est sur cette base commune que les BRICS ont réussi à naître et à survivre en tant que club informel composé de pays hétérogènes en compétition.

L'objectif de cet article est de comprendre l'élargissement des BRICS à travers la lecture pragmatique proposée par Jordaan pour expliquer leur création. Pour cela, l'article va s'appuyer sur la théorie néo-institutionnaliste du choix rationnel qui va permettre de comprendre l'élargissement comme le résultat d'un calcul « coûts-avantages » pour la maximisation du profit économique, politique, social et culturel. Cet article vise dans un premier temps à expliquer pourquoi les BRICS ont choisi ce moment pour faire un pas en avant afin de se renforcer en tant que club. Dans un deuxième temps, l'article aborde la question de pourquoi les BRICS ont choisi l'élargissement comme stratégie de renforcement.

Approche théorique : le paradigme du choix rationnel

Le paradigme du choix rationnel appliqué à la science politique et à l'analyse des relations internationales est souvent l'objet de critiques, comme par exemple celle de Mathias Delori et Sabine Saurugger, qui lui reprochent sa conception réductrice vis-à-vis des motivations humaines ainsi que son inclinaison pour la formalisation, cachant le caractère historique et singu-

lier des phénomènes sociaux. Pour autant, ce paradigme permet d'éclairer partiellement certaines actions et décisions des décideurs politiques, à condition qu'on l'appréhende « comme un mode particulier de décryptage des phénomènes sociaux ».¹⁵

Tenant en compte ces limites, cet article considère pertinent l'analyse du choix de l'élargissement des BRICS à travers ce paradigme, qui se caractérise par une attention particulière portée sur la rationalité stratégique des acteurs, tout en se fondant sur des outils microéconomiques pour l'analyse des phénomènes sociaux.¹⁶ Ce choix théorique est justifié par les conditions de naissance des BRICS, présentées en introduction, c'est-à-dire une relation pragmatique entre pays pour accomplir l'objectif de pluralisation de la gouvernance économique mondiale.

Le paradigme du choix rationnel est un modèle d'analyse possible pour appréhender ces questions. Sylvain Brouard et Richard Balme mettent en valeur trois propositions pour synthétiser la position du choix rationnel¹⁷ : a) « Seuls les acteurs agissent ». Le changement politique est le résultat de la seule interaction entre les différents acteurs. Ainsi « l'action est le moteur du changement et l'interaction, son mécanisme explicatif ». b) « Les idées qui comptent sont des préférences ». En ce sens, les acteurs ont des intérêts matériels, des convictions morales et des croyances pratiques sur les conséquences de leurs comportements. C'est donc en fonction de ces anticipa-

15 - Delori, M. ; Saurugger, S. (2009).

16 - Delori, M. (2014). p.359-367

17 - Brouard, S. ; Balme, R. (2005).

tions qu'ils sélectionnent leurs stratégies et « c'est cette relation moyens-fins qui définit la rationalité ». c) Enfin, « les institutions déterminent les issues de l'interaction et réciproquement ». En effet, les institutions façonnent le choix rationnel des acteurs, mais l'inverse est aussi vrai : l'institution peut être perçue comme la conséquence des choix effectués par les agents et donc comme un moyen de rendre leurs relations plus efficaces.

Les parties suivantes proposent une application de ce paradigme du choix rationnel pour l'analyse de l'élargissement des BRICS.

Pourquoi maintenant ? Une analyse impérialiste de la gouvernance économique mondiale : décadence des uns, opportunité des autres.

Du point de vue du paradigme du choix rationnel, c'est en fonction de leurs anticipations que les États sélectionnent leurs stratégies. Dans le même ordre d'idées, **si les BRICS ont choisi ce moment pour élargir le groupement, c'est parce que ses membres ont anticipé une situation qui peut leur permettre d'optimiser leurs gains afin d'atteindre leur objectif ultime, le contre-balancement des forces hégémoniques au sein de la gouvernance économique mondiale.** Cette partie vise ainsi à comprendre pourquoi les BRICS ont interprété le contexte international actuel comme une opportunité pour s'imposer en tant que

projet contre-hégémonique.

Le néo-impérialisme et sa nature instable, un concept pertinent pour l'analyse de la gouvernance économique mondiale et source d'espérance pour les périphéries.

La notion d'« impérialisme », popularisée sur le plan conceptuel dans les théories postmarxistes du début du XXe siècle¹⁸ et réapparue au début du XXIe siècle sous la plume de David Harvey¹⁹ avec l'expression « Nouvel Impérialisme » pour décrire la doctrine menée à bien par les États-Unis comme réponse aux attentats terroristes du 11 septembre, peut être utile pour comprendre l'organisation de l'actuelle gouvernance économique mondiale.

Le nouvel impérialisme peut être défini comme une relation asymétrique entre acteurs conduisant à des rapports d'exploitation et de domination politique, culturelle, sociale et économique, où l'acteur hégémonique réussit à façonner les actions d'une majorité selon son propre bénéfice, à travers un processus d'accumulation de ressources, coercitif ou non coercitif, qui se rétro-alimente au cours du temps.

Pour expliquer le retour de la pertinence de l'impérialisme dans l'analyse des relations internationales, les travaux de Samir Amin, économiste politique marxiste et militant anti-impérialiste, s'intéressent d'abord aux fondements du système capitaliste de l'après-guerre.²⁰ En se basant sur les théories primitives de Rosa Luxemburg,

18 - Voir par exemple Luxemburg, Rosa. *The Accumulation of Capital*. 1913

19 - Harvey, D. (2003).

20 - Amin, S. (1970). p.203-223.

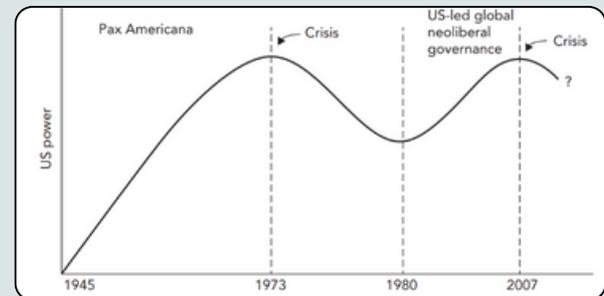
il conclut que l'économie capitaliste mondiale a été fondée sur une dynamique globale de polarisation entre les centres, c'est-à-dire l'Occident avec les États-Unis à la tête, et les périphéries, pour simplifier les pays du Sud,²¹ assimilant le système d'après-guerre au modèle impérialiste de l'époque coloniale. Cela fut possible à cause des inégalités en termes de développement sur lesquelles les centres ont pu reconstruire les dynamiques impérialistes de domination et d'exploitation des périphéries. **En d'autres termes, la globalisation était devenue le nouvel impérialisme.**²² Enfin, et pour revenir au sujet qui nous incombe, des travaux plus récents de Samir Amin²³ prédisent que **le changement réel et ce qui pourrait défier le nouvel impérialisme viendra des périphéries.** La relecture de ces théories invitent, pour les plus optimistes, à penser les BRICS comme le porte-drapeau des périphéries pour mener à bien ce « changement réel » dont parlait Amin.

L'impérialisme, ou l'hégémonie des centres et plus particulièrement des États-Unis, n'est cependant pas un fait stable et continu depuis la Seconde Guerre mondiale. Pour montrer cette sinuosité de l'hégémonie étatsunienne, Vishwas Satgar²⁴ propose une analyse en termes de cycles et de crises (*Figure 1*).

D'après cette analyse, l'hégémonie étatsunienne serait en crise depuis la crise financière de 2007, qui a remis en cause le système économique mondial fondé sur la financiarisation de nos sociétés, débilisant les démocraties de

marché et provoquant des inégalités accrues entre les centres et les périphéries.

Figure 1 : Cycles d'hégémonie et de crise aux États Unis



Les conséquences sur l'hégémonie américaine de cette crise se seraient aggravées, du point de vue de Satgar, par ce qu'il appelle le « moment Trump ». En effet, Donald Trump aurait misé sur une stratégie militariste, accompagnée d'un nationalisme chauvin, avec l'objectif de réinstaurer la domination globale des États-Unis sur le reste du monde. Satgar conclut que cette stratégie serait aujourd'hui une « affirmation du chaos impérial » provoquant ainsi un effet contraire sur l'hégémonie étatsunienne.

Si bien que nous pouvons critiquer l'approche de Satgar du fait de sa forte charge idéologique anti-impérialiste, le fond de cette lecture en termes de cycles demeure intéressant. En effet, Satgar met en valeur le caractère irrégulier et changeant de l'hégémonie étatsunienne, souvent vue comme un fait inamovible et pérenne n'ouvrant jamais la porte à la concurrence avec des coalitions contre-hégémoniques. C'est cette lecture mettant en avant **la décadence de l'hégémonie des États-**

21 - Cité dans Satgar, Vishwas (ed.). BRICS and the New American Imperialism: Global rivalry and resistance. Johannesburg. Wits University Press. 2020

22 - Amin, S. (2001). p. 6-24.

23 - Amin, S. (2010). p. 261-273.

24 - Satgar, V. (2020).

Unis qui ouvre la porte à une pluralisation de l'ordre mondial. Satgar affirme ainsi que c'est dans ce contexte que les BRICS peuvent trouver une place plus importante dans la gouvernance économique mondiale.

La crise de l'hégémonie des États-Unis débutée en 2007, accentuée par le « moment Trump », offre donc une source d'espérance aux acteurs contre-hégémoniques,²⁵ dont les BRICS, pour gagner du terrain dans un contexte de concurrence multipolaire.

Une application de l'analyse spatiale de Downs : une multiplication des préférences des États ouvrant de nouveaux espaces de coopération.

Une application du raisonnement spatial d'Anthony Downs aux relations internationales permet d'analyser la décadence de l'hégémonie des États-Unis comme une opportunité pour les BRICS afin de s'imposer comme un acteur hégémonique. Le raisonnement spatial d'Anthony Downs est originellement une théorie pour étudier les systèmes politiques. Il analyse ainsi les systèmes partisans comme des marchés dans lesquels se rencontrent des électeurs (consommateurs) et des partis (producteurs). Pour expliquer la création et la destruction de partis politiques, Downs défend que les électeurs se répartissent sur un espace de préférence dimensionnel en fonction de la manière dont ils se positionnent sur les enjeux économiques (répartis dans un axe allant de l'interventionni-

sme au libéralisme). Les électeurs se positionnent donc en fonction de leurs intérêts propres et les partis émergent pour répondre à cette demande des électeurs. Dans le même ordre d'idées, l'évolution des systèmes politiques est liée aux évolutions des préférences de l'électorat. Ainsi, si les préférences des électeurs se transforment, l'offre idéologique des partis s'adapte et donc le système évolue. Il faut noter que cette adaptation n'est pas simultanée au changement de préférences des électeurs, mais il y a un caractère asynchrone de l'adaptation de l'offre à la demande.

La lecture spatiale peut être appliquée pour l'analyse de la gouvernance économique mondiale. Considérons la gouvernance économique mondiale comme un marché de coopération internationale. Dans ce marché, les acteurs sont des États, qui peuvent éventuellement former des coalitions entre eux. Au sein de ce système, deux types d'acteurs coexistent : des Puissances à Potentiel Hégémonique (que nous réuniront sous les sigles PPH) et des États à Faible Potentiel Hégémonique (FPH).

Dans ce système, les PPH sont des producteurs de coopération et les FPH sont des demandeurs de coopération. Ces derniers construisent leurs préférences en fonction de leurs intérêts économiques et politiques, mais surtout de leurs priorités (croissance économique, commerce international, capital humain, développement de l'État Providence, ...). Ces préférences sont

25 - Ici, nous parlons d'acteurs contre-hégémoniques pour faire référence aux États ou groupements d'États en potentielle concurrence avec l'hégémonie américaine. En ce sens, deux groupements d'États se présentent comme les principaux candidats à concurrencer l'hégémonie étasunienne : les BRICS étudiés dans cet article, et l'Union Européenne. Nous considérons l'Union Européenne comme faisant partie de ce groupe contre-hégémonique parce que bien qu'ils portent un projet idéologique moins radicalement opposé aux États-Unis, ils se présentent, même aux yeux des Américains, comme une puissance alternative désirant une place plus importante dans la gouvernance économique mondiale. Voir, par exemple, Belin, Célia, Lopinot, Quentin. « États-Unis-Union Européenne : de la compétition à la défiance ». *Vie Publique*. 24 avril 2020.

changeantes au cours du temps. Ces changements peuvent avoir plusieurs causes, comme par exemple un changement de gouvernement, ou un événement particulier avec des conséquences systémiques (crise économique, risques climatiques, famines, ...). Les Puissances à potentiel hégémonique doivent répondre à ces préférences, mais cette adaptation de la production aux changements des préférences de la demande se fait de manière asynchrone.

De ce point de vue, l'hégémonie est un fait mobile et instable qui dépend des variations des préférences des États à faible puissance hégémonique mais surtout de l'adaptabilité des puissances à potentiel hégémonique pour répondre à ces changements au niveau de la demande.

Si on applique ce raisonnement à la crise de l'hégémonie des États-Unis en 2007, on se rend compte que la crise financière a provoqué un changement des préférences des États à faible potentiel hégémonique. Ces préférences étaient au départ plutôt centrées sur les marchés et la finance. Après la crise, de nouvelles préoccupations sont nées. Non seulement les préférences ont évolué, mais elles se sont multipliées. Ainsi, les États-Unis, qui arrivaient bien à répondre aux besoins des États dans un ordre néolibéral dominé par les logiques de marché, souffrent depuis 2007 à répondre à la fragmentation des préférences de la demande. De ce point de vue, les États-Unis n'ont pas su s'adapter aux nouvelles préférences,

notamment après la stratégie ratée du moment Trump, mais surtout, ils sont dépassés par la multiplication de ces préférences. Aujourd'hui, les États, notamment les pays en développement, ont vu émerger d'autres préoccupations qui s'ajoutent à l'attention portée aux marchés – qui demeure une préoccupation mais parmi d'autres – comme, par exemple, la lutte contre le changement climatique, l'approvisionnement en matière énergétique ou une préoccupation néo-westphalienne de perte de souveraineté étatique.

Dans ce contexte, il y a une demande qui s'est multipliée de la part des États à faible potentiel hégémonique et à laquelle il faut répondre. Pour cela, les Puissances à Potentiel Hégémonique doivent s'adapter à cette nouvelle répartition des préférences. **Cette période d'adaptation est cruciale pour les puissances contre-hégémoniques souhaitant concurrencer l'hégémonie des États-Unis car elle ouvre la grande porte pour une pluralisation de la gouvernance économique mondiale et c'est ainsi que les BRICS ont interprété ce contexte.**

Dans le même ordre d'idées, comme l'affirme Evandro Menezes de Carvalho, « les BRICS apparaissent comme la réponse au manque d'initiative et au manque de crédibilité des puissances occidentales ainsi que des institutions internationales pour traiter la crise qu'elles ont elles-mêmes provoquée ou n'ont pas su éviter ».²⁶ Cette réponse se fait par une volonté réformatrice, et non perturbatrice, de l'ordre mondial.

26 - Menezes de Carvalho, E. (2017). p. 192-203. b.

Dans une logique microéconomique, la fragmentation de la gouvernance économique mondiale doit être perçue comme positive. Cette fragmentation se traduit, au niveau de l'offre, par un nombre de producteurs de coopération plus élevée et par conséquent une plus grande concurrence au sein du marché de la coopération internationale menant à de meilleurs résultats. En effet, plus le nombre d'acteurs est important, plus ils vont s'efforcer d'offrir un meilleur produit pour se différencier de leurs concurrents et se rendre ainsi plus attractifs vis-à-vis des consommateurs. Ce phénomène marque la fin d'un multilatéralisme oligopolistique et l'entrée dans une phase de multilatéralisme en concurrence.

Cette différenciation du produit peut être observée, par exemple, à travers l'étude des nouvelles institutions financières mises en place par les BRICS en juillet 2014. En effet, après le Sommet de Fortaleza, les BRICS s'institutionnalisent pour la première fois avec la création du New Development Bank (NDB) et du Contingent Reserve Arrangement (CRA). Ces deux institutions visent à concurrencer, ou au moins compléter, les institutions de Bretton Woods, le Fonds Monétaire International (FMI) et la Banque Mondiale, dominées par les logiques occidentales, et plus particulièrement par les États-Unis. Cette domination occidentale peut être illustrée par la distribution des quotas au sein du système de vote de ces deux

institutions. Si on prend le cas du Conseil des gouverneurs du FMI, les BRICS repré-sentent 14,82%.

Les "jumelles de Fortaleza", ont ainsi été créées comme des institutions plus adaptées aux demandes de financement des pays émergents.

Les BRICS ont donc devant eux une opportunité unique pour atteindre leur objectif de pluralisation de la gouvernance économique mondiale. D'une part, la décadence de l'hégémonie des États-Unis donne la chance à de nouvelles puissances à potentiel hégémonique de concurrencer l'impérialisme américain. D'autre part, la fragmentation des préférences des États à faible potentiel hégémonique et le besoin de répondre à cette demande fragmentée ouvrent la porte à une nouvelle étape caractérisée par une gouvernance multipolaire. Ces deux phénomènes invitent donc aux BRICS à se renforcer pour gagner du poids au sein de la gouvernance économique mondiale. La partie suivante se questionnera sur le choix de la stratégie pour mener à bien ce renforcement.

Pourquoi l'élargissement ?

L'élargissement comme la stratégie optimale pour renforcer les BRICS

Une fois que l'objectif et le moment sont saisis, la prochaine étape pour un acteur rationnel est la définition d'une stratégie commune. Cette stratégie doit maximiser les bénéfices de l'appartenance

aux BRICS, tout en optimisant le choix stratégique pour atteindre l'objectif de pluralisation de la gouvernance économique mondiale.

Dans un premier temps, cette partie étudiera les raisons du choix de l'élargissement comme stratégie commune et, dans un second temps, elle se centrera sur l'analyse de la rationalité du choix des pays.

Une stratégie pour la quête de l'accumulation des ressources : statu quo ou élargissement ?

Pour comprendre le choix de l'élargissement comme stratégie pour concurrencer l'hégémonie américaine, il faut revenir à la définition du nouvel impérialisme présentée dans la première partie ; plus concrètement à l'aspect cumulatif de l'impérialisme. En effet, les rapports de domination de la puissance hégémonique se construisent à travers un processus d'accumulation de ressources économiques, politiques et symboliques. Suivant cette logique, pour concurrencer l'hégémonie en place, il faut un acteur ou une coalition d'acteurs, qui réussissent à accumuler autant de ressources que l'acteur hégémonique.

Dans cette quête de ressources, les BRICS ont deux options devant eux : attendre et faire confiance à leurs perspectives individuelles de croissance économique (stratégie du statu quo) ou bien accepter de nouveaux membres pour additionner leurs ressources (stratégie d'élargissement).

Du point de vue du néo-institutionnalisme du choix rationnel, les BRICS sont des acteurs rationnels qui, face à une telle décision, procèdent à un calcul coûts-bénéfices afin d'optimiser le choix stratégique.

D'un point de vue économique, la stratégie du statu quo semble judicieuse si on regarde les données de croissance économique. D'après le Fond Monétaire International,²⁷ en 2023, les BRICS représentent un poids économique plus important que le G7 (États-Unis, Japon, Allemagne, France, Royaume-Uni, Italie et Canada), représentant 32% du PIB mondial. De surcroît, ces données sont renforcées par leurs tendances opposées ; tandis que le poids économique des BRICS a augmenté de 12 points par rapport à 2003, le poids du G7 a diminué de 12 points dans la même période.

En même temps, cette stratégie possède quelques risques. Comme le note Menezes de Carvalho,²⁸ cette croissance soutenue des BRICS s'explique essentiellement par « l'exportation de biens agricoles et la reprise des secteurs de l'énergie et des minerais ». Or, nous observons une tendance croissante d'expansion des mesures protectionnistes au niveau international qui peuvent facilement avoir un impact négatif sur la tendance à la hausse de ces économies. Par conséquent, les BRICS sont structurellement dépendants des décisions politiques du reste du monde, ce qui peut remettre en cause leurs performances économiques.

27 - Données issues du site web du Fond Monétaire International
28 - Menezes de Carvalho, E. (2017). p.192-203. c.

De plus, ces données peuvent avoir deux interprétations bien différentes. D'une part, elles invitent à penser que les BRICS comptent avec un poids économique largement suffisant pour concurrencer l'hégémonie américaine ; mais d'autre part, les données invitent aussi à se demander pourquoi les BRICS ne réussissent pas à s'imposer en tant que bloc contre-hégémonique malgré leurs résultats économiques. Ainsi, d'autres facteurs doivent être analysés pour comprendre les lacunes des BRICS et le choix de la stratégie d'élargissement.

D'autres ressources entrent donc en jeu pour devenir un acteur hégémonique. En effet, les capitaux politiques et symboliques ont autant d'importance que les ressources économiques lors de la construction d'une relation hégémonique entre États. Cependant, ces deux ressources constituent le talon d'Achille des BRICS. Le manque de positions communes cohérentes et l'hétérogénéité politique entre ses membres sont le plus grand obstacle du groupement, empêchant leur discours de gagner du poids au sein de la communauté internationale.

En ce sens, la stratégie d'élargissement semble la plus pertinente pour gagner en ressources symboliques et politiques. L'entrée de nouveaux membres supposerait l'addition immédiate de l'ensemble de leurs ressources économiques, symboliques et politiques. Une lecture de l'entrée de l'Afrique du Sud en 2012 est utile pour comprendre ce phénomène. En effet, comme l'affirme

Oliver Stuenkel,²⁹ l'entrée de l'Afrique du Sud a bénéficié au groupement dans son ensemble, devenant un club « plus mondialisé avec une légitimité accrue pour représenter le monde émergent. » Dans ce cas, l'Afrique du Sud représentait le point d'entrée³⁰ des BRICS en Afrique, présentant aux pays africains, selon Stuenkel, « une gamme alternative de partenaires, ouvrant un espace politique et reconfigurant et restructurant les processus de la globalisation ».

Avec l'entrée de l'Afrique du Sud en 2012 les BRICS ont gagné en légitimité au niveau international pour parler au nom des pays du Sud. Cela leur a également permis de « socialiser »³¹ l'Afrique du Sud et les nouveaux partenaires africains aux points de vue des BRICS. Ce processus de socialisation – c'est-à-dire de transmission et assimilation des normes, valeurs et discours – constitue une ressource politique très importante. En effet, à travers ce processus, les BRICS ont eu l'opportunité de façonner, dans une certaine mesure, les discours des États membres au sein des organisations internationales selon les intérêts du groupe.

Il faut noter que le problème de la cohérence politique demeure, voire s'aggrave, avec l'élargissement. Cependant, les bénéfices potentiels de l'élargissement semblent compenser le problème d'hétérogénéité et de manque de cohérence politique. D'autant plus que le problème de cohésion existe déjà ; en d'autres

29 - Stuenkel, O. (2013). p.310-319.

30 - Carmody, P. R. (2013). a.

31 - Zhao, H.; Lesage, D. (2020). p. 93-124.

termes, si les BRICS choisissent le statu quo, ils vont subir les mêmes coûts liés au manque de cohésion que s'ils choisissent la stratégie d'élargissement. En revanche, avec l'élargissement ils vont gagner d'autres ressources politiques – comme, par exemple, l'influence régionale des nouveaux membres – qu'ils ne gagneraient pas en choisissant de ne rien faire.

La stratégie d'élargissement semble donc compléter les lacunes de la stratégie du statu quo. D'une part, elle vient rajouter les ressources économiques à celles dont disposent déjà le groupement. D'autre part, cette stratégie permet de renforcer les ressources politiques et symboliques permettant aux BRICS d'avoir une plus grande légitimité pour représenter les pays émergents, ainsi que de socialiser non seulement les pays, mais aussi leurs régions d'appartenance, aux points de vue du club.

La rationalité derrière le choix des pays invités : implantation régionale, alignement politique et équilibre des puissances.

Une fois que la stratégie est choisie, les acteurs doivent chercher à optimiser la mise en place de celle-ci afin de maximiser les bénéfices. Cette dernière sous-partie analysera le choix des nouveaux pays membres des BRICS comme un choix optimisateur visant à maximiser les gains liés à l'appartenance au groupement.

En regardant la liste des pays invités à rejoindre les BRICS en janvier 2024, une question se pose : pourquoi ces pays et pas d'autres ? Si on s'attache à l'argument qui réunit les BRICS pour la première fois en 2009, ces pays devraient être des puissances émergentes avec les perspectives de croissance à moyen terme les plus élevées du Sud, leur permettant de dépasser les pays développés en quelques années. Cependant, une simple observation des pays invités permet de se rendre compte qu'il existe des pays émergents plus riches et avec des perspectives de croissance plus élevées que celles des pays choisis. Par exemple, en 2022, en Amérique Latine, le Mexique a de meilleurs résultats économiques que l'Argentine ou, en Asie, l'Indonésie est la première économie de l'ASEAN avec un PIB plus élevé que l'Arabie Saoudite (première économie du Moyen-Orient). **Ce choix de pays vient ainsi changer la nature même des BRICS qui n'est plus une réunion des plus grandes puissances économiques émergentes, mais une réunion de puissances émergentes tout court.**

Ce même phénomène a eu lieu en 2011 avec l'intégration de l'Afrique du Sud, choisie malgré l'existence d'autres puissances de plus grande taille ou avec des meilleures performances économiques comme l'Indonésie, la Turquie ou l'Arabie Saoudite.³² Un retour en arrière au choix de l'Afrique du Sud peut donc aider à comprendre les critères des BRICS lors du choix des pays.

32 - Carmody, P. R. (2013).b.

Le principal argument du choix de l'Afrique du Sud en 2012 était le besoin pour les BRICS d'avoir un point d'entrée en Afrique.³³ À travers ce choix, les BRICS cherchaient une plus forte implantation au sein de la région africaine. Cet argument géographique pour exercer une plus grande influence dans de nouvelles régions peut être utilisé pour justifier les choix du 24 août 2023. La stratégie régionale la plus évidente concerne le Moyen-Orient. Ainsi, quatre des six pays invités (l'Iran, l'Égypte, l'Arabie Saoudite et les Émirats Arabes Unis) appartiennent à cette région clé, notamment en matière de ressources primaires et énergétiques. Cela expliquerait pourquoi ces pays ont été choisis avant l'Indonésie, appartenant à une région où la Chine possède déjà une influence considérable.

Un autre argument évoqué pour expliquer l'intégration de l'Afrique du Sud était l'alignement des positions en matière de politique étrangère. **En 2023, la position des pays vis-à-vis de la guerre en Ukraine a, sans doute, pu jouer un rôle majeur dans le choix des pays.** On constate ainsi qu'aucun des six pays ne soutient publiquement l'Ukraine dans le conflit. Certains se considèrent comme neutres, c'est le cas de l'Argentine, qui ne s'est pas associée aux sanctions et à l'envoi d'armement comme leur demandaient les États-Unis et l'Union Européenne.³⁴ D'autres, comme l'Iran, soutiennent directement la Russie comme en témoignent les visites en 2022 de Raïssi à Moscou et de Poutine à Téhéran.³⁵

Enfin, un troisième argument peut être évoqué concernant la taille des pays. **Il ne faut pas oublier que les BRICS sont des concurrents non seulement vis-à-vis du reste du monde, mais aussi entre eux-mêmes.**³⁶ Cette concurrence façonne donc le choix des nouveaux membres : le pays invité ne doit être ni trop grand ni trop proche géographiquement d'un État membre parce qu'il risque de mettre en péril la domination régionale des États membres. En même temps, comme l'affirme André C. Joordan, «les gains seraient suboptimaux si l'intégration se fait entre des sociétés très inégales avec une demande restreinte.»³⁷ Le choix des pays est donc borné des deux côtés : le pays invité ne doit être ni trop grand, pour ne pas concurrencer au niveau régional un BRICS, ni trop petit, afin de ne pas créer de grandes inégalités et rapports de dépendance entre les membres du groupement.

Observons le cas du choix du pays en Amérique Latine, région prioritaire pour les BRICS dans leur quête de désoccidentalisation de la gouvernance économique mondiale. Trois possibles candidats peuvent être mis en avant : l'Argentine, le Mexique et le Venezuela. D'un côté, le Mexique, avec un PIB supérieur à celui des deux autres et des tendances à la hausse de sa croissance, risque de devenir un futur concurrent sérieux pour le Brésil. De l'autre côté, le Venezuela, un pays avec des positions anti-occidentales très marquées et parfaitement alignées avec les positions des BRICS, possède un PIB 10 fois infé-

33 - Carmody, P. R. (2013).c.

34 - Gomez, F-X. (mars 2023).

35 - Zerrouki, M. et Vitkine, B. (mars 2023).

36 - Thakur, Ramesh. (2014). p.1791-1808

37 - Jordaán, A. C. (2021). p.454-468.

rieur à celui du Brésil,³⁸ créant une très grande inégalité entre des membres du groupement. Au milieu, l'Argentine n'est pas suffisamment stable économiquement pour concurrencer le Brésil : son PIB est environ 3 fois plus petit,³⁹ mais les inégalités restent moindres. Cet exemple montre bien l'équilibre entre puissances recherché par les BRICS.

Le choix des pays invités est donc le résultat d'un calcul de la part des membres des BRICS pour maximiser les gains liés à leur appartenance au groupement mais aussi pour optimiser la stratégie d'élargissement afin de réussir leur objectif de pluralisation de l'ordre mondial. Trois arguments principaux peuvent ainsi être évoqués : l'implantation régionale, l'alignement des positions en matière de politique étrangère et l'équilibre des puissances.

Conclusion

Une lecture néo-institutionnaliste du choix rationnel de la stratégie d'élargissement adoptée par les BRICS permet donc de bien comprendre le mode de fonctionnement et les logiques de ce groupement. Cela est d'autant plus utile si on tient compte du caractère informel, et par conséquent opaque, de cette organisation. À travers l'hypothèse de la rationalité des États, cet article a montré, d'une part, pourquoi les BRICS ont choisi ce moment pour se renforcer et, d'autre part, pourquoi le groupement a

a choisi l'élargissement comme stratégie pour se renforcer.

Les BRICS ont entre eux une relation purement pragmatique avec l'objectif commun de pluralisation et démocratisation de la gouvernance économique mondiale, traditionnellement dominée par l'Occident, et plus particulièrement par les États-Unis. Le déclin de l'hégémonie étatsunienne et la fragmentation des préférences des États demandeurs de coopération offre une opportunité unique aux BRICS pour gagner du terrain dans le marché de la coopération internationale.

Face à cette opportunité, les BRICS doivent trouver une stratégie pour se renforcer et l'élargissement apparaît alors comme la stratégie optimale. Le renforcement passe par une accumulation de ressources économiques, politiques et symboliques et l'élargissement semble répondre à ce besoin. En même temps, en choisissant cette stratégie, les BRICS doivent faire face à un autre calcul, cette fois-ci concernant le choix des pays invités. En ce sens, pour maximiser les gains de l'élargissement, les nouveaux membres doivent être 1) des puissances régionales permettant une implantation dans de nouveaux marchés de coopération, 2) des États dont leurs positions en matière de politique étrangère soient alignées avec celles des BRICS, 3) des pays dont leurs économies ne soient ni trop grandes pour concurrencer les États membres,

38 - Fonds Monétaire International. (2018).

39 - *Ibid*

ni trop petite pour créer des inégalités trop importantes conduisant à des relations de dépendance.

Cependant, ces calculs optimisateurs sont faits sur la base d'anticipations faites par les BRICS. Il existe donc un risque de sous-optimalité de la stratégie d'élargissement. Ce risque est lié à la plus grande lacune des BRICS évoquée tout au long de l'article, c'est-à-dire le manque de cohérence politique et la faible institutionnalisation provoquée par l'informalité du groupement. L'élargissement vient rajouter une couche de complexité à ce puzzle. Si aucun effort d'institutionnalisation est fait de la part des BRICS après le 1er janvier 2024, la croissance du nombre de membres va rendre encore plus compliqué le consensus pour une position commune vis-à-vis de la communauté internationale. **Ainsi, si les BRICS ne réussissent pas à institutionnaliser leurs stratégies et objectifs communs pour une meilleure cohésion, le choix de l'élargissement sera toujours sous-optimal pour les pays membres.**

par Juan Lopez Muelas

Références

- **AMIN, Samir.** « Development and Structural Change: The African Experience, 1950-1970 », *Journal of international affairs* (New York). 1970, vol.24 no 2. p. 203-223.
- **AMIN, Samir.** « Imperialism and Globalization », *Monthly review* (New York. 1949). 2001, vol.53 no 2. p. 6-24.
- **AMIN, Samir.** « Exiting the Crisis of Capitalism or Capitalism in Crisis? », *Globalizations*. 2010, vol.7 no 1-2. p. 261-273.
- **BATES, R.** et al., *Analytical Narratives*, Princeton, Princeton University Press, 1998.
- **BEESON, Mark et JINGHAN Zeng** « The BRICS and global governance: China's contradictory role », *Third world quarterly*. 2018, vol.39 no 10. p. 1962-1978
- **BELIN, Célia, LOPINOT, Quentin.** « États-Unis-Union Européenne : de la compétition à la défiance ». *Vie Publique*. 24 avril 2020
- **BONCOURT, Thibaud**, 2021. *Sociologie des Organisations Politiques [Cours Magistral]*. Lieu : Paris 1 Panthéon-Sorbonne
- **BROUARD, Sylvain. BALME, Richard.** Les conséquences des choix politiques : choix rationnel et action publique. *Revue Française de Science Politique*, 2005, 55 (1), pp.33-50
- **CARMODY, Pádraig Risteard.** *The rise of the BRICS in Africa: the geopolitics of South-South relations*. London New York: Zed Books. 2013
- **DELORI, Mathias ; Saurugger, Sabine.** Introduction. Pour un plus grand pluralisme théorique et méthodologique en science politique In: *Le choix rationnel en science politique: Débats*. Rennes: Presses universitaires de Rennes, 2009.
- **DELORI, Mathias**, « Néo-institutionnalisme du choix rationnel », dans : Laurie Boussaguet éd., *Dictionnaire des politiques publiques*. 4e édition précédée d'un nouvel avant-propos. Paris, Presses de Sciences Po, « Références », 2014, p. 359-367.
- **DOWNS, Anthony.** *An Economic Theory of Democracy*, New York, Harper and Row, 1957
- **GARDON, Sébastien ; GAUTIER, Amandine ; y LE NAOUR, Gwenola.** Chapitre 4 - Les approches néo-institutionnelles In: *La santé globale au prisme de l'analyse des politiques publiques*. Versailles: Éditions Quæ, 2020

- **GOMEZ, François-Xavier.** « Sur l'invasion russe en Ukraine, l'Amérique latine s'accroche à sa neutralité » Libération. 24 mars 2023.
- **GVOSDEV, Nikola.** "The Realist Prism: U.S. Power and Its Discontents". World Politics Review. 2012.
- **HARVEY, David.** The New Imperialism. Oxford : Oxford University Press, Incorporated. 2003. xi-xi p.
- **JORDAAN, André C.** « BRICS -quo vadis ? ». Development Southern Africa, 2021. 38 :3, p. 454-468
- **KIPGEN, K Thangjalen et SUKALPA, Chakrabati.** « The Politics underpinning the BRICS expansion », Journal of Liberty and International Affairs (Bitola). 2022, vol. 8 no. 3. p. 445-448
- **LARIONOVA, Marina. KIRTON, John J., et al.** BRICS and global governance. London : Routledge 2018. p. 4
- **LUXEMBOURG, Rosa.** The Accumulation of Capital. 1913
- **MENEZES DE CARVALHO, Evandro.** "Les risques liés à l'élargissement des BRICS », Hermès, La Revue, 2017/3 (n° 79), p. 192-203
- **NAYYAR, D.** Catch-up: Developing countries in the world economy. Oxford University Press. 2013
- **PRZEWORSKI, A.** Sustainable Democracy, Cambridge, Cambridge University Press, 1995.
- **SATGAR, Vishwas (ed.).** BRICS and the New American Imperialism: Global rivalry and resistance. Johannesburg. Wits University Press. 2020
- **SHEPSLE, K.** « Studying Institutions : Some Lessons from the Rational Choice Approach », Journal of Theoretical Politics, 1 (2), 1989, p. 131-147
- **SIDDIQUI, Huma.** "India Takes Lead in BRICS Expansion Efforts: Forging Consensus on New Member Selection", Financial Express. 2023.
- **SIDDIQUI, Huma.** "PM Modi champions BRICS expansion and collaboration in landmark address", Financial Express. 2023
- **STUENKEL, Olivier.** "BRICS expansion would be a sign of China's growing influence", The Economist (Londres). 2023
- **STUENKEL, Olivier,** 2014. "Emerging powers and status: The case of the first BRICS summit". Asian Perspective 38(1), 89-109.
- **STUENKEL, Oliver.** « South Africa's BRICS membership: A win-win situation? », African journal of political science and international relations. 2013, vol.7 no 7. p. 310-319.
- **THAKUR, Ramesh.** "How representative are BRICS?", Third world quarterly. 2014, vol.35 no.10 p.1791-1808
- **ZERROUKI, Madjid et VITKINE, Benoit.** « La guerre en Ukraine pousse Russie et Iran dans un front commun des « parias ». Le Monde. 31 mars 2023.
- **ZHAO H., LESAGE D.** "Explaining BRICS Outreach: Motivations and Institutionalization". International Organisations Research Journal, vol. 15, no 2, pp. 93-124 (in English). 2020

La gouvernance environnementale à l'ère des BRICS :

Perspective et défi

Eva Jost

Sous la conduite du Président sud-africain Ramaphosa, le XVème sommet des BRICS fut l'occasion pour les dirigeants des puissances émergentes – Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud – d'échanger sur les enjeux de multilatéralisme, les différentes réformes stratégiques, mais aussi d'aborder les sujets de la gestion énergétique, de la transition et du développement durable. À l'ordre du jour, l'annonce officielle de l'arrivée de six nouveaux pays membres en janvier prochain, à savoir : l'Argentine, l'Égypte, l'Éthiopie, l'Iran, l'Arabie Saoudite et les Émirats-Arabes-Unis, a été un moment des plus attendus, symbole de nombreux enjeux stratégiques, entre autres, sur les questions énergétiques. Depuis leur tout premier rassemblement, les BRICS, entendent diversifier leur coopération dans de nombreux domaines stratégiques, y compris l'énergie. La coopération énergétique au sein des BRICS revêt une importance détermi-

nante en raison de la demande mondiale croissante, de leurs ressources énergétiques abondantes, mais aussi de leur poids économique global avec une part de 31,6 % en 2022 sur le PIB mondial, au-delà des 29,9 % des pays du G7.¹ Dans cette nouvelle perspective, le nouvel élargissement, comprenant l'Iran, l'Arabie Saoudite et les Émirats Arabes Unis, pays membres de l'OPEP, et figurant parmi les dix premiers producteurs de pétrole au monde, permettrait au groupe de compter pour 51 % de la production mondiale des énergies fossiles contre 31% aujourd'hui.²

Malgré leurs dépendances économiques et financières accrues en énergies fossiles,³ il est évident que depuis une décennie les BRICS connaissent un mouvement de croissance dans lequel l'environnement et la transition énergétique se posent comme des questions centrales révélatrices de nombreux enjeux sous-jacents sociaux, économiques et politiques.⁴ En effet, le contexte récent de la crise énergétique

1 - Shahay, T; Mackenzie, K. (2023). a

2 - Le Grand Continent. (2023)

3 - Jules, R. (2023).

4 - D'Almeida, N. (2023). p.173-179. a

amorcée en 2020 lors de la crise sanitaire, et amplifiée en 2022 sous l'invasion de l'Ukraine par la Russie, a renforcé la volonté des pays émergents d'assurer leur sécurité énergétique⁵, mais a de la même manière creusé l'écart entre les « Nord Sud » tout en favorisant un sentiment d'ordre biaisé,⁶ ainsi qu'une méfiance grandissante à l'égard des politiques environnementales occidentales. Ce sentiment et cette méfiance se sont notamment traduits dans les propos du président brésilien Lula da Silva, prononcés lors de ce sommet : « Nous ne devons pas accepter un néocolonialisme vert qui impose des barrières commerciales et des politiques protectionnistes sous prétexte de protéger l'environnement ».

Les fondements de la coopération énergétique

La coopération énergétique entre les BRICS repose sur plusieurs axes clés dont l'échange massif de technologies énergétiques, que ce soit dans le cas des énergies fossiles ou plus récemment pour le développement des énergies renouvelables. À cet égard, les BRICS travaillent étroitement à la construction d'infrastructures énergétiques, mais aussi à l'amélioration de l'efficacité des infrastructures pour l'acheminement d'énergies fossiles, telles que les pipelines ou centrales électriques. Le projet de construction d'un gazoduc reliant la Russie à la Chine « Power of Siberia » de 3 000 km et d'une capacité de transport de 61 milliards m³/a, illustre les moyens

colossaux mis en œuvre dans le cadre de financement bilatéral pour l'énergie. Toutefois et à l'heure actuelle, cette coopération se concentre davantage sur le cas prometteur des énergies renouvelables thermiques (biomasse, géothermie, solaire thermique, et électriques (éolien, solaire photovoltaïque, géothermie, biomasse et biogaz). En effet, et face aux dépendances accrues du système international en énergies fossiles (charbon, pétrole et gaz), les impacts négatifs sur le réchauffement et changement climatique, et en conséquence, les préoccupations d'ordre environnementales croissantes, les pays développés et en développement comme les BRICS envisagent l'alternative du renouvelable comme une des solutions viables sur le long terme.⁷ Il reste toutefois clair que cette question des EnR soulève des divergences entre les pays du groupe. Certaines puissances comme la Russie, dont l'économie dépend significativement des exportations d'énergies fossiles (pétrole et gaz), adopte une position plus-ou-moins attentiste vis-à-vis du réchauffement climatique et du recours aux énergies renouvelables. Pour autant, l'alternative des EnR apparaît comme viable sur le long terme, des études scientifiques démontrant, les répercussions positives de l'usage des énergies renouvelables dans la réduction des dégradations environnementales, des émissions de CO₂ et de gaz à effet de serre, ainsi que la protection de l'environnement. Viable également puisque les BRICS ont compris le potentiel économique indéniable des EnR, en mesure

5 - Shahay, T; Mackenzie, K. (2023). b

6 - *Ibid*

7 - Anshita, S; Udit Kumar, S; Ashis Kumar, P; Ronny, T. (2023).

de stimuler une nouvelle croissance économique. En outre, et d'un point de vue géopolitique, le renouvelable garantirait une plus grande sécurité énergétique, et en ce sens, permettrait de diversifier les sources d'énergie, d'assurer leur approvisionnement stable, ainsi que leur gestion, pour répondre aux besoins en énergie essentiels. Cette sécurité est d'autant plus cruciale qu'elle consolide l'économie et permet le maintien d'une stabilité intérieure. À la poursuite de ces objectifs, certains pays membres des BRICS comme l'Afrique du sud, le Brésil et l'Inde, des économies en pleine croissance se donne l'objectif d'atteindre la neutralité carbone pour 2050 par le recours aux énergies renouvelables, et on à ce titre annoncé leurs objectifs de réalisation d'émissions nettes nulles d'ici 2050, 2060 et 2070 respectivement.

Dans le cas spécifique chinois, et selon les prévisions, la Chine annonce une augmentation de 50 % dans la production de ses EnR d'ici 2025, pour atteindre l'objectif ambitieux des 3,300 milliards de KWh⁸. Guidé par son 14-ème plan quinquennal sur le développement des énergies renouvelables (2021-2025), le pays a établi des objectifs détaillés, notamment sur le mix énergétique, à savoir la répartition des énergies comme les hydrocarbures, le nucléaire, le gaz et les EnR, au sein de la production d'énergies utilisables, en l'occurrence l'électricité ou la chaleur ; ou encore le contrôle de la pollution atmosphérique. Dans cette perspective, la Chine, ne prévoit pas pour autant une réduction dans sa consommation d'énergies fossiles, au contraire,

elle continuera d'augmenter sa consommation en énergies non-renouvelables, reconnaissant le rôle substantiel des énergies fossiles dans la sécurité et transition énergétique, tout en devenant le plus gros investisseur mondial dans les EnR, dans la continuité des engagements envers l'accord de Paris.

Dans le même temps des pays comme l'Inde, l'Afrique du Sud se positionnent en tant que « surfeurs »⁹ suivant la tendance aux ENR adoptant progressivement des technologies pour en produire plus largement. À titre d'exemple, la Chine et l'Inde ont collaboré dans le domaine des énergies renouvelables, en signant des accords pour le développement de parcs éoliens et solaires en Inde. Cette coopération permet à l'Inde de tirer parti de l'expertise chinoise dans les technologies d'énergie propre tout en réduisant sa dépendance aux combustibles fossiles.

Quant à lui, le Brésil de Lula, se veut une nouvelle nation verte, et obtient de la Chine un transfert massif de technologie visant à développer des projets éoliens ou dans l'hydrogène vert. Ces transferts font d'ailleurs du Brésil le premier pays en développement en termes d'attraction d'investissements étrangers dans les énergies renouvelables, avec 115 milliards de dollars de projets.¹⁰ Ce type de phénomènes illustre à plus grande échelle, les nombreux accords bilatéraux établis par les BRICS, garantissant un accès à l'investissement, à des prêts concessionnels et à des matières premières.

Afin de rendre cette coopération énergétique viable et durable, des méca-

8 - Zhou, F; Peng, L; Li, J. (2022).

9 - Naidoo, D. (2023).

10 - Shahay, T; Mackenzie, K. (2023). c

nismes institutionnels tels que le Forum de coopération en matière d'énergie des BRICS, et les sommets annuels qui mettent également à l'ordre du jour ces questions, promeuvent et entretiennent ce dialogue entre les pays membres, établissant une vision et des objectifs énergétiques communs. De même, les BRICS assurent leur présence et leur influence dans la sphère internationale et ceci, dans la volonté de façonner la gouvernance environnementale mondiale, à leur image.

Les BRICS et la gouvernance environnementale mondiale

Les BRICS, au-delà d'un regroupement de pays émergents, constituent dans leur principe un regroupement de convergence et de divergence, la création d'une volonté commune de peser dans l'ordre international, et ceci en réformant les instances onusiennes, ainsi que des perceptions et visions contrastées sur les modèles de croissance et ressources, en particulier sur l'énergie.

La question de la gestion des ressources, de l'énergie ou plus largement la question environnementale, façonne de plus en plus les relations entre pays développés et pays émergents. Il est alors question de problèmes de responsabilité et d'équité.¹¹ La crise climatique a une influence sur l'opinion commune et a tendance à polariser davantage qu'à rassembler. Certains pays, dont certains nouveaux membres des BRICS, comptent parmi les plus grands producteurs et fournisseurs d'é-

nergies fossiles, et parmi les 20 premiers pollueurs de la planète.¹²

Il est alors question d'une bipolarisation de la question climatique qui s'illustre déjà lors de la première conférence internationale de 1972 et qui s'est complexifiée depuis. En effet, la déclaration de Stockholm de 1972 a mis sur le devant de la scène internationale les questions d'ordre environnemental, instaurant un dialogue progressif ainsi qu'un débat régulier sur ces enjeux entre les pays industrialisés, développés et les pays en développement. Ces échanges axés sur la croissance économique, la pollution générée au niveau mondial et le bien-être de l'humanité allait constituer les fondements d'une nouvelle gouvernance mondiale, celle de l'environnement.¹³ Cette nouvelle gouvernance devait être animée par des conférences environnementales annuelles, en elles-mêmes des espaces de rassemblements, mais aussi de division. Depuis leur création, les BRICS ont toujours eu le dessein de participer à ces instances, tout en faisant preuve d'une certaine ambivalence, méfiance et critique, dans une quête d'affirmation de leurs intérêts au sein d'un nouvel équilibre.

D'autres leviers de cette nouvelle gouvernance internationale de l'environnement instaurés par d'autres conférences internationales comme le Sommet de la Terre de Rio en 1992 ou encore le Protocole de Kyoto en 1997, ont agrandi le champ d'action de celle-ci, instaurant une nouvelle dynamique centrée sur le volontarisme politique et

11 - D'Almeida, N. (2023). p.173-179. b

12 - *Ibid*

13 - *Ibid*

l'engagement contraignant, en faveur d'un développement durable, avec des effets économiques, sociaux et environnementaux. Ce nouvel effort se traduit par exemple par la création de conventions de processus internationaux tels que la Convention Cadre des Nations Unies sur le Changement Climatique (CCNUCC), la Convention sur la Diversité Biologique (CDB) ou encore la Commission pour le Développement Durable (CDD). La CCNUCC a notamment admis le système climatique comme une ressource partagée, exacerbant cette notion de responsabilité commune sur le patrimoine environnemental mondial, et par voie de conséquence l'exercice d'une justice climatique dans les négociations climatiques mondiales. Ce concept de responsabilité a également été traité dans le protocole de Kyoto en la déterminant comme partagée mais différenciée.¹⁴ Les 37 pays industrialisés sont alors présentés comme responsables de l'état de fait actuel ; les pays en développement quant à eux, se voient en premier lieu exonérés de cette responsabilité. De ce protocole, est aussi né le Mécanisme de Développement Propre (MDP), soutenu par des pays européens et bénéficiant en grande partie à des pays comme la Chine, l'Inde ou le Brésil, poids lourds des BRICS.

Cette bipolarisation de la responsabilité environnementale sert pour ainsi dire aux pays en développement, d'argument politique pour forcer les pays développés à réduire leurs émissions tout en soutenant parallèlement les projets de développement dans

les pays émergents.¹⁵ À ce titre, les pays en développement lors de la conférence de Copenhague (2009) ont résisté face à des restrictions sur leur croissance. De même à posteriori, lors de la COP 21 de Paris, un nouvel accord a été conclu, exigeant aux pays industrialisés et développés de fournir davantage de ressources financières aux pays en développement. Ces ressources impliquaient le versement de 100 milliards de dollars par an et ceci jusqu'en 2020, suivi d'une révision à la hausse. Il est évidemment toujours question pour les pays développés de réduire leurs émissions de manière absolue, alors qu'à l'inverse, dans le cas des pays en développement, des efforts d'atténuation des émissions restent relatifs et dépendants des contextes nationaux spécifiques.

Les BRICS considèrent de ce fait la question environnementale à la fois comme une question totale et ouverte. Totale, dans le contexte où la possibilité de la vie est remise en jeu par les émissions de gaz à effet de serre, la destruction de la biodiversité, la pollution des sols ; ouverte, car également dépendante d'une conjoncture plus générale, et en ce sens évoluant au gré des conditions économiques et politiques. En outre, cette ambivalence s'illustre dans l'apparente conciliation entre des intérêts d'intégration aux accords internationaux et des intérêts sud-sud force de propositions et d'innovations. Cette volonté de faire prévaloir la coopération Sud-Sud réintervient dans le cadre de la gouvernance internationale environnementale jugée

14 - D'Almeida, N. (2023). p.173-179. c

15 - *Ibid*

par les BRICS comme trop ancrée sur les Nations Unies ou les pays développés. En 2015, Zhang Gaoli Vice Premier ministre chinois assurait son soutien à la COP21 et à la signature de l'Accord de Paris tout en affirmant que la Chine poursuivrait ses objectifs de coopération Sud Sud. Les BRICS remettent en question les institutions internationales, mais continuent d'y participer dans une tentative de faire prévaloir leurs intérêts. Ils entendent participer à l'agenda international, et dans le même temps trouver d'autres alternatives unilatérales pour relever le défi mondial climatique et énergétique. Cette volonté de développer des alternatives unilatérales s'affirme lors du premier sommet annuel des BRICS de 2009, avec l'apparition de l'idée d'établir un commerce en dehors du système commercial régi par la Banque mondiale et l'écrasante hégémonie du dollar. Par la suite, cette idée se concrétisera en 2015 par la création de la Nouvelle Banque de développement (NBD) basée à Shanghai, qui dans la perspective de la gouvernance environnementale mondiale, a pour mission de créer un Fond vert pour les projets écologiques, de développement des énergies renouvelables ou autres technologies vertes.

Une organisation des champs d'action autour l'énergie et de l'innovation

En 2015, la création de la NBD et notamment la Déclaration du Cap sur la science, la technologie et l'innovation, présente l'organisation des champs

d'action sous la direction des pays membres, déléguée au niveau local à des agences responsables de la mobilisation des parties prenantes, ressources, et qui assure le suivi des projets :¹⁶

Brésil : Prévention des catastrophes naturelles et atténuation de leurs effets - surveillance et alerte rapide - centre national de surveillance et d'alerte rapide des catastrophes naturelles.

Russie : Ressources en eau et traitement de la pollution - Plate-forme technologique pour un développement écologique et durable.

Inde : Technologie géospatiale et son application pour la mise au point des systèmes d'aide à la décision basés sur les TIC and la technologie spatiale pour la gestion des risques climatiques et une planification du développement adapté en vue d'assurer un habitat durable – Infrastructure nationale des données spatiales, Département de la science et de la technologie.

Chine : Énergies nouvelles et renouvelables, et efficacité énergétique avec comme sous-champ l'éclairage à semi-conducteurs – Ministère de la science et de la technologie.

Afrique du Sud : Astronomie – Fondation nationale de recherche.

Cette organisation des pays par thématique laisse transparaître les intérêts BRICS pour les questions durables et énergétiques. En ce sens et depuis le XIVE sommet des BRICS, il est clair que l'on assiste au renforcement de la coopération entre les pays membres et

16 - Khan, M. (2017). p. 124-131.

et ceci dans un large éventail de domaines liés à l'énergie ou à l'économie verte, en faveur de la lutte contre les effets du changements climatiques, et pour une croissance durable. Ces enjeux sont d'autant plus présents dans les différents organes créés par les BRICS, comme son Forum des entreprises, qui dans son édition 2022 a publiée diverses initiatives pour élargir la coopération dans l'énergie verte, ou encore les mécanismes innovants BRICS+ pour lutter contre les inégalités du modèle de développement mondial. Dans la même perspective, la communauté des affaires des BRICS, par l'initiative de Beijing, vise à la promotion d'un développement mondial durable et à l'accélération de la transition verte par l'échange d'informations, la coopération soutenue dans les énergies propres, les technologies bas-carbone ainsi que la construction d'infrastructures résilientes.

Les conséquences de l'élargissement des BRICS

Parmi les six nouveaux pays ayant rejoint les BRICS, une grande partie représente d'importants exportateurs ou producteurs d'énergie, ce qui implique des conséquences sur l'équilibre international de la gestion de l'énergie.

Il est intéressant de s'interroger sur les possibles impacts de cet élargissement et ceci notamment sur la sécurité énergétique mondiale. Dans ce cas, il apparaît comme fort probable que les BRICS élargis, adopteront une approche similaire à celle du Partenariat pour la Sécurité des Minéraux (MSP),¹⁷

une initiative menée par les États-Unis pour renforcer la sécurité énergétique essentielle pour eux-mêmes et treize de leurs alliés occidentaux. Ce partenariat vise plus largement à garantir la production, le traitement et le recyclage des terres rares, afin que les pays puissent tirer pleinement parti de leurs ressources géologiques, notamment à des fins économiques. Sur le lithium, l'arrivée de l'Argentine renforcera son approvisionnement auprès des BRICS, puisque le pays possède à lui seul, la troisième plus grande réserve de lithium au monde. D'après certaines prévisions, la part de l'Argentine dans l'offre mondiale de lithium passerait de 6 % en 2021 à 16 % en 2030, et dépasserait le Chili, pour devenir d'ici 2027,¹⁸ le deuxième producteur de lithium au monde. Ces réserves de lithium stratégiques, indispensables pour la transition énergétique, notamment la fabrication de batterie des voitures électriques, placeraient les BRICS parmi les trois des cinq plus grands producteurs de lithium au monde, aux côtés de la Chine et du Brésil.

Tout comme le MSP, les BRICS chercheront également à accroître les investissements publics et privés dans les chaînes d'approvisionnement en terres rares. L'Arabie saoudite, autre nouvel arrivant, réalise déjà des investissements importants dans le lithium et d'autres terres rares. Au Brésil, le pays a récemment conclu un accord de 2,6 milliards de dollars pour acquérir une participation de 10 % dans la plus grande société minière du Brésil,¹⁹ Vale, dans le but d'accéder à divers minéraux critiques,

17 - Baskaran, G; Cahill, B. (2023).

18 - *Ibid*

19 - *Ibid*

De même, au sujet des impacts de cet élargissement sur les investissements dans les terres rares et sur les flux commerciaux, au cours de la dernière décennie, les pays des BRICS se sont efforcés d'appliquer des restrictions quant à l'exportation de minéraux critiques. Selon les données de l'OCDE de 2021, la Chine aurait appliqué trente-cinq restrictions à l'exportation de ressources naturelles, contre dix-sept pour la Russie, trente-deux pour l'Inde, quatorze pour l'Afrique du Sud et sept pour le Brésil. Entre 2009 à 2020, la Chine a multiplié par neuf ses restrictions à l'exportation de terres rares, y compris les licences non-automatiques et les taxes à l'exportation. Il est clair que ces pays continueront d'appliquer ces restrictions individuelles à l'exportation, mais il est tout à fait possible qu'une approche plus coordonnée puisse se développer.

Un BRICS élargi détiendrait 72 % des terres rares, mais aussi 75 % du manganèse mondial, 50 % du graphite mondial, 28 % du nickel mondial et 10 % du cuivre mondial (à l'exclusion des réserves de l'Iran).²⁰ L'élargissement des BRICS pourrait également se traduire par une augmentation des investissements dans des projets et des lieux que les pays non-partenaires éviteraient. L'Iran en est un bon exemple et possède d'importantes quantités de terres rares dans son sol, notamment les plus grandes réserves de zinc au monde ainsi que le deuxième plus grand gisement de cuivre dans sa mine de Sarcheshmeh. Toutefois, l'Iran n'a pas été en mesure de mobiliser des investissements pour accroître sa production en

raison de sanctions économiques rigides, et pourrait envisager de les contourner par les BRICS.

Sur la question du pétrole et du gaz et avec l'ajout de l'Arabie saoudite, des Émirats arabes unis et de l'Iran, le groupe comprendrait désormais trois des plus grands exportateurs de pétrole au monde et représenterait 42 % de l'offre mondiale de pétrole.²¹ La gestion du marché pétrolier restera évidemment du ressort de l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole et des producteurs alliés (OPEP+) mais sur le long terme, l'élargissement pourrait engendrer des répercussions importantes sur les marchés de l'énergie. Depuis des années, les États membres de l'OPEP+ se plaignent au sujet des sanctions énergétiques occidentales contre l'Iran et le Venezuela, freins aux investissements et aux flux d'exportation. Plus récemment, les embargos de l'UE sur le pétrole brut et les produits pétroliers russes transportés par mer et les plafonds de prix imposés par l'UE et le G7 ont créé un nouveau mécanisme de sanctions qui cible les revenus plutôt que les volumes d'exportation. Un BRICS élargi inclurait à la fois les exportateurs de pétrole et de gaz et deux des plus grands importateurs, la Chine et l'Inde, qui ont tous deux refusés de se joindre à la "coalition de plafonnement des prix" visant la Russie.²² Les producteurs et les consommateurs de ce groupe ont un intérêt commun à créer des mécanismes permettant d'échanger des produits de base hors de portée du secteur financier du G7. Le commerce de l'énergie libellé en dollars persiste tout de même pour de

20 - Baskaran, G; Cahill, B. (2023).

21 - *Ibid*

22 - *Ibid*

nombreuses raisons : le dollar liquide et librement convertible, contrairement à l'exemple de la Chine, qui a recours au contrôle des capitaux et à la réglementation opaque de son secteur financier. De même, la majorité des plus grands exportateurs de pétrole du monde rattachent toujours leur monnaie au dollar.

Dans le contexte où les sanctions en matière d'énergie persistent, devenant de plus en plus fréquentes, des accords bilatéraux dans ce domaine sont réglés dans d'autres monnaies. Toutefois, le paiement des importations de pétrole ou de gaz dans d'autres monnaies est loin d'être complètement généralisé. Pour les marchés de l'énergie, l'élargissement des BRICS reste à l'heure actuelle largement symbolique, mais laisse présager l'élaboration de nouveaux moyens de dépasser le système financier international et l'emprise du dollar.

Conclusion

Les BRICS, en tant que groupe de pays émergents, font face à des défis et opportunités majeurs dans le domaine de la gouvernance environnementale mondiale. Malgré des intérêts divergents et des dépendances en énergies fossiles, ces pays cherchent à jouer un rôle actif dans les instances internationales, remettant en question l'ordre établi et voulant démontrer leur engagement en faveur de projets écologiques et d'énergies renouvelables, renforçant ainsi leur coopération pour lutter contre le changement climatique et promouvoir la durabilité.

L'élargissement des BRICS avec l'inclusion de six nouveaux membres, l'Argentine, l'Égypte, l'Éthiopie, l'Iran, l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis, a des implications majeures sur la géopolitique de l'énergie et des ressources essentielles. Ces nouveaux membres apportent des réserves significatives et renforcent la position des BRICS en tant qu'acteurs clés sur la scène énergétique mondiale. Cette expansion pourrait également influencer les marchés de l'énergie à long terme et conduire à des mécanismes visant à contourner le système financier traditionnel.

Parallèlement, les BRICS s'engagent de plus en plus vers une transition énergétique axée sur les énergies renouvelables. Malgré leurs dépendances continues aux énergies fossiles, ces pays adoptent progressivement de nouvelles technologies énergétiques.

Ces efforts sont soutenus par des accords bilatéraux qui favorisent les investissements, les prêts concessionnels et les transferts de technologie. Ainsi, les BRICS se positionnent comme des acteurs clés dans la transition vers les énergies renouvelables, tout en naviguant dans un paysage international complexe et en contribuant à façonner l'avenir de la gouvernance environnementale mondiale.

À l'avenir, les BRICS sont susceptibles de jouer un rôle de plus en plus central dans la transition mondiale vers des énergies renouvelables et une économie verte. Leur taille, leur influence économique croissante et leurs ressources

naturelles stratégiques font d'eux des acteurs clés dans la lutte contre le changement climatique et la promotion de pratiques durables.

Grâce à leurs investissements croissants dans la recherche et le développement, ainsi que le partage de connaissances et d'expertise, le groupe pourrait accélérer la transition vers une économie verte, et renforcer leur collaboration, non seulement en matière d'énergie renouvelable, mais aussi dans le développement de technologies environnementales avancées.

Sur le long terme, le groupe est en mesure de continuer à remettre en question les institutions internationales existantes et à rechercher des alternatives unilatérales pour relever les défis environnementaux. Leur capacité à influencer les marchés de l'énergie, en particulier avec l'élargissement du groupe, renforcera leur position sur la scène internationale.

par Eva Jost

Références

- **SAHAY Tim, MACKENZIE Kate.** (2023). « Le Nouvel ordre des BRICS », Le Grand Continent.
- **Le Grand Continent.** (2023). BRICS : « Le groupe contrôlera plus de la moitié de la production mondiale d'énergies fossiles ».
- **JULES Robert.** (2023). « BRICS : une coalition élargie dominera les marchés des hydrocarbures et des métaux », *LaTribune*.
- **D'ALMEIDA Nicole.** (2017). « Environnement et climat dans les BRICS : un moment cosmopolitique », *Hermès, La Revue*, 2017/3 (n° 79), p. 173-179.
- **ZHOU Feng, PENG Linan, LI Jie.** (2022). « China's 14th Five-Year Plans on Renewable Energy Development and Modern Energy System », ENERGY FOUNDATION.
- **NAIDOO Dhesigen.** (2023). « Vers un club climatique des BRICS : Les BRICS pourraient être le catalyseur d'une nouvelle alliance mondiale pour trouver des solutions à la crise climatique mondiale », *ISS Institut d'Études de Sécurité*.
- **KAHN Michael.** (2017). « La collaboration des BRICS dans les domaines de la science, de la technologie et de l'innovation », *Hermès, La Revue*, 2017/3 (n° 79), p. 124-131.
- **ANSHITA Sachan, UDIT KUMAR Sahu, ASHIS KUMAR Pradhan, RONNY THOMAS.** (2023). "Examining the drivers of renewable energy consumption: Evidence from BRICS nations", ELSEVIER.
- **BASKARAN Gracelin, CAHILL Ben.** (2023). « Six new BRICS: Implications for Energy Trade », CSIS - Center For Strategic and International Studies.

BRICS, OCS, UA, CELAC, UE, ASEAN :

La pertinence de l'institutionnalisation ?

Eric Guiochon

L'introduction de six nouveaux États - l'Iran, l'Arabie saoudite, l'Argentine, l'Éthiopie, les Émirats arabes unis et l'Égypte - dans les BRICS, qui regroupent le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud, marque incontestablement une étape importante dans l'évolution des organisations locales, régionales et multilatérales. Ces institutions, et en particulier les BRICS, ont atteint un niveau qui ne peut être ignoré dans la sélection géopolitique actuelle, suscitant un certain intérêt et une interrogation sur l'institutionnalisation constante des associations multilatérales, mais aussi une inquiétude quant à leur importance.

La convergence de ces systèmes de conditions, pilotée par un certain nombre d'objectifs et de lieux de collaboration, consiste en une gamme complète de questions, allant de la sécurité et de la

la sûreté à des caractéristiques sociales et politiques, en passant par des aspects économiques. Néanmoins, derrière ces objectifs louables de stabilité et de coopération se cache généralement un théâtre subreptice de contrôle et de tension, obscur et visible, qui a un besoin crucial d'être exploré en profondeur.

Par le biais d'institutions telles que l'Union européenne (UE), l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS), la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes (CELAC), l'Union africaine (UE) et l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE), les conditions situent divers forums de conversation en ligne, avec ou sans objectifs qui se chevauchent, où ils pourraient beaucoup mieux partager leurs attentes à l'égard de la planète. Dans cet échiquier où les BRICS se préparent à accueillir de nouveaux participants, il est essentiel

d'évaluer comment l'institutionnalisation de ces organisations régionales peut, paradoxalement, provoquer des dissensions et des tensions soudaines, même au sein de plates-formes prétendument unificatrices et stimulantes.

Cette approche rationnelle est considérablement vitale dans une situation où l'harmonie des pouvoirs et des enthousiasmes est régulièrement redéfinie, ouvrant la voie à de nouvelles représentations du défi que représentent les affiliations internationales contemporaines. La présente étude est donc une tentative scolaire de pénétrer les arcanes difficiles et déconcertants qui sous-tendent les interactions au sein de ces collections locales et multilatérales sans aucun doute les plus importantes. A cette fin, elle vise à mettre en évidence les distinctions cruciales qui caractérisent ces sociétés, pour soumettre les systèmes raffinés qui, à l'occasion, conduisent, se matérialisant sur leur propre y compris des rivalités exacerbées ainsi qu'également des différends apparents.

L'objectif de ce travail mental spécifique est en fait d'éclaircir les vents inhabituels de la diplomatie ainsi que de la coopération internationale, laissant ainsi ouvertes les difficultés de la scène mondiale contemporaine.

Distinctions fondamentales entre les organisations

Si l'on souhaite réfléchir aux sources possibles de discordance et de dissonance essentielles dans ces ressources organisationnelles, elle se plonge dans une évaluation d'une profondeur et d'une rigueur inégalées, en mettant en évidence leurs différences essentielles et en examinant les complica-

tions de leurs communications.

Les BRICS : une fusion de nations émergentes ?

Les BRICS, expression désignant une alliance des cinq Etats qui se veulent le porte-parole des Suds (désordres économiques apparents de la planète) qui, composée du Brésil, de la Russie, de l'Inde, de la Chine et de l'Afrique du Sud, ont en fait collaboré dans le cadre d'une poursuite constante visant à étendre leur portée géopolitique à l'échelle mondiale. Il ne fait aucun doute que les BRICS mettent en évidence une série de tensions liées à la gouvernance internationale, au domaine mondial et au développement à long terme. Cela dit, il faut une recherche beaucoup plus approfondie, teintée de suggestions exceptionnelles, pour déterminer que les différences monétaires manifestes et les rivalités sévères pour l'autorité au sein de ce partenariat ont la capacité de produire des dissensions d'un degré inattendu.

L'OCS : confluence stratégique régionale

L'Organisation de coopération de Shanghai (OCS), créée en 2001 par la Russie, la Chine, l'Inde, le Pakistan, le Kazakhstan, le Kirghizstan, l'Ouzbékistan, le Tadjikistan et, en 2023, l'Iran, est en train de devenir un signe de complication rarement égalé. D'un point de vue académique, l'OCS se consacre à la sécurité régionale ainsi qu'à la lutte contre le fléau du terrorisme, des objectifs impressionnants confrontés à une énorme sélection d'obstacles inhérents aux distinctions politiques, sociales, doctrinales et territoriales enracinées dans les fondements de l'entreprise. Ces variétés,

à la suggestion aiguë, révèlent une capacité de divergence des enthousiasmes et des points de vue d'une massivité stupéfiante.¹

L'UA : aspiration à l'unité

L'Union africaine (UA), créée en 2002, s'efforce d'assurer l'intégration monétaire et politique du continent africain. Elle regroupe actuellement cinquante-cinq États membres, chacun doté de documents et d'objectifs différents. Sous le regard impitoyable de la recherche, il est clair que les rivalités ethniques, les différences de périmètre ainsi que les désaccords politiques entravent fréquemment la capacité de l'Union à atteindre ses propres objectifs réfléchis, cultivant un réseau de stratégies à travers lequel chaque étoile joue son sacrifice dans certains scénarios d'une virtuosité incongrue, résultant en un brillant tableau de stress ainsi que de complications.²

CELAC : l'Amérique latine en collectif

La Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes (CELAC), en tant qu'organisme comparable à l'Organisation des États américains (OEA) à l'exception des États-Unis et du Canada, représente une fusion d'États avec des préoccupations concernant la progression, la disparité économique et le factionnalisme psychique de ses propres individus.³

À la lumière de la recherche, il est clair que ces obstacles peuvent se développer au sein de cette association, contestant

l'objectif important de promouvoir le travail d'équipe régional, produisant un théâtre où des nuances sous-évaluées ainsi que des distinctions d'une mesure remarquable se construisent. Il convient en outre de prendre note des projets réalisés par la CELAC, créée en 2010 à l'instigation du Chilien Piñera et du sulfureux⁴ Vénézuélien Chávez, afin de produire un forum de conversation institutionnalisé pour les discussions entre ses propres participants.

L'UE : une union élargie et intégrée, mais complexe

L'Union européenne (UE), l'union politique et économique de vingt-sept États membres, est en fait une entité dont la construction est profondément intégrée et qui traite d'une multitude d'endroits. Sur la base d'une évaluation prudente, il est en fait indéniable que les pressions exercées sur la puissance nationale, la défense et les plans financiers ont la capacité de polluer les relations entre les États membres au sein de cette association complexe. L'évaluation de ces discordances met en évidence une dualité nécessaire au sein de l'UE : d'une part, l'objectif d'une plus grande harmonie et d'une plus grande cohésion et, d'autre part, la protection chronique de la prépotence nationale et des taux d'intérêt particuliers.

Il s'agit en fait d'une représentation frappante des difficultés indispensables à la gestion d'une union politique aussi diversifiée, où chaque particularité est en fait d'une valeur importante. Ces tensions

1 - Smith, A. (2020). p. 321-345.

2 - Brown, M. (2021). p. 567-589.

3 - Garcia, L. (2018). p. 89-111.

4 - En référence à son intervention aux Nations Unies, en 2006

internes sont en fait intensifiées par le développement des caractéristiques de l'immigration, une préoccupation transversale qui est en train de devenir une source potentielle de factionnalisme entre les membres, en plus des complications économiques qui alimentent les désaccords, en particulier en période d'inquiétude.

Par conséquent, l'Union européenne, tout en aspirant à un rapprochement beaucoup plus profond, devrait constamment s'accorder avec ces taux d'intérêts variés en son sein, une responsabilité qui comprend certainement une quantité de questions sur les relations entre ses participants personnels.⁵

ASEAN: Cooperation in South-East Asia?

L'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE), qui compte dix membres, se présente comme un organe organisationnel qui a pris acte de l'engagement financier et politique en Asie du Sud-Est. Néanmoins, en y regardant de plus près, on constate des discordances sociales profondément ancrées, des problèmes territoriaux dans la mer de Chine méridionale ainsi que des différences substantielles en matière d'économie d'argent. Ces éléments ont la capacité de créer des inquiétudes incroyablement claires au sein de cette société proche, ouvrant la voie à une exploration exceptionnelle des distinctions ainsi que des défis liés à ce style de coopération.

Au sein de l'ANASE, la diversité cultu-

relle est perceptible. Les différences linguistiques, religieuses et sociales entre les participants créent une situation où l'entente et la communication peuvent être mises à l'épreuve. En outre, les questions territoriales dans la mer de Chine méridionale, qui impliquent de nombreux États membres de l'ANASE, sont une source d'inquiétude bien connue. Ces tensions sont susceptibles de menacer le travail d'équipe au niveau local et de créer des failles géologiques entre les membres de l'ANASE. En outre, les différences économiques au sein de l'ANASE sont importantes. Alors que certains membres connaissent une croissance économique rapide, d'autres sont confrontés à d'importants problèmes de développement. Ces différences financières peuvent conduire à des désaccords sur la diffusion des avantages de la participation régionale et sur la hiérarchisation des objectifs économiques.⁶

L'institutionnalisation : piège ou nouvelle dimension ?

L'institutionnalisation des connexions multilatérales au sein d'organisations telles que les BRICS, l'OCS, l'UA, la CELAC, l'UE et l'ASEAN constitue une mesure critique de la mécanique actuelle des relations mondiales. Cette institutionnalisation, qui est à la fois un angle de fiabilité et d'entrave, est basée sur la construction de propriétés particulières, de protocoles de standardisation ou d'harmonisation politique et de dispositifs de prise de décision conçus pour réduire les incertitudes inhérentes aux com-

5 - Dupont, P. (2017). p. 415-431.

6 - Tanaka, H. (2019). p. 485-507

munications entre les États participants. Néanmoins, cette technique n'est certainement pas sans complexité ni mystère, car elle peut facilement provoquer des rivalités, généralement dissimulées, en créant une structure déterminant les avantages et les devoirs de chaque Etat engagé.

Les avantages de l'institutionnalisation doivent être scrupuleusement analysés. Tout d'abord, elle apporte une solution bénéfique de prévisibilité aux communications entre les États membres au sein de ces organisations. Cette prévisibilité provient de la plateforme qu'elle offre pour la négociation et la résolution des désaccords, ce qui contribue ensuite à minimiser le risque de conflit direct entre les parties prenantes. En outre, il offre un dispositif permettant d'associer les plans et les actions des membres dans divers domaines d'intérêt général, notamment les échanges mondiaux, la sécurité régionale et l'aide à la croissance.⁷

En dépit de ces avantages notables, il est essentiel de vérifier minutieusement les inconvénients inhérents à cette institutionnalisation. Elle peut fonctionner comme une épée tranchante, cristallisant les intérêts et les tâches des membres et créant des rivalités qui peuvent facilement menacer la communication organisationnelle. Les désaccords sur les réglementations, les critères et les priorités absolues à prendre en charge peuvent entraîner des pressions et des difficultés au sein de ces structures multilatérales. En outre, l'adhésion aux engagements institutionnels peut facilement encourager les États membres

à privilégier leur enthousiasme national, au détriment du nécessaire travail d'équipe que tentent d'accomplir les Etats.⁸

Les BRICS sont une illustration naturelle de cette dialectique compliquée. L'institutionnalisation de l'union des éclectiques puissances émergentes a entraîné la mise en place d'un sommet annuel, d'une banque de développement et d'un forum de collaboration économique. L'objectif de ces travaux est de renforcer la participation dans les différentes régions, mais ils peuvent également être le théâtre d'intérêts divergents, en particulier entre la Chine et l'Inde, qui ont des visions différentes du commerce mondial.⁹ De la même manière, au sein de l'Union européenne, l'institutionnalisation a généré une plateforme pour la coopération économique et politique, mais elle a également révélé de profondes divisions, en particulier sur les questions migratoires, monétaires et stratégiques.¹⁰

À cet égard, l'institutionnalisation des associations multilatérales au sein d'organisations telles que les BRICS, l'OCS, l'UA, la CELAC, l'UE et l'ASEAN est une mesure vitale des associations mondiales actuelles. Elle apporte un niveau de stabilité en réduisant les incertitudes et en fournissant des mécanismes de contrôle. Néanmoins, elle ne peut être envisagée sans prendre en considération les pressions potentielles qu'elle peut facilement générer à travers les enthousiasmes et les postures de ses propres participants.¹¹

7 - Haas, Ernst B. (1980). p.357-405

8 - Snidal, D. (1985). p.579-614

9 - Mohan, C. Raja. (2015). p.127-142

10 - Moravcsik, A. (1993). p.473-524

11 - Abbott, K. W.; Keohane, R. O.; Moravcsik, A.; Slaughter, M-A.; Snidal, D. (2000). p.401-419

Les rivalités et conflits au sein des organisations : une toile intriquée de complexités

La compréhension des rivalités et des batailles au sein de ces entreprises multilatérales révèle une vision complexe et unique, parsemée d'une variété de tensions allant de conflits sans heurts à des confrontations financières et de forces armées. Ces animosités prennent de nombreuses formes, y compris des rivalités géopolitiques, des différends économiques, des tensions culturelles et idéologiques, ainsi que des différends territoriaux. L'approfondissement de chacune de ces facettes donne une image plus claire des aspects à l'œuvre au sein de ces entreprises multilatérales.

Rivalités géopolitiques : les prémices de la discorde

Les rivalités géopolitiques au sein de ces organisations se situent souvent au carrefour d'intérêts tactiques et de visions du monde divergents. Au sein des BRICS, par exemple, la montée en puissance de la Chine et de l'Inde pose la question de leur future confrontation pour l'influence locale et mondiale. Cette rivalité subtile entre deux des participants les plus peuplés et les plus dynamiques des BRICS met en évidence la nécessité de renforcer les systèmes de collaboration afin de gérer de manière proactive leurs distinctions potentielles. Dans le même temps, au sein de l'ANASE, la mer de Chine méridionale est devenue un foyer de rivalité géopolitique. De

nombreux litiges territoriaux dans cette zone particulière ont en effet provoqué des désaccords épineux entre les participants de l'ANASE et des acteurs extérieurs. Toutefois, l'ANASE reste un forum de discussion important pour gérer ces tensions et garantir un savoir-faire tranquille dans la région.¹²

Conflits économiques : étau des désaccords commerciaux

Les différends économiques au sein de ces organisations reflètent souvent la variabilité des taux d'intérêt économiques entre les États membres. L'exemple de l'Union européenne est révélateur de ces tensions financières chroniques. Les différences dans les niveaux de développement, les plans fiscaux et financiers et les divergences sur les besoins des marchés économiques ont donné lieu à des débats houleux au sein de l'UE. Les dilemmes financiers qui ont suivi ont mis en évidence la nécessité d'un équilibre économique plus important au sein de l'organisation afin de préserver la sécurité de la zone euro. Les solutions à ces problèmes financiers complexes dépendent de la mise en place de systèmes visant à renforcer la sécurité économique, de politiques de tarification concertées et de règles de gouvernance financière strictes.¹³

Tensions culturelles et idéologiques : entrelacs de différences

Les tensions culturelles et psychiques au sein de ces sociétés découlent généralement de la diversification des membres

12 - Katsumata, H.; Morris, N. (2015).

13 - De Grauwe, P. (2012)

en termes de sociétés, de religions et d'alignements idéologiques. Dans le cas de la CELAC, qui regroupe toutes les nations d'Amérique latine et des Caraïbes, ces variations sont particulièrement marquées. Les pays membres de la CELAC sont caractérisés par une diversité sociale et linguistique phénoménale, des cultures politiques différentes et des points de vue psychologiques différents. Ces facteurs peuvent entraver la coopération au sein de l'organisation, en particulier sur des questions sensibles telles que les droits constitutionnels, la démocratie et le terrain. La résolution de ces tensions sociales et idéologiques nécessite un savoir-faire habile, centré sur la recherche de valeurs de marché et de passions communes, ainsi que sur la promotion du dialogue interculturel.¹⁴

Conflits territoriaux : la quête d'identités géographiques

Les différends territoriaux, que ce soit en Afrique, en Asie ou ailleurs, sont une source importante de rivalité au sein de nombreuses organisations multilatérales. Les revendications territoriales non réglées entre les participants peuvent engendrer des tensions permanentes, comme c'est le cas au sein de l'UA et de l'ANASE. En Afrique, par exemple, les conflits de périmètre continuent de peser sur la stabilité régionale. Des différends comme celui qui oppose le Soudan et le Sud-Soudan ou encore les affaires territoriales du Sahara occidental expliquent la difficulté de ces désaccords territoriaux. Une réponse durable néces-

site un engagement politique soutenu, des mécanismes d'arbitrage efficaces et, dans de nombreux cas, un traitement international concerté pour parvenir à une résolution calme et durable de ces questions territoriales.¹⁵

La gestion des rivalités et des conflits

La gestion des rivalités et des batailles au sein de ces organisations est en fait essentielle pour maintenir la sécurité et garantir un travail d'équipe durable au niveau local. Dans ce contexte particulier, de nombreux systèmes, y compris les mécanismes de résolution des différends, les négociations stratégiques et la diplomatie préventive, apparaissent comme des outils cruciaux.

De nombreuses organisations multilatérales ont mis en place des mécanismes de règlement des différends pour gérer les tensions naissantes ou persistantes. Ces dispositifs, qui peuvent comprendre des tribunaux internationaux, des modérateurs impartiaux ou même des comités de contrôle, offrent des voies particulières pour traiter et atténuer les différends entre les membres. Par exemple, l'Union africaine (UA) a créé la Commission de médiation, de conciliation et d'arbitrage de l'Union africaine (CMCA) pour participer activement au règlement des différends en Afrique. Cette forme de campagne illustre la volonté des organisations d'encourager un dialogue structuré afin d'éviter la multiplication des désaccords et de favoriser le règlement pacifique des conflits.¹⁶

La procédure de négociation straté-

14 - Nye, J. S. (2004). p.48-57

15 - Walter, B. F. (1995). p.191-212

16 - Jourde, C. (2008). p.101-117

gique est au cœur de la gestion des compétitions et des conflits. Les médiateurs et les innovateurs des États membres se rencontrent régulièrement pour aborder les questions controversées, reconnaître les compromis et rechercher les solutions discutées. Cette technique permet aux groupes en conflit de discuter librement, de comprendre les préoccupations des uns et des autres et de rechercher des contrats qui servent les intérêts de tous. Les accords conclus au sein de ces organisations sont souvent soutenus par des structures officielles qui offrent un cadre pour la discussion et la prise de décision. Par exemple, l'Union européenne dispose d'organisations telles que le Conseil de l'Union européenne, où les États membres se réunissent pour expliquer et coordonner leurs politiques sur une variété de problèmes, contribuant ainsi à résoudre les conflits intra-européens.¹⁷

La diplomatie préventive, quant à elle, s'attache à prévoir et à prévenir les désaccords éventuels juste avant qu'ils ne prennent de l'ampleur. Elle s'appuie sur de nombreux piliers, notamment la surveillance continue des pressions, l'arbitrage subtil et les mesures de confiance entre les parties en conflit. Les organisations multilatérales investissent généralement dans des dispositifs de suivi des problèmes, recueillant des informations sur l'évolution de la situation politique et de la sécurité dans la région ou l'équipe de nations concernées. Cette vigilance permet de déceler les premiers signes de conflits potentiels et de prendre des mesures préventives pour les apaiser.

La médiation très discrète implique l'assistance de tierces parties objectives pour faciliter le dialogue et les arrangements entre les événements conflictuels, juste avant que le scénario ne s'intensifie. Les mesures de confiance, telles que les accords de réduction des armements ou les projets d'ouverture, contribuent en outre à créer un environnement propice à l'évitement des conflits.¹⁸

L'administration des compétitions et des affrontements au sein de ces organisations dépend essentiellement d'un savant mélange de ces procédures. Il s'agit d'un processus sophistiqué qui exige une compréhension complète des mécanismes intérieurs et extérieurs, ainsi qu'un engagement permanent en faveur de la tranquillité, de la stabilité et de la participation au niveau local. Les organisations multilatérales, en tant que plateformes de conversation et de collaboration, jouent un rôle essentiel dans la promotion d'un monde où les batailles sont gérées avec aisance et où la coopération prévaut.

Conclusion : le défi permanent de la coopération au sein de la diversité

Les organisations régionales et multilatérales, telles que les BRICS, l'OCS, l'UA, la CELAC, l'UE et l'ANASE, occupent une place considérable sur l'échiquier de la géopolitique mondiale. Cependant, leur chemin vers la coopération régionale est généralement semé d'embûches, dont les compétitions et les luttes sont des éléments cruciaux. Ces difficultés découlent des distinctions fondamentales entre

17 - Peterson, J.; Grossman, E. (2009). p. 961-979

18 - Hampson, F. O.; Malone, D. M. (2000). p.71-95

les participants, de l'institutionnalisation complexe des relations et des tensions qui en découlent. Il est essentiel de gérer ces compétitions et ces conflits, non seulement pour préserver la fiabilité et la coopération au sein de ces organisations, mais aussi pour contribuer à la construction d'une planète mondiale encore plus unifiée et plus paisible.

Les systèmes analytiques, tels que les tribunaux internationaux et les modérateurs neutres, constituent une méthode institutionnelle solide pour traiter les désaccords et les pressions. Ils fournissent des techniques d'apaisement tout en maintenant la suggestion de lois dans les affiliations internationales. Les bons accords, quant à eux, conservent l'importance du savoir-faire, permettant aux parties en difficulté de trouver des solutions équilibrées et tout aussi acceptables. Ces forums de dialogue fonctionnent comme des lieux où des intérêts différents peuvent simplement s'unir en vue d'une concession utile.

Enfin, la diplomatie préventive, souvent ignorée mais pourtant cruciale, incarne la connaissance des moyens d'arrêter les différends plutôt que de les guérir. Elle repose sur une vigilance permanente, sur l'identification précoce des indicateurs de tension et sur l'élaboration de solutions visant à renforcer la dépendance entre les événements. La nature agressive du savoir-faire préventif indique que les sources potentielles de conflit peuvent être prévues et restreintes avant qu'elles ne dégénèrent.

Cela dit, il faut reconnaître que les rivalités et les batailles font partie intégr-

rante de la politique mondiale. Elles sont totalement liées aux taux d'intérêt nationaux, aux différences culturelles et psychiques et à la dynamique énergétique. Par conséquent, la prudence et un engagement permanent restent nécessaires pour gérer ces tensions et les maintenir dans des limites raisonnables.

Inévitablement, la rencontre de compétitions et de luttes au sein de ces organisations multilatérales montre la difficulté du travail d'équipe au niveau local et mondial. Indépendamment des défis, ces organisations restent des acteurs importants pour garantir le calme, la fiabilité et le développement mondial. La persévérance dans la gestion de ces défis contribuera certainement à construire un monde multilatéral encore plus durable et prospère, où le travail d'équipe l'emporte sur le conflit.

par Eric Guiochon

16 - Jourde, C. (2008). p.101-117

17 - Peterson, J.; Grossman, E. (2009). p. 961-979

18 - Hampson, F. O.; Malone, D. M. (2000). p.71-95

References

- **SMITH, A.** (2020). "The Shanghai Cooperation Organization: An Analysis of Cultural and Territorial Differences," *International Security Studies Quarterly*, 30(4), 321-345.
- **BROWN, M.** (2021). "Ethnic Conflict and Border Disputes within the African Union," *African Studies Review*, 64(3), 567-589.
- **GARCIA, L.** (2018). "Ideological Differences and Policy Outcomes in the Community of Latin American and Caribbean States," *Latin American Politics and Society*, 60(1), 89-111.
- **DUPONT, P.** (2017). "National Sovereignty in a Supranational Union: The Case of the European Union," *European Journal of Political Science*, 45(3), 415-431.
- **TANAKA, H.** (2019). "Cultural Differences, Territorial Disputes, and Economic Inequalities: A Comprehensive Study of ASEAN Dynamics," *Asian Politics and Policy*, 11(4), 485-507.
- **HAAS, Ernst B.** "Why collaborate? Issue-linkage and international regimes." *World politics* 32, no. 3 (1980): 357-405.
- **SNIDAL, D.** "The limits of hegemonic stability theory." *International organization* 39, no. 4 (1985): 579-614.
- **MOHAN, C. Raja.** "India's foreign policy in the age of Modi: Implications for the US and the world." *The Washington Quarterly* 38, no. 3 (2015): 127-142.
- **MORAVCSIK, Andrew.** "Preferences and power in the European Community: A liberal intergovernmentalist approach." *Journal of Common Market Studies* 31, no. 4 (1993): 473-524.
- **ABBOTT, Kenneth W., Robert O. KEOHANE, Andrew MORAVCSIK, Anne-Marie SLAUGHTER, et DUNCAN Snidal.** "The concept of legalization." *International organization* 54, no. 3 (2000): 401-419.
- **Katsumata HIRO et Narrelle MORRIS.** "The South China Sea: Evaluating Australian Options." *Australian Strategic Policy Institute (ASPI) Special Report* (2015).
- **DE GRAUWE, Paul.** "Economics of monetary union." Oxford University Press, 2012.
- **NYE, Joseph S.** "The clash of civilizations? It's the West against chaos." *Foreign Policy* 145 (2004): 48-57.
- **WALTER, Barbara F.** "Conflict Relocation and Conflict Resolution." *International Organization* 49, no. 2 (1995): 191-212.
- **JOURDE, Cyril.** "Building peace on divided ground: A pro-active approach to the theory and practice of conflict prevention and resolution in the African Great Lakes region." *International Peacekeeping* 15, no. 1 (2008): 101-117.
- **PETERSON, John et GROSSMAN Emiliano.** "The New EU Diplomacy: Learning to Set Policy." *Journal of European Public Policy* 16, no. 7 (2009): 961-979.
- **HAMPSON, Fen Osler et MALONE David M.** "From reaction to prevention: Opportunities for the UN system." *International Peacekeeping* 7, no. 2 (2000): 71-95.



Essais : "Quand l'Occident s'empare du monde (XVe-XXIe siècle)", de Maurice

Godelier

par Victor Martin

89-90

QUAND L'OCCIDENT S'EMPRE DU MONDE

Peut-on alors se moderniser sans s'occidentaliser ?

Victor Martin

Qu'est-ce qu'être moderne ? A cette réponse posée par l'auteur, une tribu baruya, en Papouasie-Nouvelle-Guinée, répond « c'est suivre Jésus et faire du business ». Maurice Godelier est anthropologue au CNRS, lauréat du prix international Alexander von Humbolt en sciences sociales et du prix de l'Académie française. Auteur de nombreux ouvrages anthropologiques, il fait partie des chercheurs français en sciences sociales les plus influents.

L'ouvrage est organisé en trois parties (la mainmise de l'Occident sur le monde, le grand tournant du 20ème siècle et enfin vers un autre monde) reprend le fil de la progressive conquête du monde par les Occidentaux, la manière dont ils ont voulu imposer leur pouvoir, leur économie, au nom de la mission évangélisatrice d'abord, puis de leur « mission civilisatrice ».

En première partie, l'auteur revient sur l'histoire et la création des premiers empires coloniaux, espagnols et portugais notamment. Maurice Godelier revient ici sur les raisons de la modernisation de l'Occident avant les autres régions du monde, plaçant la science, l'industrie et le capitalisme au

cœur de sa réponse. En seconde partie, l'auteur fournit des éclairages concernant l'Empire ottoman et sa grandeur, dont la Turquie a la nostalgie, la modernisation à marche forcée décidée par le tsar Pierre le Grand, dont Poutine est l'héritier ambigu, ou encore l'ascension de l'Inde sous Modi, entre identité figée et puissance nouvelle. Enfin, en troisième partie, l'auteur analyse comment la fin du communisme et l'unipolarité américaine du monde qui a prévalu au cours des années 90 et au début des années 2000 ont stimulé le ressentiment occidental, provoquant chez certains de violents chocs en retour (Turquie et Iran notamment), chez d'autres l'intérêt de poursuivre leur propre voie (en particulier les pays musulmans, l'Inde ou encore la Chine) en s'appuyant sur leur propre identité culturelle et parfois spirituelle. Ainsi, Maurice Godelier parcourt plus de cinq siècles d'histoire, de la destruction des Aztèques à l'émergence d'une Chine grande puissance capitaliste.

De ses analyses, l'auteur ressort deux définitions claires et distinctes de la modernisation et de l'occidentalisation. La première consiste à améliorer son armée, son État, son mode de gouvernance et son économie afin de gagner en efficacité

et d'accroître le niveau de vie de sa population. Maurice Godelier observe par ailleurs que c'est presque systématiquement par les innovations militaires que se modernise un État. L'occidentalisation, d'après l'auteur, se concentre autour de trois axes : « l'adoption du capitalisme, la démocratie parlementaire et, via le christianisme, un certain rapport à la religion ». Nous pourrions donc en déduire assez simplement que oui, il est possible de se moderniser sans s'occidentaliser. Mais la question se pose du processus de modernisation : comment améliore-t-on son système de gouvernance ? Comment développe-t-on son armée ? Cela tombe-t-il simplement du ciel ou est-ce un processus plus complexe, qui dépend du croisement de nombreuses influences ?

Maurice Godelier identifie quatre chemins de la modernité. Le premier, celui emprunté par les européens, consiste à se moderniser soi-même. Dans ce cas, l'Occident s'est modernisé. La seconde option consiste à copier le développement d'un autre État, mais le faire de manière souveraine et possiblement sélective. C'est par exemple le cas du Japon, qui a décidé de moderniser son économie en prenant exemple sur les États européens tout en gardant sa propre identité. Le troisième chemin est celui de la colonisation : un État colonisateur peut faire le choix de moderniser sa colonie, on y voit une modernisation « forcée ». Enfin, un État peut se moderniser une fois après avoir retrouvé son indépendance : il sera souvent tenté, voire quasiment obligé, de prendre pour exemple l'ancienne puissance colonisatrice, qui gardera donc une certaine influence sur son ancienne colonie.

Ainsi, sans proposer d'opinion militante ou radicale sous un Occident en déclin ou néocolonialiste, Maurice Godelier nous offre une analyse de l'influence de l'Occident dans l'histoire du monde. Cette analyse est particulièrement instructive dans notre monde contemporain où de nombreuses puissances émergentes remettent en cause l'ordre du monde mis en place à la sortie de la seconde guerre mondiale et que les analyses sur la désoccidentalisation du monde se multiplient. Quand l'Occident s'empare du monde est un ouvrage incontournable pour éclairer le monde actuel et alimenter la discussion sur la désoccidentalisation du monde.

« Quand l'Occident s'empare du monde (VXe-XXIe siècle). Peut-on alors se moderniser sans s'occidentaliser ? »

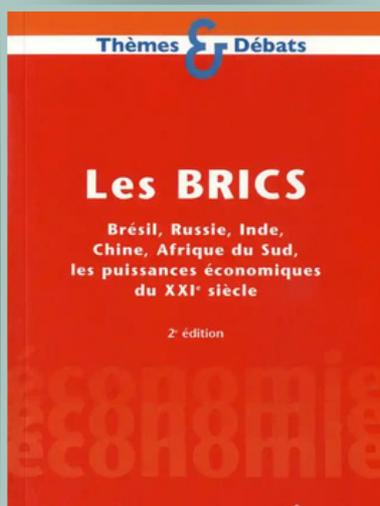
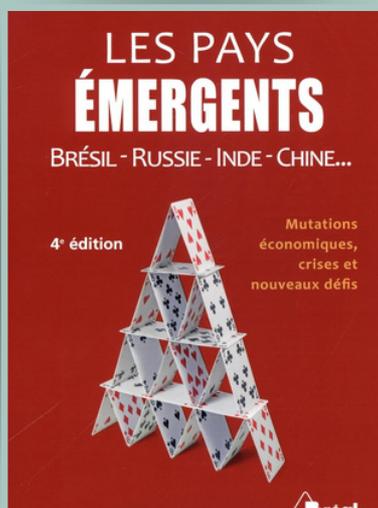
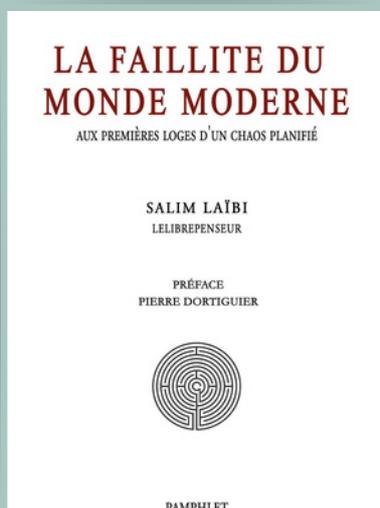
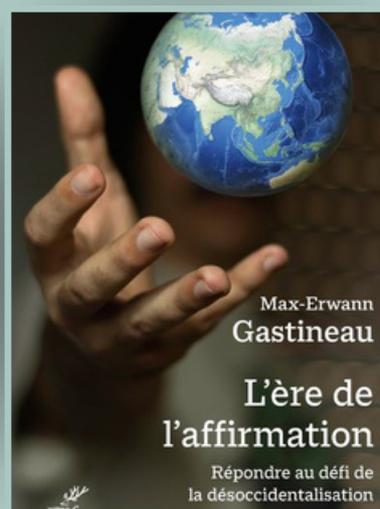
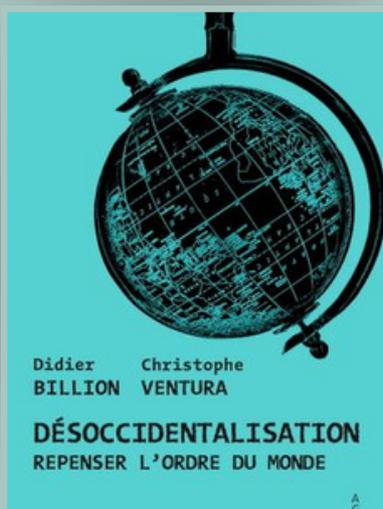
Maurice Godelier, CNRS Éditions, 504p., 25 €.

par Victor Martin

Horizons



Dans cette section, nous mettons en avant une liste d'ouvrages choisis permettant d'explorer plus en profondeur le thème de l'édition.



Nos auteurs

Juan Lopez Muelas

Juan A. López López Muelas est étudiant en Gouvernance Internationale et Diplomatie à Sciences Po Paris. Diplômé en Économie et en Science Politique à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, il est spécialiste en Amérique Latine et ses relations avec l'Union Européenne. López Muelas est aujourd'hui Chef du Département Amérique Latine et Caraïbes à la Fédération pour la Diplomatie et les Nations unies (FDNU) et Vice-président de l'Association des Étudiants pour la Culture Ibéroaméricaine de La Sorbonne.

Eva Jost

Diplômée d'un Master en Stratégies Internationales et Diplomatie de l'ISIT, elle évolue actuellement dans le domaine des affaires publiques et notamment sur les sujets liés à l'énergie. De par ses voyages et son mémoire axé sur les enjeux sécuritaires à la frontière étasuno-mexicaine, elle s'est beaucoup intéressée à la région sud-américaine, mais développe également, grâce à son activité professionnelle, une expertise concernant les enjeux de transition énergétique et des énergies renouvelables.

Loukiane Doucet

Étudiant en Master d'Histoire à Sorbonne Université, ses recherches portent sur la coopération internationale dans le domaine de l'agriculture. Avec une solide formation scientifique en classes préparatoires et une double licence en histoire et géographie, il s'intéresse également aux questions internationales liées à la transition énergétique et au changement climatique.

Victor Martin

Diplômé du Master Géopolitique et Prospective de l'IRIS Sup', il est le directeur de la Recherche au sein de la FDNU. Il se consacre à l'étude des dynamiques politiques et économiques au sein de l'espace post-soviétique, ainsi qu'à l'exploration des enjeux liés au multilatéralisme des Nations Unies et du système international.

Eric Guiochon

Étudiant en Master 2 de Géoéconomie à l'IRIS, Eric Guiochon est Président de la FDNU. Il a écrit plusieurs articles sur la Chine et la Russie, et se spécialise sur les corridors économiques transnationaux.

Marceau Frances

Étudiant en Master de Relations Internationales et Action à l'Étranger à Panthéon-Sorbonne, Marceau Frances assume le rôle de responsable du Kautilya. Passionné par les mondes slave et russophone (étant russisant), il s'intéresse particulièrement aux enjeux qui sous-tendent cette région.



Sondage

Cette rubrique vise à solliciter les perspectives de nos lecteurs concernant le thème de l'édition. À chaque parution, un sondage sera publié pour recueillir vos opinions spécifiques sur ce sujet. Les résultats de ces sondages seront ensuite rendus publics dans la prochaine édition.

Sondage de cette édition :

**Considérez-vous que la multiplication
des pôles de puissance pourrait
compromettre l'équilibre mondiale ?**

Sondage disponible via ce
QR Code :

Ou sur cette adresse sur ce [lien](#)



Présentation de la FDNU

La **Fédération pour la diplomatie et les Nations unies (FDNU)** a été créée en 2023 par des jeunes citoyens passionnés par la diplomatie, la coopération internationale et les objectifs des Nations Unies. Elle est reconnue en tant qu'ONG gérée par des jeunes et s'adressant aux jeunes.

La FDNU s'engage à soutenir la vision et les valeurs de l'ONU, à promouvoir la diplomatie ainsi que la coopération internationale. Ses activités incluent le **CEDIRE**, un centre de recherche, le média **Diplomatiquement vôtre**, et le projet **FMUN** (France Model United Nations) qui organise des simulations des Nations unies.



L'équipe du Kautilya



Capucine Caillaud

Responsable assistante du CEDIRE, elle poursuit sa troisième année de licence Science Politique à l'Université Catholique de l'Ouest à Angers où elle se spécialise en géopolitique et stratégie internationale.



Ryane Belogbi

Responsable des partenariats au sein du CEDIRE, il est étudiant en Master de Sciences politiques, à l'Université de Genève.



Loukiane Doucet

Responsable de publication au sein du CEDIRE, il supervise les activités de l'équipe éditoriale. Il étudie l'histoire des Systèmes Internationaux en master à Sorbonne Université.



Marceau Frances

Responsable du Kautilya au sein du pôle Recherche de la FDNU, Il est étudiant en Master Relations Internationales et Action à l'Etranger à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.